

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 23 février 2015

PRESENTS : M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée; M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale
M. R. DELVIGNE, Mmes L. DEDONDER, L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, Echevins;
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes M. C. MARGHEM, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART, Directeur général adjoint

Excusés: Monsieur l'Echevin. P. ROBERT, Monsieur le Conseiller communal E. VANDECAVEYE, Monsieur le Directeur général D. COUPEZ

SEANCE PUBLIQUE

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le jeudi 12 février 2015.

Monsieur le Directeur général D. COUPEZ, absent, est remplacé par Monsieur le Directeur général adjoint T. LESPLINGART, conformément à l'article L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Monsieur le **Président** de séance ouvre la séance publique à 19 heures 37 et dépose sur le bureau du Conseil communal le procès-verbal de la séance du 26 janvier 2015, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté.

1. Communications.

1.1. Monsieur le **Président** de séance rend hommage à M. Claude CRIQUIELION, ancien champion cycliste et échevin à Lessines récemment décédé, en prononçant l'éloge suivant :

" Le monde du cyclisme et la Wallonie perdent l'un de leurs grands champions.

C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès de Claude CRIQUIELION, «Claudy», le «Crique», suite à l'accident vasculaire cérébral dont il avait été victime quelques jours plus tôt.

Claudy a entraîné dans son sillage des dizaines de jeunes cyclistes, passionnés comme lui par le vélo. Il a rendu possible ce qui paraissait aux jeunes sportifs de la région comme impossible. C'était un vrai modèle. Il était un des plus grands champions cyclistes que la Wallonie ait connu avec Joseph BRUYERE, Pino CERAMI, Philippe GILBERT, Rik VERBRUGGHE, Ferdinand BRACKE, Jean-Luc et Franck VANDENBROUCKE.

Claudy, enfant du pays de Lessines et de la Wallonie picarde, a porté haut les couleurs de la cité du Cayoteu. Dès 1979 et pendant plus de 12 ans, il a fait carrière au cœur du peloton professionnel. Champion du monde sur route en 1984, il a décroché une soixantaine de succès professionnels qui l'ont largement fait connaître. Dès 1982, la Flèche brabançonne, l'année suivante, la Classica San Sebastian, en 1985 et 1989, la Flèche wallonne à deux reprises, mais aussi le Tour de Romandie en 1986 et celui des Flandres en 1987. Juste avant de se retirer de la compétition, en 1990, il endossait le maillot de champion de Belgique. Claudy CRIQUIELION brilla aussi au Tour de France en s'invitant souvent parmi les dix premiers du classement général.

Ceux qui l'ont côtoyé le savent, Claudy était passionné par le sport au-delà de la compétition. Il était d'ailleurs devenu directeur sportif à l'issue de sa carrière professionnelle, mais aussi par sa ville de Lessines dont il était échevin depuis 2006.

A sa famille, à ses proches, nous tenons à présenter nos condoléances émues."

A l'issue de cet hommage, l'assemblée est invitée à observer un instant de recueillement.

Un hommage est également rendu à M. Jean BONNET, ancien conseiller communal récemment décédé, pour lequel le Président de séance prononce l'éloge suivant :

" Jean BONNET nous a quittés, vendredi dernier. Il était âgé de 88 ans. Jean, c'était un homme investi, profondément impliqué dans la vie associative, sociale et aussi politique de Tournai.

On dit de lui que c'était la mémoire de Chercq, son village natal. Il y était très attaché. Le Cercle d'Histoire du Rieu de Barges perd un de ses membres actifs, un puits de souvenirs où l'on venait s'abreuver pour connaître l'histoire du village. Il a participé à l'écriture de nombreux ouvrages historiques.

Jean BONNET, l'historien, était aussi un homme engagé. Militant communiste, il a siégé, avant la fusion des communes, au sein du Conseil communal de Chercq, de 1953 à 1977 et après la fusion, à Tournai, de 1977 à 1989.

Syndicaliste, membre de la FGTB, il a défendu les droits des plus faibles. En 1960, il a participé au blocage des entreprises tournaisiennes pour lutter contre la «loi unique».

Défenseur des idées de gauche, homme d'ouverture, Jean était aussi homme de passions. Il aimait les gens, tout simplement.

Il était investi dans les associations comme le Club des Carabins Chercquois qu'il présidait parce que le tir était aussi l'une de ses passions.

Cet investissement dans le milieu associatif avait d'ailleurs été salué par notre Ville dont il était Chevalier de la Tour.

C'est un homme généreux que Tournai a perdu, une figure importante de son histoire. Nous tenions à lui rendre hommage et aussi à le remercier, au nom de la population tournaisienne, pour l'énergie qu'il a mise, tout au long de sa vie, à défendre, valoriser et améliorer sa Ville.

À sa femme Elisabeth, à ses enfants, Martine et Luc, et à sa famille et ses proches, l'ensemble du Conseil communal de Tournai tient à présenter ses sincères condoléances."

A l'issue de cet hommage, l'assemblée est invitée à observer un instant de recueillement.

1.2. Le **Président** de séance signale ensuite que trois questions ont été posées par des conseillers communaux, en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal :

- question de Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, relative au remplacement des châssis de l'hôtel de ville, au plan d'isolation et aux subsides UREBA (Utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments). Il y sera répondu en fin de séance par Monsieur l'Echevin V. BRAECKELAERE, remplaçant Monsieur l'Echevin P. ROBERT;
- question de Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, relative au site internet de la Ville. Il y sera répondu en fin de séance par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale P.-O. DELANNOIS;
- question de Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, relative à la propreté dans les villages. Il y sera répondu en fin de séance par Monsieur l'Echevin A. BOITE.

1.3. **PREND CONNAISSANCE** des réponses apportées par le Conseil de l'Union européenne, par le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rudy DEMOTTE et par la commissaire européenne au commerce, Cécilia MALMSTRÖM, à la motion adoptée par le Conseil communal, en séance du 16 décembre 2014, relative au partenariat transatlantique de commerce et d'investissement négocié entre les Etats-Unis et l'Union européenne (TTIP) :

" Monsieur le Bourgmestre,

Nous vous remercions, au nom du président du Conseil européen, de votre lettre du 23 décembre 2014 ainsi que de la motion relative au partenariat transatlantique de commerce et d'investissement. A cet égard, nous souhaitons souligner que seule la Commission européenne, mandatée par les Etats membres, négocie le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement avec les Etats-Unis au nom de l'Union. La Commission négocie sur la base de lignes directrices approuvées par le Conseil.

Le Conseil de l'Union européenne a d'ailleurs publié le mandat de négociation de l'accord de partenariat transatlantique de commerce et d'investissement le 9 octobre dernier.

Une des priorités que le Conseil européen des 26 et 27 juin 2014 a fixées pour l'Union pour les cinq années à venir est de renforcer l'attractivité de celle-ci à l'échelle mondiale. L'Union doit devenir un lieu de production et d'investissement doté d'une base industrielle solide et compétitive et d'une agriculture prospère, et mener à bien les négociations concernant les accords commerciaux internationaux au bénéfice réciproque de toutes les parties et dans un esprit de transparence. Cela concerne en particulier le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, d'ici 2015. Le 3 octobre dernier, les représentants américains et européens ont achevé le 7^{ème} cycle de négociations sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'UE et les Etats-Unis. A l'issue des négociations, le responsable des négociations pour l'UE a déclaré qu'ils continueront à œuvrer en faveur d'un accord ambitieux, sans transiger sur la protection de l'environnement, de la santé, de la sécurité, des consommateurs, des données, ou d'autres objectifs de politique générale, ni sur le droit des gouvernements à réglementer.

En outre, la nouvelle commissaire au commerce, Mme Cecilia MALMSTRÖM, a réaffirmé dans son audition devant le Parlement européen que le processus décisionnel applicable aux nouveaux règlements restera soumis aux contrôles démocratiques en vigueur.

Le but du partenariat ne sera pas de réaliser des bénéfices commerciaux au détriment de la santé des consommateurs. Les actes législatifs de base, comme ceux qui concernent les OGM et les hormones ou ceux qui visent à protéger la vie et la santé humaines, la santé et le bien-être animaux ou l'environnement et les intérêts des consommateurs ne feront pas partie des négociations.

De plus, l'approche des négociations sur les services exclut tout engagement concernant les services publics : les pays restent libres de choisir à tout moment les services qui doivent être fournis par le secteur public. Le secteur audiovisuel est également exclu des négociations concernant les services et le droit d'établissement.

En ce qui concerne le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et Etats, sachez que les mesures pour protéger les investisseurs n'empêcheront pas les gouvernements d'adopter des lois et ne les contraindront pas à en abroger. Elles peuvent tout au plus entraîner le paiement d'indemnités. Les Etats membres de l'Union légifèrent depuis des années, alors qu'ils ont déjà conclu environ 1.400 partenariats de ce type. Huit Etats membres ont passé des accords en matière d'investissement avec les Etats-Unis, ce qui ne les a pas empêchés de s'aligner sur l'ensemble de l'acquis européen lors des négociations relatives à leur adhésion à l'UE. Quoi qu'il en soit, l'Union travaille à établir une clarté encore plus grande afin de garantir que les mesures réglementaires véritables ne puissent être contestées.

La Commission européenne reconnaît que le système pourrait être amélioré et a participé activement à l'élaboration des nouvelles règles des Nations unies pour la transparence dans le règlement des différends entre investisseurs et Etats. Dans les accords commerciaux bilatéraux qu'elle est en train de négocier, l'Union s'efforce d'obtenir de meilleures règles (notamment en ce qui concerne le contrôle des arbitres de l'autorité publique, l'élaboration d'un code de conduite à l'usage des arbitres, etc.).

Nous vous invitons à consulter la page web de la direction générale du commerce de la Commission, sur laquelle vous trouverez de plus amples informations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement avec les Etats-Unis, y compris le mandat de négociation ainsi que l'analyse des quelque 150.000 réponses à la consultation en ligne sur la protection des investissements et le règlement des différends entre investisseurs et Etats :

<http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/ttip/>. (...)”

” Monsieur l'Echevin délégué,

Monsieur le Directeur adjoint,

J'ai bien reçu votre courrier du 23 décembre 2014 qui a retenu ma meilleure attention.

C'est avec intérêt que j'ai parcouru la motion adoptée à l'unanimité par votre Conseil communal en séance du 16 décembre 2014 et relative à la conclusion entre les Etats-Unis et l'Union européenne d'un accord appelé "partenariat transatlantique de commerce et d'investissement" (TTIP).

Vos préoccupations sont légitimes et le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles les partage.

Je ne manquerai pas de les relayer dans le cadre des mes contacts avec les Gouvernements du Fédéral et les autres entités fédérées.”.

Rudy DEMOTTE a rencontré le Premier Ministre du Québec Philippe COUILLARD

La Fédération Wallonie-Bruxelles et le Québec partagent une longue collaboration et une identité forte dans un système fédéral. Au-delà des nombreux projets communs, notamment en matière de recherche, et la participation active du Québec dans des projets soutenus par la Fédération Wallonie-Bruxelles (Foire du livre, Mons 2015, etc.), les échanges d'étudiants entre les deux entités restent au cœur de la coopération depuis plus de 30 ans. Ce sont en effet plus de 15.000 jeunes qui ont pu bénéficier de ces échanges scolaires d'un grand enrichissement.

Le Québec, qui attire une quantité importante d'étudiants belges et français, s'est lancé dans une réforme de son système de bourses pour étudiants.

Rudy DEMOTTE a plaidé auprès du Premier Ministre afin que le système dont bénéficient actuellement les étudiants de la Fédération Wallonie-Bruxelles soit aligné sur les avantages accordés aux étudiants français.

Sur le plan politique, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et le Gouvernement du Québec entendent approfondir leur coopération en favorisant des mécanismes de concertation permanente. Ils entendent aussi mettre en commun leurs expertises internationales notamment en mettant en œuvre des actions conjointes en Afrique.

Enfin, Rudy DEMOTTE a exprimé l'extrême sensibilité relative à l'accord commercial en négociation entre Europe et Canada. Pour Rudy DEMOTTE, le contexte sociétal a changé et les négociateurs de cet accord doivent en tenir compte, notamment sur le principe d'établir des cours privées d'arbitrages commerciaux. Le Premier Ministre COUILLARD en a pris bonne note.

" Je vous remercie pour votre lettre du 23 décembre dernier (IC/20141223 - Bur. : 1) dans laquelle vous me transmettez les délibérations du Conseil communal de Tournai en date du 16 décembre 2014. Elles demandent la fin des négociations du projet de partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement (PTCI/ITTIP) entre l'union européenne et les Etats-Unis d'Amérique. J'entends bien vos inquiétudes face à l'abondance d'informations alarmistes qui fleurissent à propos du PTCI (TTIP). Je me réjouis de l'intérêt des autorités politiques locales pour cette négociation. C'est, en effet, dans leur intérêt de prendre part au débat et d'exprimer leur opinion sur ce que ce partenariat pourrait apporter à l'économie européenne.

Je souhaiterais dissiper quelques malentendus.

Avant tout, je souhaiterais rappeler que cette négociation est une opportunité unique de relancer la croissance et l'emploi en Europe sans dépense publique additionnelle ainsi que de définir les règles du jeu international commercial pour l'avenir. Si les Etats-Unis et l'Europe ne s'entendent pas pour le faire, ils risquent de devoir suivre à moyen terme les règles imposées par d'autres entités émergentes et tous les Européens en paieront le prix en termes d'emploi et de pouvoir d'achat. C'est pour l'économie

européenne que nous négocions et nous prenons en compte le meilleur intérêt de nos états membres, de nos citoyens et de nos entreprises. Ce sont les citoyens et les entreprises en Europe qui bénéficieront directement de cette négociation. Permettez-moi de vous lister quelques-uns des objectifs qui permettront de contribuer à la relance de l'activité économique : ouvrir des marchés de services et de produits restés fermés jusqu'ici (pour ne citer qu'un exemple, celui des pommes et des poires que nous pouvons depuis quelques mois exporter aux Etats-Unis), mettre en place des standards transatlantiques harmonisés (pour les tests de sécurité des voitures par exemple), faire valoir nos indications géographiques (et ainsi éviter la concurrence de produits qui se réclament du champagne ou de divers types de fromages européens sans en être), ou encore obtenir une ouverture des marchés publics américains afin que nos entreprises puissent présenter leurs offres

alors que, jusqu'ici, elles en sont empêchées par des critères de préférence nationale.

Dans ce contexte, et en vertu des traités européens, la commission européenne est en charge de la négociation PTCI/TTIP. Elle le fait selon les lignes du mandat qui lui a été confié par tous les gouvernements de l'Union européenne, dont la Belgique, le 14 juin 2013. Contrairement à ce qu'on peut lire parfois, le contrôle démocratique est assuré par l'obligation qu'a la commission de rendre compte régulièrement de l'état d'avancement des négociations au Conseil constitué des représentants des gouvernements des 28 états membres de l'Union européenne, à la commission du commerce international du parlement européen directement élu au suffrage universel. Un groupe spécial a été constitué par le parlement européen, avec des députés de toutes les commissions concernées, pour suivre au plus près le développement des négociations. Le chef négociateur européen rencontre ce groupe immédiatement avant et après chaque session de négociation. Le chef négociateur, le directeur général du commerce et moi-même intervenons par ailleurs régulièrement devant la commission du commerce international du parlement, ainsi que dans le cas du commissaire, en session plénière. Une fois les négociations terminées, il appartiendra au conseil et au parlement d'approuver ou de rejeter l'accord.

S'agissant de l'impact sur nos démocraties communales, en matière économique, sociale, sanitaire, environnementale, culturelle, cette négociation n'entraînera pas l'abaissement des normes sociales, sanitaires et environnementales, culturelles, de service public, de protection des consommateurs et des entreprises, propres à l'Europe, à un état ou à une commune. Nous continuerons à promouvoir un haut degré de protection sanitaire et de qualité des produits, la diversité des expressions culturelles, à protéger la vie privée, notamment sur internet, à promouvoir un haut degré de protection sociale et environnementale. Nous ne mettrons pas ces éléments dans la balance.

- Pour la première fois, nous allons négocier un accord de commerce et d'investissement avec un partenaire de même taille et de même niveau de développement. Il ne s'agira pas simplement pour l'Europe "d'exporter" son modèle vers les Etats-Unis, pas plus qu'il ne s'agira pour les Etats-Unis d'exporter le leur en Europe. Cela ne veut absolument pas dire que nous devons remettre en cause nos choix de société. Il y a suffisamment à faire pour revoir nos procédures, éliminer les doublons, développer des coopérations sans que nous devions toucher à nos choix sociaux fondamentaux.
- Il faut bien distinguer, dans les différences de réglementation, ce qui tient des choix sociaux fondamentaux et qui résulte de choix délibérés, et qui ne sera pas au menu des négociations, de ce qui résulte simplement de l'existence d'administrations différentes qui ne se parlent pas, et développent des solutions réglementaires différentes essentiellement par manque de communication.
- En pratique, les négociations chercheront, de manière pragmatique, à promouvoir la convergence de nos différentes règles quand les niveaux d'exigence sont similaires, comme c'est le cas par exemple dans l'automobile et comme cela a déjà été fait pour les avions de ligne. Des pistes de convergence de ce type ont déjà été identifiées dans l'automobile, les produits pharmaceutiques et le matériel médical.
- Les autorités réglementaires ont tout intérêt à coopérer de manière plus étroite face aux défis auxquels tout le monde doit faire face et pour lesquels il serait absurde de prétendre que nous détenons toujours et partout la meilleure réponse à apporter. La confrontation de nos approches de travail en commun n'a pas seulement la capacité de réduire les barrières aux échanges, elle doit aussi permettre, aux Etats-Unis comme en Europe, d'améliorer nos règles.

S'agissant de l'affaiblissement du cadre communal, national ou européen en matière de santé, d'environnement, de protection des travailleurs, des consommateurs et des

entreprises que pourrait générer ce partenariat, je me réjouis de pouvoir vous fournir des explications sur le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et états (RDIE/ISDS) envisagé dans le cadre de cette négociation avec les Etats-Unis. En effet, l'idée qu'un investisseur étranger pourrait poursuivre un gouvernement parce qu'il aurait été privé de profits ou que son activité aurait été affectée par un changement de politique est l'une des idées les plus répandues et néanmoins une allégation incorrecte qui circule à propos de cette négociation.

Il n'existe absolument pas de protection du "droit de bénéfice" dans l'approche européenne de la protection des investissements, ni dans le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et états (RDIE/ISDS). L'approche européenne est présentée de façon très complète dans le questionnaire et la brochure explicative de la consultation publique que nous conduisons sur ce sujet en ce moment. Vous n'y trouverez pas la possibilité pour un investisseur de poursuivre un gouvernement (ou une commune) pour perte de chiffres d'affaires. Les cas qui justifieraient un dépôt de recours selon le dispositif RDIE/ISDS sont en fait très limités. Par exemple, des investisseurs pourraient déposer un recours s'ils considèrent qu'ils ont été victimes de discrimination par l'état d'accueil suite à leur établissement, ou expropriés sans compensation, s'ils n'ont pas eu accès de façon équitable à la justice ou s'ils ont été empêchés de transférer des capitaux à l'étranger. Vous pourrez constater à l'examen de ces textes que le dispositif RDIE/ISDS ne permet pas aux entreprises d'infirmer ni de renverser les lois. Le plus qu'elles puissent faire est de chercher à obtenir compensation. Le mécanisme a été prévu de cette façon pour qu'il ne puisse pas, notamment, avoir d'impact sur des lois adoptées de façon démocratique.

Enfin, sur la question spécifique des services publics, ceux de la santé et de l'éducation, le PTCI/TTIP réservera toute marge de manœuvre aux états. Ainsi, il n'est pas question de forcer un pays de l'union européenne à privatiser ces services. De plus, si le gouvernement d'un état membre décide de renationaliser un service qu'un précédent gouvernement avait privatisé ou sous-traité à une entreprise privée, le TTIP n'y posera aucun obstacle.

J'espère que ces quelques explications auront contribué à dissiper les craintes exprimées par le Conseil communal de Tournai."

2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal.

Après lecture des rapports introductifs du Collège communal par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** :

- 1) Kain, clos de l'Épinette : réglementation de la circulation.
- 2) Ramegnies-Chin. Arrêté ministériel. Carrefour de la chaussée de Tournai avec les rues d'Allain et du 22 mai 1794 : tourne-à-droite cycliste.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, intervient comme suit :

" L'expérimentation à Bruxelles et à Paris a montré que ce processus n'est pas accidentogène. Ce procédé permet de faciliter les déplacements à vélo et de gagner du temps par rapport aux voitures. Un des principaux freins à cette mesure est le sentiment qu'on laisse les

cyclistes "griller un feu rouge". Il est donc important de faire de la sensibilisation des automobilistes et des cyclistes pour que ce règlement soit bien compris et que les cyclistes l'utilisent de manière respectable et en toute sécurité."

Monsieur le **Président** de séance donne les explications suivantes :

" Dans un carrefour à feux, ce dispositif permet à un cycliste de tourner à droite sans tenir compte du feu. L'expérience a montré que ce type de comportement n'est pas accidentogène, en effet. Mais il est vrai aussi - je m'adresse à la presse à ce sujet - qu'une démarche pédagogique est nécessaire. Va-t-on généraliser cette mesure ? Je crois qu'il faut agir avec prudence, dans une logique de pédagogie et examiner chaque situation en particulier. C'est la logique dans laquelle l'autorité communale s'est engagée, en accord avec les forces de police et les spécialistes de la mobilité.
Je rappelle aussi que ces dispositifs ont parfois suscité des réactions. Cela a été le cas notamment quand on a permis aux cyclistes d'emprunter les sens interdits."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **B. MAT**, demande pourquoi on a attendu si longtemps avant de présenter ce point au Conseil communal.

Monsieur le **Président** de séance concède que "les questions de mobilité à Tournai ont parfois été empreintes de beaucoup de force d'inertie" et que "la Ville est en train de récupérer le retard accumulé".

- 3) Tournai, rue du Viaduc : agrandissement d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
- 4) Tournai, rue du Crampon : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande de riverains qui souhaitent une amélioration de la sécurité au sein du clos de l'Epinette à Kain et plus particulièrement :

- un éclairage mieux adapté
- des marquages au sol ou des panneaux pour rappeler la limitation de vitesse et la présence d'enfants dans ladite zone
- le rappel du sens giratoire
- le marquage de passages pour piétons aux différents carrefours;

Vu la décision du Conseil communal du 4 septembre 1995 validant l'implantation de trois ralentisseurs au clos de l'Epinette à Kain;

Considérant que ce règlement complémentaire n'a jamais été concrétisé;

Attendu que le service de police du district de Kain a consulté le service public de Wallonie – direction de la réglementation et des droits des usagers - en vue de trouver des solutions alternatives;

Considérant le rapport du service de police indiquant :

- qu'une zone 30 km/heure peut être installée avec un minimum d'aménagements, en l'occurrence deux zones d'évitement avec marquage strié et du mobilier urbain faisant obstacle
- que le parterre faisant fonction d'îlot central autour duquel la circulation s'articule en sens giratoire doit faire l'objet d'une signalisation adéquate, non seulement pour renforcer la sécurité, mais aussi pour se conformer à la règle générale qui prévaut, à savoir la priorité du sens giratoire
- que le marquage de passages pour piétons n'a pas été jugé utile vu la nouvelle configuration proposée;

Considérant les plans ci-dessous :





Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans le **clos de l'Épinette à Kain** :

- une zone 30 km/heure est établie en conformité avec les plans ci-dessus;
- des zones d'évitement striées triangulaires de 7 mètres de longueur, réduisant progressivement la largeur de la chaussée à 4 mètres, distantes de 15 mètres et disposées en chicanes sont établies :
 - 1) le long du n° 10 et du côté et à la mitoyenneté des n° 4 et 5. Dans le rétrécissement ainsi créé, une priorité de passage est instaurée, la priorité étant accordée aux conducteurs se dirigeant vers la rue des Alliés;
 - 2) le long du n° 47 et du côté et à la mitoyenneté des n° 63 et 64. Dans le rétrécissement ainsi créé, une priorité de passage est instaurée, la priorité étant accordée aux conducteurs venant de la rue des Alliés;
- autour de l'îlot central existant à hauteur des n° 68 et 69, un sens giratoire prioritaire est établi en conformité avec le plan ci-dessus.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux F4a, F4b, B19, B21, D5, B1 et les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 3 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries régionales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le recommandé avec accusé de réception émanant du Service public de Wallonie, direction des routes de Mons concernant un projet d'arrêté ministériel portant règlement complémentaire sur la police de la circulation routière sur le territoire de la Ville de Tournai, relatif à l'installation de panneaux B22 au carrefour formé par la chaussée de Tournai (N50) et les rues d'Allain et du 22 mai 1794;

Attendu que ce signal B22 permet aux cyclistes circulant dans les rues du 22 mai 1794 et d'Allain de franchir le signal lumineux afin de tourner à droite sur la N50 lorsque celui-ci est soit rouge soit orange, à condition qu'ils cèdent le passage aux autres usagers circulant sur la voie publique ou la chaussée;

Attendu qu'en application des dispositions de l'article 3 précité, ce projet d'arrêté ministériel doit être soumis pour avis au Conseil communal;

Attendu que cet avis doit parvenir en trois exemplaires originaux au service de la direction des routes de Mons par lettre recommandée, au plus tard à l'expiration du délai légal de soixante jours prenant cours le 18 novembre 2014;

Attendu qu'il s'agit d'un délai de rigueur et que passé ce délai, le ministre de l'équipement, de l'agriculture, de la ruralité et du Patrimoine peut arrêter d'office le règlement et lui donner exécution par le placement de la signalisation appropriée;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Considérant ce projet d'arrêté ministériel dont les termes suivent :

" Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine.

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993 notamment l'article 6 § 1, X;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 et les lois modificatives;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement sur la police de la circulation routière et les arrêtés royaux modificatifs;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014, portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 12, 7°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014, article 3, fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et les arrêtés modificatifs;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil communal de en séance du;

Vu qu'aucune suite n'a été donnée dans le délai légal de 60 jours à la demande d'avis adressée à la, en date du

ARRETE

Article 1^{er}

Sur le territoire de la ville de Tournai (section Ramegnies-Chin), au carrefour formé par la N50 dénommée "chaussée de Tournai" avec la rue du 22 mai 1794 et la rue d'Allain, les cyclistes, circulant sur les rues du 22 mai 1794 et d'Allain, sont autorisés à franchir le signal lumineux afin de tourner à droite sur la N50 lorsque celui-ci est soit rouge soit orange à condition qu'ils cèdent le passage aux autres usagers de la route circulant sur la voie publique ou la chaussée.

Article 2

La disposition reprise à l'article 1^{er} est portée à la connaissance des usagers au moyen de la signalisation (B22) et des marquages prévus à cet effet au règlement général sur la police de la circulation routière.

Article 3

Les charges résultant du placement, de l'entretien et du renouvellement de la signalisation incombent au gestionnaire de la voirie.

Article 4

Copie du présent arrêté est transmise aux Greffes des Tribunaux de Première Instance et de Police à Tournai.";

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de donner un avis favorable à ce projet d'arrêté ministériel relatif à l'installation de panneaux B22 au **carrefour formé par la chaussée de Tournai (N50) et les rues d'Allain et du 22 mai 1794 à Ramegnies-Chin.**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du Conseil communal du 27 janvier 2014 réservant un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face au 7/1 de la rue du Viaduc à 7500 Tournai;

Considérant la demande des personnes domiciliées à cette adresse qui sollicitent un deuxième emplacement de stationnement pour personnes handicapées de façon à pouvoir stationner leur nouveau véhicule qui sera plus long;

Considérants les rapports de police indiquant qu'il n'y a pas lieu de réserver un deuxième emplacement de stationnement pour personnes handicapées, mais qu'il suffit d'allonger d'un mètre l'emplacement existant;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue du Viaduc à Tournai**, du côté des numéros impairs, face au n° 7, la longueur de l'emplacement pour personnes handicapées existant est portée de 6 mètres à 7 mètres.

Cette mesure sera portée à la connaissance des usagers par le placement du signal E9a avec pictogramme des handicapés et une flèche montante "7 m" et les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du Conseil communal du 27 mars 2006 réservant un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face au n° 67 de la rue du Crampon à Tournai;

Considérant que cet emplacement n'a plus de raison d'être;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue du Crampon à Tournai**, face au numéro 67, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est abrogé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

- 5) Tournai : gestion du stationnement. Modification de la zone bleue sur les voiries régionales et sur les voiries communales.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, intervient comme suit :

" Nous nous étions opposés à ce nouveau plan. Pourquoi lancer un nouveau plan de stationnement alors que le débat sur le nouveau plan de mobilité débute ?"

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, demande ce qui motive ce point de l'ordre du jour.

Monsieur l'Echevin MR, **A. BOITE**, lui répond que la Région wallonne a imposé que le quartier situé derrière la gare fasse l'objet de dispositions distinctes compte tenu de la coupure formée par le boulevard de ceinture.

Par 30 voix pour, 4 voix contre et 3 abstentions, le Conseil communal prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

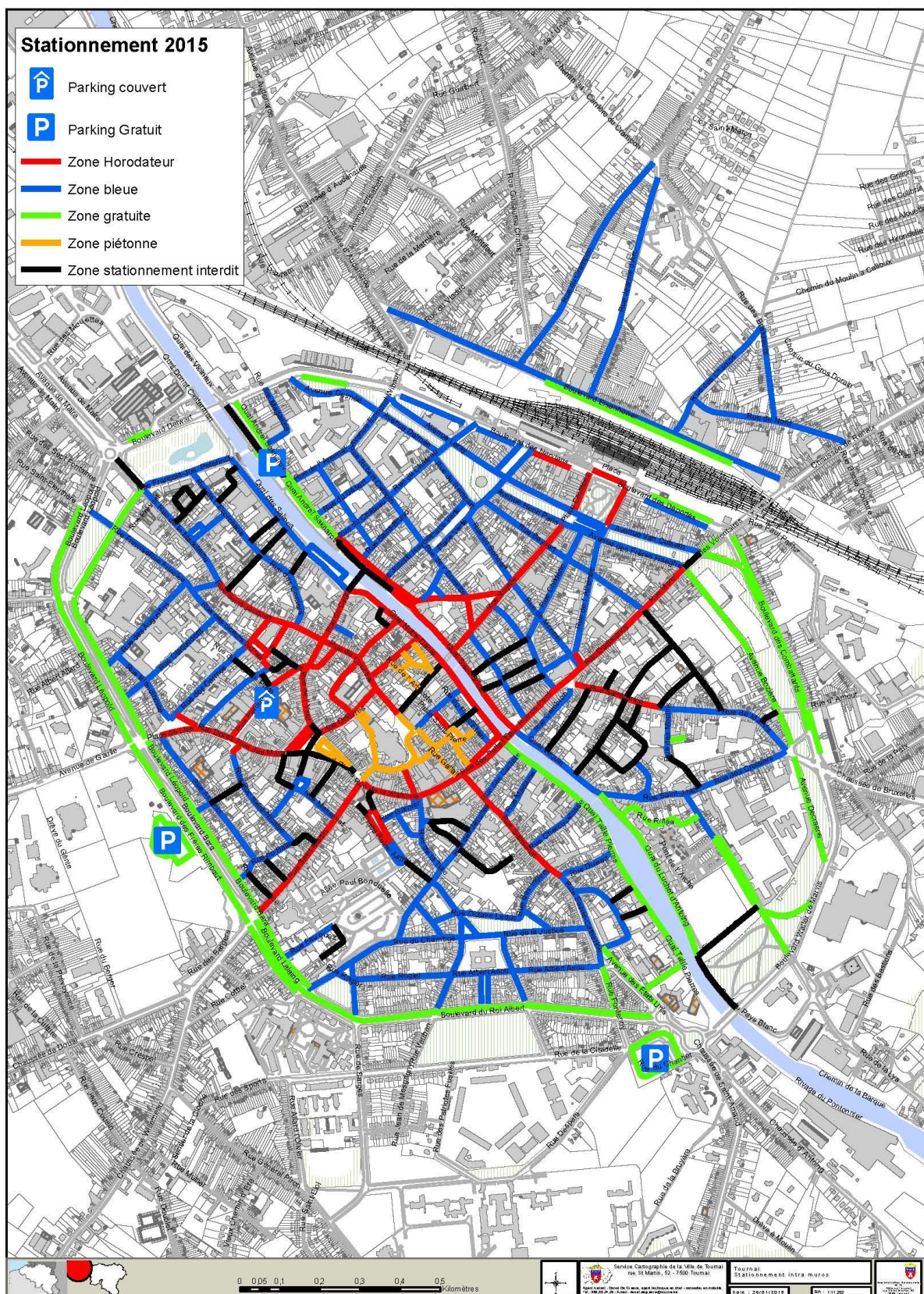
Vu la décision du Conseil communal du 16 décembre 2014 réglementant la nouvelle gestion du stationnement en zone bleue dans l'ensemble de l'intra-muros de Tournai, sur les boulevards des Déportés et des Nerviens, sur le boulevard Eisenhower ainsi que dans le quartier formé par les rues du Nord, des Champs et des Brasseurs et le quartier formé par les rues du Crampon et Jeanne d'Arc;

Attendu qu'après réception et analyse de ce règlement, l'inspecteur de la direction de la réglementation et des droits des usagers (Service public de Wallonie) a émis des remarques au service de police, indiquant qu'il y a lieu d'apporter des corrections avant approbation;

Attendu que ces corrections portent sur le fait qu'il est nécessaire d'établir un règlement séparé pour les boulevards des Nerviens et des Déportés qui sont des voiries régionales et d'établir des articles distincts pour le boulevard Eisenhower ainsi que pour le quartier formé par les rues du Crampon, des Champs, des Brasseurs, du Nord et Jeanne d'Arc;

Considérant le nouveau projet de règlement établi par le service de police et corrigé par l'inspecteur de la direction de la réglementation et des droits des usagers (Service public de Wallonie);

Considérant le plan ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à des voiries régionales;

Sur proposition du Collège communal;

Par 30 voix pour, 4 voix contre et 3 abstentions;

DECIDE :

Article 1^{er} : à **Tournai, sur les boulevards des Nerviens et des Déportés**, le stationnement régi par la zone bleue 4 heures est abrogé.

Article 2 : le stationnement est régi selon la zone bleue, sauf pour les riverains dans les artères suivantes:

- boulevard des Nerviens, côté opposé au chemin de fer (partie comprise entre le rond-point du Viaduc et la place Victor Carbonnelle)
- boulevard des Déportés, côté opposé au chemin de fer.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux E9a avec pictogramme du disque et panneaux additionnels "SAUF RIVERAINS".

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

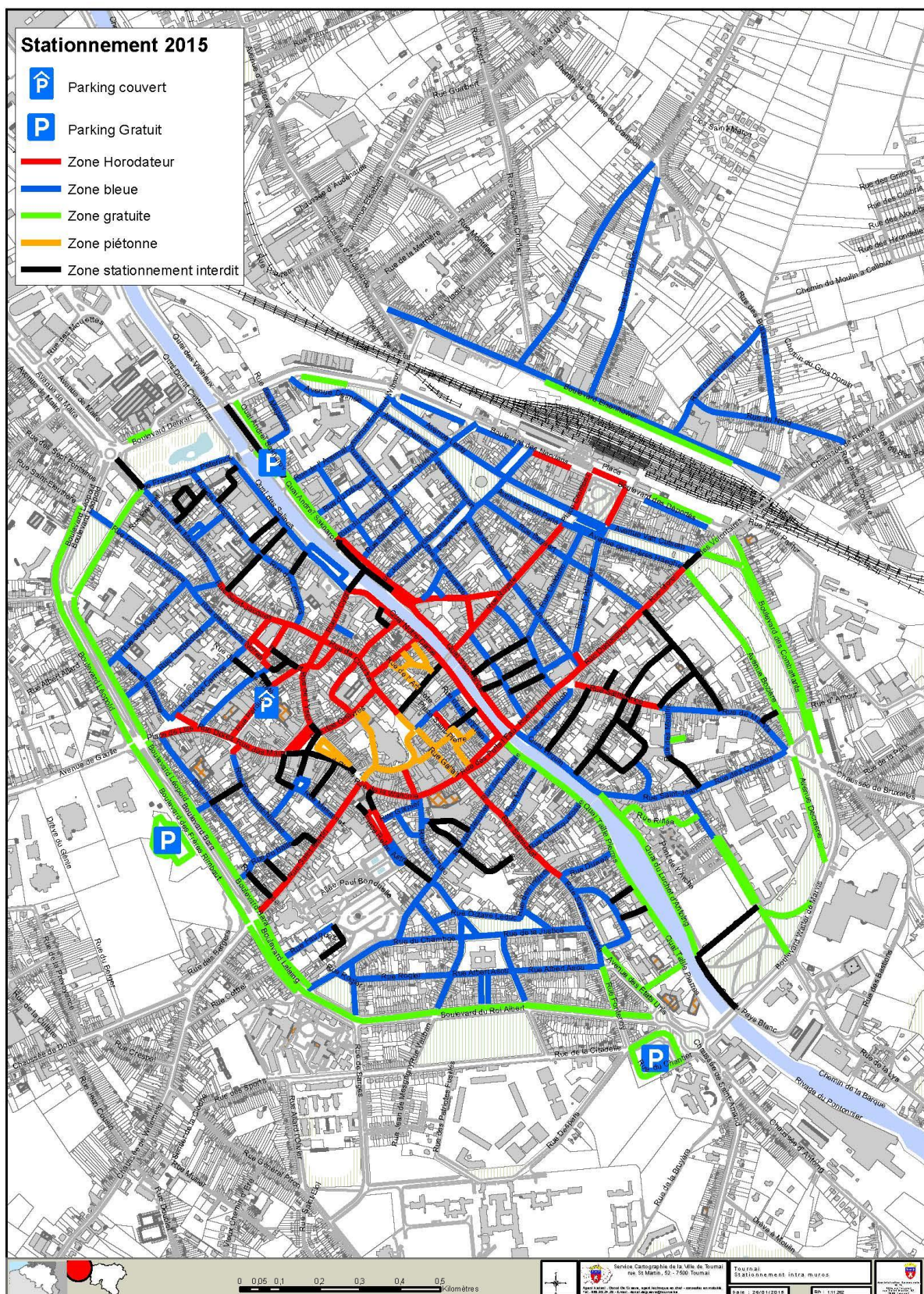
Vu la décision du Conseil communal du 16 décembre 2014 réglementant la nouvelle gestion du stationnement en zone bleue dans l'ensemble de l'intra-muros de Tournai, sur les boulevards des Déportés et des Nerviens, sur le boulevard Eisenhower ainsi que dans le quartier formé par les rues du Nord, des Champs et des Brasseurs et le quartier formé par les rues du Crampon et Jeanne d'Arc;

Attendu qu'après analyse de ce règlement, l'inspecteur de la direction de la réglementation et des droits des usagers (Service public de Wallonie) a émis des remarques au Service de police, indiquant qu'il y a lieu d'apporter des corrections avant approbation;

Attendu que ces corrections portent sur le fait qu'il y a lieu d'établir un règlement séparé pour les boulevards des Nerviens et des Déportés qui sont des voiries régionales et d'établir des articles distincts pour le boulevard Eisenhower ainsi que pour le quartier formé par les rues du Crampon, des Champs, des Brasseurs, du Nord et Jeanne d'Arc;

Considérant le nouveau projet de règlement établi par le service de police et corrigé par l'inspecteur de la direction de la réglementation et des droits des usagers (Service public de Wallonie);

Considérant le plan ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;

Sur proposition du Collège communal;

Par 30 voix pour, 4 voix contre et 3 abstentions;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans l'**intra-muros de Tournai**, ceint par les boulevards périphériques, tout stationnement régi par la zone bleue est abrogé.

Article 2 : dans le quartier formé par les rues du Crampon, des Champs, des Brasseurs, du Nord, Jeanne d'Arc et le boulevard Eisenhower, le stationnement régi par la zone bleue 4 heures est abrogé.

Article 3 : sur la place Crombez comprise entre les avenues Van Cutsem et Leray, les rues Royale, Childéric et de l'Athénée, le stationnement payant est abrogé.

Article 4 : sur la Grand Place, la zone bleue 30 minutes est abrogée.

Article 5 : sur la place de l'Evêché, la place Paul-Emile Janson, la rue Soil de Moriamé et la rue des Chapeliers, le stationnement payant est abrogé.

Article 6 : la zone de stationnement payant établie place Reine Astrid entre le n° 9 et la rue d'Espinoy est abrogée.

Article 7 : une zone bleue, sauf pour les riverains, est établie à Tournai dans les artères suivantes :

- rue de l'**Arsenal**
- rue **As Pois**
- rue Albert **Asou** (partie comprise entre la rue Vauban et la rue Général Ruquoy)
- rue Albert **Asou** (partie comprise entre la rue Général Ruquoy et la rue de Fontenoy)
- rue de l'**Athénée**
- rue des **Augustins**
- rue du **Ballon**
- rue de **Barges** (partie comprise entre la rue du Chambge et le boulevard du Roi Albert)
- rue **Barre Saint-Brice**
- place du **Becquerelle**
- rue **Beyaert** (partie comprise entre la rue Morel et la rue Childéric)
- rue **Beyaert** (partie comprise entre la rue Royale et la place Verte)
- rue **Beyaert** (partie comprise entre la rue Childéric et la rue Royale)
- rue **Blandinoise**
- rue des **Bouchers Saint-Jacques**
- rue Hippolyte **Boulanger**
- rue **Cambron**
- rue des **Campeaux**
- rue Robert **Campin**
- place Victor **Carbonnelle**
- rue des **Carliers**
- rue des **Carmes**
- rue du **Chambge**
- rue des **Champs**
- rue du **Château**
- rue **Cherequefosse**

- rue **Childéric**
- rue **Claquedent**
- place **Clovis** (partie comprise entre la rue Barre Saint-Brice et la rue de Monel)
- rue des **Corriers**
- rue des **Croisiers**
- la place **Crombez** comprise entre les avenues Van Cutsem, Leray, les rues Royale, Childéric et de l'Athénée
- rue **du Curé du Château**
- **impasse de la rue du Cygne**
- avenue **Delmée**
- rue du **Désert**
- rue **Duwez**
- rue de l'**Ecorcherie**
- rue de l'**Epinette**
- rue de l'**Esplanade**
- rue **Fauquez**
- rue des **Filles-Dieu**
- rue **Floc à Brebis**
- avenue des **Frères Haghe**
- rue **Frinoise** (partie comprise entre la rue des Augustins et l'allée latérale du boulevard Léopold)
- rue **Frinoise** (partie comprise entre l'allée latérale du boulevard Léopold et le boulevard Léopold)
- rue **Galterie Saint-Jean** (partie comprise entre la rue Saint-Jean et la résidence des Chauffours)
- rue **Garnier**
- rue **Général Ruquoy** (parties comprises entre la rue de la Justice et le boulevard du Roi Albert)
- rue Joseph **Hoyois**
- rue des **Jésuites**
- rue de la **Justice**
- rue de la **Lanterne**
- rue **Octave Leduc**
- avenue **Leray**
- rue du **Limousin**
- rue de la **Loucherie**
- rue **Madame**
- rue de la **Madeleine**
- terrasse de la **Madeleine**
- rue des **Magasins**
- square **Marie-Louise**
- rue de **Marvis**
- rue **Massenet**
- rue de **Monnel**
- rue des **Moulins**
- place de **Nédonchel**
- rue **Jean Noté**
- rue des **Paniers**
- place du **Palais de Justice**
- avenue **Henri Paris**
- rue **François-Joseph Péterinck**
- place **Gabrielle Petit**

- rue de **la Planche**
- rue du **Pot d'Etain**
- rue du **Premier Régiment de Chasseurs à Cheval**
- rue de **Rasse**
- rue des **Récollets**
- place **Reine Astrid** (partie comprise entre le n° 9 et la rue d'Espinoy)
- rue du **Rempart**
- rue **Roc Saint-Nicaise**
- rue **Rogier**
- rue **Saint-Bruno**
- rue **Saint-Georges**
- rue **Saint-Jean**
- rue **Sainte-Catherine**
- quai des **Salines**
- rue des **Sœurs Noires**
- rue du **Sondart**
- avenue du **Troisième Chasseur à Pied**
- rue de la **Ture**
- avenue **Van Cutsem**
- rue **Vauban** (partie comprise entre la rue du Chambge et le boulevard du Roi Albert)
- place **Verte** (partie située côté rue du Rempart et partie centrale)
- place **Verte** (partie située côté rue du Sondart)
- **Vieux Marché au Beurre**
- quai **Vifquin**
- avenue **Edmond Wibaut**.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux à validité zonale d'entrée et de sortie reprenant le pictogramme du disque et la mention additionnelle «SAUF RIVERAINS».

Article 8 : dans le quartier formé par les rues du Crampon, des Champs, des Brasseurs, du Nord, Jeanne d'Arc, une zone bleue, sauf pour les riverains, est établie.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux à validité zonale d'entrée et de sortie reprenant le pictogramme du disque et la mention additionnelle «SAUF RIVERAINS».

Article 9 : dans le boulevard Eisenhower, côté habitations, le stationnement est régi selon la zone bleue, sauf pour les riverains

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux E9a avec pictogramme du disque et panneaux additionnels "SAUF RIVERAINS".

Article 10 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mmes L. DEDONDER, L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

6) Béclers, rue du Vert Chemin : réglementation de la circulation.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

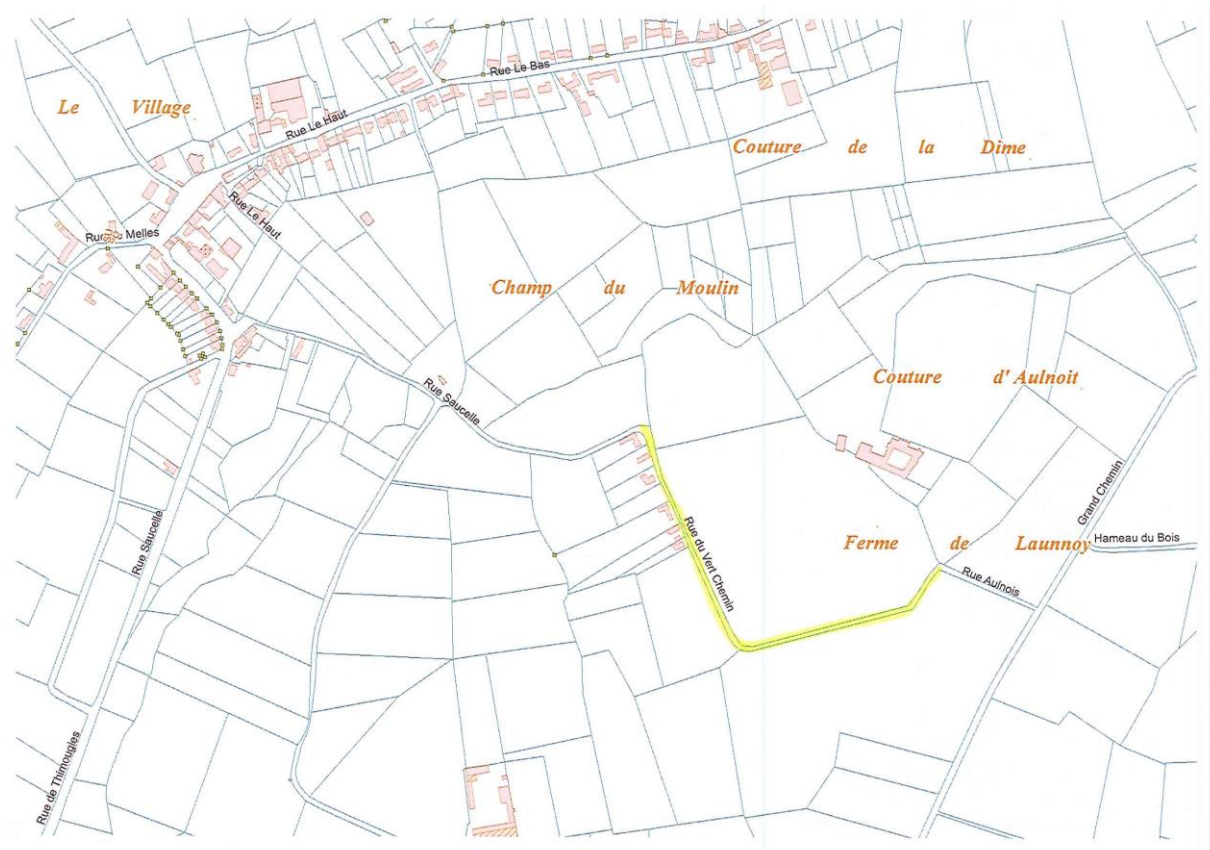
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les riverains de la rue du Vert Chemin à Thimougies constatent des dégradations à leur propriété suite aux passages de poids lourds et d'engins agricoles;

Considérant que la largeur maximale de la rue du Vert Chemin est de 2,67 mètres;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue du Vert Chemin à Thimougies**, la circulation est interdite aux véhicules dont la largeur dépasse 2 m 50.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C27 (2 m 50).

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

3. Cadre général du système de maîtrise de l'organisation. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la réforme destinée à moderniser le statut des grades légaux, est apparue la notion de contrôle interne.

Le décret wallon du 18 avril 2013 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) charge, en effet :

- le directeur général de mettre sur pied et d'assurer le suivi du système de contrôle interne du fonctionnement des services communaux
- et le directeur financier, des missions suivantes :
 - * l'utilisation efficace et économique des ressources,
 - * la protection des actifs,
 - * fournir au directeur général des informations financières fiables.

La mise en place de systèmes de maîtrise/contrôle interne n'est pas neuve dans notre pays puisqu'elle s'inscrit dans un mouvement général touchant l'ensemble des pouvoirs publics.

Vous vous souviendrez que l'axe 7 du programme de politique générale «Une ambition partagée, Bien vivre à Tournai», traduit la volonté de professionnaliser la gestion communale, en la modernisant et en la dynamisant.

Cet axe a été transcrit dans le volet interne du programme stratégique transversal (PST) 2013-2018, voté par votre assemblée le 27 janvier 2014, sous l'objectif stratégique 8 «Améliorer l'efficacité et l'efficience dans la gestion locale».

Pour rappel, les actions envisagées sont :

1. Assurer le suivi du PST par la mise en place d'un service de suivi des stratégies
2. Mettre en place un système interne de gestion de l'efficience
3. Mettre en place un système de veille et de contrôle
4. Implémenter la réforme des grades légaux (développement de la fonction managériale et mise en place du contrôle interne).

Cette démarche est cohérente avec la déclaration de politique régionale 2014-2019 qui précise que les communes seront soutenues si elles optimisent leur gestion.

Si le contrôle interne est aujourd'hui une obligation légale, le CDLD s'est limité à en définir l'objet de manière sommaire. Il appartient en effet à chaque commune d'en définir le cadre et les procédures, selon le principe de l'autonomie communale et en fonction des procédures existantes.

En 2014, l'Union des villes et communes de Wallonie (UVCW) a élaboré un projet de cadre à partir des dispositions du CDLD et des référentiels internationaux, qu'elle a communiqué aux villes et communes à l'occasion d'ateliers.

Le cadre général du système de maîtrise de l'organisation, que nous vous proposons, a dès lors été élaboré à partir du projet de l'UVCW et des procédures existantes dans notre organisation.

Il nous a semblé préférable de substituer le terme "contrôle" par celui, plus positif, de «maîtrise». Exercer un contrôle interne, c'est surtout chercher à mieux maîtriser l'organisation pour lui permettre de réaliser les missions et les objectifs que la Ville s'est assignés, en se dotant notamment d'un PST.

Plus globalement, les objectifs de la démarche consistent donc à traiter/réduire les risques de tous ordres (inhérents aux missions, aux objectifs à atteindre, à la sécurité du personnel, à la conservation du patrimoine, au respect des normes, à la sécurité informatique, etc.) auxquels la Ville doit faire face pour atteindre ses objectifs et assurer ses missions de base (régaliennes et quotidiennes), en vue d'optimiser le fonctionnement de l'administration et, en finalité, offrir durablement un meilleur service au citoyen.

Le rapport sur les affaires de la Ville, présenté annuellement au Conseil communal, comprendra un chapitre sur l'implémentation du système et sur son suivi.

Conformément à l'article L1124-4 §4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient à votre assemblée d'approuver ce cadre général du système de maîtrise de l'organisation."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que dans le cadre de la réforme destinée à moderniser le statut des grades légaux, est apparue la notion de contrôle interne;

Considérant que le décret wallon du 18 avril 2013 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) charge, en effet :

- le directeur général de mettre sur pied et d'assurer le suivi du système de contrôle interne du fonctionnement des services communaux
- et le directeur financier, des missions suivantes :
 - * l'utilisation efficace et économique des ressources,
 - * la protection des actifs,
 - * fournir au directeur général des informations financières fiables;

Considérant que la mise en place de systèmes de maîtrise/contrôle interne n'est pas neuve dans notre pays puisqu'elle s'inscrit dans un mouvement général touchant l'ensemble des pouvoirs publics;

Considérant que l'axe 7 du programme de politique générale «Une ambition partagée, Bien vivre à Tournai» traduit la volonté de professionnaliser la gestion communale, en la modernisant et en la dynamisant;

Considérant que cet axe a été transcrit dans le volet interne du programme stratégique transversal (PST) 2013-2018, voté par le Conseil communal le 27 janvier 2014, sous l'objectif stratégique 8 «Améliorer l'efficacité et l'efficience dans la gestion locale»;

Considérant, pour rappel, les actions envisagées :

1. Assurer le suivi du PST par la mise en place d'un service de suivi des stratégies
2. Mettre en place un système interne de gestion de l'efficience
3. Mettre en place un système de veille et de contrôle
4. Implémenter la réforme des grades légaux (développement de la fonction managériale et mise en place du contrôle interne);

Considérant que cette démarche est cohérente avec la déclaration de politique régionale 2014-2019 qui précise que les communes seront soutenues si elles optimisent leur gestion;

Considérant que si le contrôle interne est aujourd'hui une obligation légale, le CDLD s'est limité à en définir l'objet de manière sommaire; qu'il appartient en effet à chaque commune d'en définir le cadre et les procédures, selon le principe de l'autonomie communale et en fonction des procédures existantes;

Considérant qu'en 2014, l'union des villes et communes de Wallonie (UVCW) a élaboré un projet de cadre à partir des dispositions du CDLD et des référentiels internationaux, qu'elle a communiqué aux villes et communes à l'occasion d'ateliers;

Considérant que le cadre général du système de maîtrise de l'organisation proposé a, dès lors, été élaboré à partir du projet de l'UVCW et des procédures existant dans l'organisation;

Considérant qu'il a été décidé de substituer le terme "contrôle" par celui, plus positif, de «maîtrise»; exercer un contrôle interne, c'est surtout chercher à mieux maîtriser l'organisation pour lui permettre de réaliser les missions et les objectifs que la Ville s'est assignés, en se dotant notamment d'un PST;

Considérant que, plus globalement, les objectifs de la démarche consistent donc à traiter/réduire les risques de tous ordres (inhérents aux missions, aux objectifs à atteindre, à la sécurité du personnel, à la conservation du patrimoine, au respect des normes, à la sécurité informatique, etc.) auxquels la Ville doit faire face pour atteindre ses objectifs et assurer ses missions de base (régaliennes et quotidiennes), en vue d'optimiser le fonctionnement de l'administration, et en finalité offrir durablement un meilleur service au citoyen;

Considérant que le rapport sur les affaires de la ville, présenté annuellement au Conseil communal, comprendra un chapitre sur l'implémentation du système et sur son suivi;

Considérant que conformément à l'article L1124-4 § 4 du CDLD, il appartient au Conseil communal d'approuver le cadre général du système de maîtrise de l'organisation;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur le cadre général du système de maîtrise de l'organisation dont les termes suivent :

VILLE DE TOURNAI



CADRE GENERAL DU SYSTÈME DE MAÎTRISE DE L'ORGANISATION

Résumé opérationnel

Objet	Présentation du cadre général du système de maîtrise de l'organisation de la Ville de Tournai
Dispositions légales	Décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du code de la démocratie locale et de la décentralisation : articles L1124-4 § 4 – L1124-25
Concerne	Conseil communal – Collège communal – Comité de direction – Directeur général adjoint – Directeur financier – Service stratégie et développement – Conseiller en prévention (SIPP) – Conseiller en sécurité de l'information - Agents communaux - Organisations syndicales
Mots clés	Contrôle interne – maîtrise de l'organisation – gestion des risques – mesures – pilotage et évaluation - directeur général – directeur financier – comité de direction – PST - économies - efficacité - efficacité - éthique - durabilité
Résumé	<p>Dans le cadre de la réforme des grades légaux, le directeur général a l'obligation de mettre sur pied et d'assurer le suivi du système de contrôle interne du fonctionnement des services communaux. Le cadre général du système est soumis à l'approbation du Conseil communal.</p> <p>Avec l'implication de tous les acteurs, un système visant à assurer une meilleure maîtrise de l'organisation sera mis en place suivant un processus planifié en cinq étapes :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Préparer la mise en place du système et en délimiter le périmètre2. Identifier et analyser les risques – cartographies des risques financiers et non financiers (dont le risque informatique)3. Identifier et mettre en œuvre des mesures de contrôle spécifiques4. Mettre en place un système de communication cohérent et de circulation de l'information5. Piloter l'ensemble du dispositif (monitoring) et l'évaluer de manière à en améliorer la fiabilité et la pérennité. <p>Les objectifs de la démarche consistent à traiter/réduire les risques de tous ordres auxquels la ville doit faire face pour atteindre ses objectifs et assurer ses missions de base (régaliennes et quotidiennes), en vue d'optimiser le fonctionnement de l'administration, et en finalité offrir durablement un meilleur service au citoyen.</p>
Soumis	Au comité de direction le 6 janvier 2015
A soumettre	Collège communal (6 février 2015) – Négociation syndicale (19 février 2015) - Conseil communal du 23 février 2015
Rédigé par	Directeur général adjoint - Service stratégie et développement

SOMMAIRE

Introduction	7
1. Définition, enjeux et objectifs	10
1.1. Les référentiels internationaux	10
1.2. Traduction au niveau d'un service public local	11
1.3. Les objectifs du contrôle interne au niveau local	12
2. Cadre général du système de maîtrise de l'organisation	14
2.1. La démarche proposée	14
2.2. Les objectifs à atteindre	16
2.3. La méthode de mise en œuvre	19
2.3.1. La planification	19
2.3.2. Les acteurs	22
✓ Tous les agents communaux	
✓ Les organisations syndicales	
✓ Le conseiller en prévention [service interne de Prévention et de Protection (SIPP)]	
✓ Le conseiller en sécurité de l'information	
✓ Le service stratégie et développement	
✓ Le directeur général, le directeur financier	
✓ Le comité de direction	
✓ Le Collège communal	
✓ Le Conseil communal	
Conclusion	27
Bibliographie	30

GLOSSAIRE

<i>A.R.</i>	arrêté royal
<i>Art.</i>	article
<i>CDLD</i>	code de la démocratie locale et de la décentralisation
<i>CODIR</i>	comité de direction
<i>CPPT</i>	comité de prévention et de protection du travail
<i>DG/DGA</i>	directeur général/directeur général adjoint
<i>DF</i>	directeur financier
<i>DPC/PPG</i>	déclaration de politique communale/programme de politique générale
<i>DPR</i>	déclaration de politique régionale
<i>INTOSAI</i>	Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques
<i>PST</i>	programme stratégique transversal
<i>SIPP</i>	service interne pour la prévention et la protection
<i>UVCW</i>	union des villes et communes de Wallonie

INTRODUCTION

Bonne gouvernance, qualité des services, orientation client, efficacité, efficience, économies, durabilité : les pouvoirs publics, à tous les niveaux, connaissent depuis plusieurs années des réformes les incitant à mieux maîtriser leur fonctionnement.

Dans notre pays, la mise en place de systèmes de maîtrise/contrôle interne n'est pas neuve dans les administrations fédérales, comme en témoignent les arrêtés royaux du 26 mai 2002 et du 17 août 2007 relatifs au système de contrôle interne, aux activités d'audit interne dans certains services du pouvoir exécutif fédéral ou à la création du Comité d'audit de l'Administration fédérale (CAAF).

Au niveau régional, comme à la Fédération Wallonie-Bruxelles, une direction de l'audit interne de fonctionnement (DAIF) a été mise en place dans le cadre de la modernisation de l'administration. Elle est chargée de réaliser un audit interne organisationnel et financier du Service Public de Wallonie et des audits portant sur des thématiques spécifiques¹.

La Province de Hainaut a, quant à elle, mis en place en 2006 un service de contrôle de gestion et d'organisation, chargé d'effectuer des prestations d'audit interne, avec pour vocation d'aider le Collège provincial à mener à bien ses responsabilités en matière de supervision des activités des différentes composantes de l'Institution².

Au plan local, c'est dans le cadre de la réforme destinée à moderniser le statut des grades légaux qu'est apparue formellement la notion. Un Décret wallon du 18 avril 2013 modifiant le code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD)³ charge en effet :

- * le Directeur général de mettre sur pied et d'assurer le suivi du système de contrôle interne du fonctionnement des services communaux
- * et le Directeur financier, des missions suivantes :
 - l'utilisation efficace et économique des ressources,
 - la protection des actifs,
 - fournir au directeur général, des informations financières fiables.

A Tournai, l'axe 7 du Programme de Politique générale traduit la volonté de professionnaliser la gestion communale, en la modernisant et en la dynamisant.

Cet axe s'inscrit dans l'objectif stratégique 8 «Améliorer l'efficacité et l'efficience dans la gestion locale» du Programme Stratégique Transversal (PST) 2013-2018, voté par le Conseil communal le 27 janvier 2014.

Les actions suivantes sont envisagées :

1. Assurer le suivi du PST par la mise en place d'un service de suivi des stratégies
2. Mettre en place un système interne de gestion de l'efficience
3. Mettre en place un système de veille et de contrôle
4. Implémenter la réforme des grades légaux (développement de la fonction managériale et mise en place du contrôle interne).

¹ On notera également le Décret flamand du 15 juillet 2005 imposant le contrôle interne dans les communes flamandes et l'Ordonnance bruxelloise du 5 mars 2009 imposant la même obligation dans les communes bruxelloises.

² Conseil provincial du Hainaut, séance du 28 juin 2012.

³ Moniteur Belge du 22 août 2013

Cette démarche est cohérente avec la Déclaration de politique régionale 2014-2019 qui précise que "les communes seront soutenues si elles optimisent leur gestion".

Le contrôle interne s'inscrit donc dans un mouvement général touchant l'ensemble des pouvoirs publics. S'il est aujourd'hui une obligation légale, le CDLD s'est limité à en définir l'objet de manière sommaire. Il appartient en effet à chaque commune d'en définir le cadre et les procédures, selon le principe de l'autonomie communale et en fonction des procédures existantes.

En 2014, l'Union des villes et communes de Wallonie a élaboré un projet de cadre de contrôle partant des dispositions du code de la démocratie locale et des référentiels internationaux qu'elle a communiqués aux villes et communes. Ce cadre général a été présenté lors d'ateliers organisés à partir de novembre 2014.

C'est à partir de ce projet et des procédures existantes que notre ville a élaboré son propre cadre. Il s'agit, comme le définit l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) d' "un processus intégré de maîtrise de l'organisation de la commune, lequel processus est l'affaire de tous afin de fournir une assurance raisonnable quant à l'atteinte des objectifs de la commune en traitant au mieux les risques auxquels elle est confrontée"⁴.

La finalité du contrôle interne est de garantir à terme une meilleure maîtrise de l'organisation communale. Il s'agit en effet de gérer/maîtriser/traiter les risques qui pourraient entraver la mise en oeuvre des objectifs fixés dans le PST, tout en garantissant l'accomplissement des missions de base (régaliennes et quotidiennes) de la ville.

Notre administration a déjà mis en place un certain nombre de dispositifs permettant de mieux maîtriser son fonctionnement, comme par exemple les contrôles de légalité et de pilotage budgétaire. Ce dernier est issu du plan de gestion imposé à la ville depuis qu'elle est placée sous la tutelle du Centre régional d'aide aux communes (CRAC).

Un service Stratégie et développement a par ailleurs été créé en vue d'assurer la coordination de la mise en oeuvre du Programme stratégique transversal. Ce service développe des outils d'analyse et de prospective, en lien notamment avec les statistiques publiées par l'Institut wallon de l'évaluation de la prospective et de la statistique (IWEPS), en vue de contribuer à une meilleure maîtrise de l'activité communale dans son ensemble.

Il s'agit ici de structurer ces dispositifs, de les compléter et de les coordonner, en vue de répondre aux dispositions contenues dans le CDLD et aux orientations proposées par l'UVCW. Les outils informatiques mis en place dans notre administration doivent faciliter l'implémentation de ces dispositifs sur le plan technique.

L'objectif consiste in fine à offrir le meilleur service au citoyen en mobilisant tous les agents de notre administration. La maîtrise de l'organisation, c'est donc l'affaire de tous !

Le présent document, basé sur le cadre proposé par l'UVCW, a pour objectif de proposer un cadre général du système de maîtrise de l'organisation pour la Ville de Tournai. Ce cadre se traduit par un ensemble de principes, de processus destinés à mettre en place, en oeuvre et à piloter ce nouvel outil de management, dans la foulée de la mise en place du comité de direction, créé en 2013.

Le document est composé de deux parties. La première a trait aux définitions, aux enjeux et aux objectifs. La deuxième partie définit le cadre général proprement dit.

⁴ Démystifier le contrôle interne, Atelier de formation organisé le 13 janvier 2015 par l'Union des villes et communes de Wallonie Asbl en partenariat avec BSB Management Consulting, page 24.

Conformément à l'article L1124-4 §4 du CDLD, il appartient au Conseil communal d'approuver ce cadre général.

1. DEFINITION, ENJEUX ET OBJECTIFS

Ni le code de la démocratie locale et de la décentralisation, ni les travaux préparatoires des décrets du 18 avril 2013 portant réforme des grades légaux, ne formalisent ce qu'il faut entendre par «cadre général de contrôle interne».

L'article L1124-4 §4 du CDLD énonce ce qui suit :

«Le directeur général est chargé de la mise sur pied et du suivi du système de contrôle interne du fonctionnement des services communaux.

Le système de contrôle interne est un ensemble de mesures et de procédures conçues pour assurer une sécurité raisonnable en ce qui concerne :

- 1° la réalisation des objectifs;
 - 2° le respect de la législation en vigueur et des procédures;
 - 3° la disponibilité d'informations fiables sur les finances et la gestion.
- ...».

Le rôle du Directeur financier, quant à lui, en tant que conseiller financier et budgétaire de la commune, est défini comme suit :

«Art. L1124-25. Le directeur financier remplit la fonction de conseiller financier et budgétaire de la commune.

Dans le cadre du système de contrôle interne, il est chargé :

- 1° de l'utilisation efficace et économique des ressources;
- 2° de la protection des actifs;
- 3° de fournir au directeur général des informations financières fiables».

Que faut-il entendre par "contrôle interne" ?

1.1. Les référentiels internationaux

Le contrôle interne est défini par la norme internationale INTOSAI GOV 9100⁵ comme «un processus intégré mis en œuvre par les responsables et le personnel d'une organisation, et destiné à traiter les risques et à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation, dans le cadre de la mission de l'organisation, des objectifs généraux suivants :

- exécution d'opérations ordonnées, éthiques, économiques, efficaces et efficaces;
- respect des obligations de rendre des comptes;
- conformité aux lois et règlements en vigueur;
- protection des ressources contre les pertes, les mauvais usages et les dommages.

⁵ Lignes directrices sur les normes de contrôle interne à promouvoir dans le secteur public, INTOSAI GOV 9100 (Intosai Professional Standards Committee, 2004).

Le contrôle interne est un processus intégré et dynamique qui s'adapte constamment aux changements auxquels une organisation est confrontée. Le management et le personnel, à tous les niveaux, doivent être impliqués dans ce processus afin de traiter les risques et de fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des missions de l'organisation et des objectifs généraux.

Les lignes directrices sur les normes de contrôle interne à promouvoir dans le secteur public⁶ précisent que «depuis les années '90, une attention accrue est portée au comportement éthique ainsi qu'à la prévention et à la détection de la fraude et de la corruption dans le secteur public. Les fonctionnaires sont censés servir l'intérêt public en toute équité et assurer une gestion correcte des ressources publiques. Les citoyens sont censés être traités en toute impartialité sur la base des principes de légalité et de justice. L'éthique publique constitue une condition sine qua non de la confiance publique, dont elle constitue le fondement, et la clef de voûte d'une bonne gouvernance. Les moyens mis à la disposition du secteur public proviennent généralement de fonds publics, ce qui explique que leur utilisation dans l'intérêt du public exige une attention particulière. D'où aussi l'importance spécifique que revêt la préservation des ressources».

Ainsi, le contrôle interne doit permettre à l'administration de prendre en compte de manière appropriée tous les risques significatifs, qu'ils soient opérationnels, financiers ou de conformité.

Les multiples exemples de systèmes de contrôle interne permettent de constater qu'il ne s'agit nullement d'une science exacte mais d'un art. Il n'y a pas une seule méthodologie mais chaque entité doit s'approprier les principes inhérents au contrôle interne et les adapter à son organisation.

Il s'agit donc bien d'un outil de management directement orienté vers la réalisation des objectifs destiné, en premier lieu, à aider le service public à atteindre un degré d'efficacité maximum, tout en étant au service de la bonne gouvernance. Le directeur général est pour ce faire chargé d'instaurer la culture appropriée capable de favoriser un processus de contrôle interne efficace et d'en vérifier en permanence l'efficacité, en mobilisant tous les acteurs de l'administration.

1.2. Traduction au niveau d'un service public local

Comme précisé dans l'introduction, il nous semble préférable de substituer le terme "contrôle" par celui, plus positif, de «maîtrise». Exercer un contrôle interne, c'est surtout chercher à mieux maîtriser l'organisation pour lui permettre de réaliser les missions et les objectifs que la ville s'est assignés, en se dotant notamment d'un PST.

Avoir la maîtrise de l'organisation, c'est gérer, maîtriser et traiter les risques qui pourraient l'empêcher d'atteindre ses objectifs, en particulier ses missions au service du citoyen.

Qu'entend-on par risque ? Danger éventuel, plus ou moins prévisible, inhérent à une situation ou à une activité. Il s'agit d'un élément identifiable et quantifiable.

Un risque n'est pas :

⁶ INTOSAI GOV 9100, page 3

- un aléa (non quantifiable)
- un imprévu (non identifiable)
- un fait avéré (il s'agit alors d'une contrainte).

Lorsqu'un risque est identifié, c'est souvent parce qu'il y a des événements précurseurs (facteurs de risque) qui ont été détectés. Un risque peut avoir plusieurs impacts sur un projet : allongement des délais, augmentation des coûts, diminution de la qualité des résultats attendus, etc.

Selon le référentiel ISO Guide 73,⁷ le risque doit être couplé aux objectifs de l'organisation : «Le risque est l'effet de l'incertitude sur l'atteinte des objectifs».

Les risques auxquels les villes et communes sont exposées sont multiples. Ils peuvent concerner :

- les missions (exemple : ne pas pouvoir délivrer les permis d'urbanisme),
- les objectifs à atteindre (exemple : ne pas disposer des moyens nécessaires pour mettre en place un projet inscrit dans le PST comme la modernisation du fonctionnement de l'administration),
- la sécurité du personnel,
- la conservation du patrimoine,
- le respect des normes,
- la sécurité informatique,
- etc.

La notion de «système» de contrôle interne/maîtrise de l'organisation revêt une importance significative : il s'agit de mettre en œuvre une démarche systématique et systémique de maîtrise de l'organisation qui concernera, rappelons-le, tous les acteurs.

Le système de maîtrise de l'organisation est un agencement de moyens, de dispositifs, de procédés, en d'autres termes, une manière d'appréhender et de gérer ses activités pour mieux les maîtriser : les succès d'un management communal ne doivent pas être imputables au hasard ou à la chance, ils doivent résulter d'une démarche prospective de maîtrise. Ce qui précède renvoie à la notion de cadre général mobilisant tous les secteurs et tous les acteurs de notre administration.

1.3. Les objectifs du contrôle interne au niveau local

En croisant les référentiels internationaux, les enseignements nationaux et le CDLD, on identifie quatre objectifs assignés au contrôle interne :

- * La réalisation d'un travail efficient pour atteindre les objectifs communaux c'est-à-dire le service au citoyen et la satisfaction de l'intérêt général via :
 - la réalisation des missions régaliennes d'ordre public (par exemple la délivrance des permis, prise d'ordonnances et arrêtés de police);
 - la réalisation des missions quotidiennes (mise en œuvre des politiques communales dans des domaines tels que la cohésion sociale, la culture, le sport, les aînés, la jeunesse, les associations,...);
 - la réalisation des missions stratégiques et opérationnelles figurant dans le PPG/PST.
- * La préservation des actifs c'est-à-dire la préservation du patrimoine immobilier (bâtiments, domaine public et privé de la commune) et mobilier (matériel, charroi,...).

⁷ Norme ISO 31000:2009 – Management du risque, Principes et lignes directrices.

* La disposition d'informations financières et de gestion pertinentes; pour ces dernières, le Directeur financier a un rôle primordial à jouer.

* Le respect des normes c'est-à-dire le strict respect de la légalité et également celui de normes internes, des règles de l'art, etc.

Soulignons d'emblée que le contrôle interne n'a pas pour but de tout révolutionner ni même d'obliger la ville à entamer une démarche «qualité», même s'il est évident qu'une certaine filiation réunit le concept de contrôle interne/maîtrise de l'organisation et celui d'une démarche qualité.

En bref :

Les 4 grands objectifs du contrôle interne sont :

1. La réalisation d'un travail efficient pour atteindre les objectifs communaux
2. La préservation des actifs (patrimoine immobilier et mobilier)
3. La disposition d'informations financières et de gestion pertinentes
4. Le respect des normes

2. CADRE GENERAL DU SYSTÈME DE MAÎTRISE DE L'ORGANISATION

2.1. La démarche proposée...

Selon les référentiels internationaux, le contrôle interne est une démarche de sécurité raisonnable, progressive, adaptable à la réalité, positive et intégrée.

En mettant en place un système de maîtrise de l'organisation, nous proposons de poursuivre au sein de l'administration :

- une démarche de sécurité raisonnable : être efficient.

Cette approche ne permet pas une garantie absolue que tout se passera parfaitement désormais dans notre administration. On ne peut pas maîtriser tout parfaitement, d'où la notion de «sécurité raisonnable».

Celle-ci découle de l'appréciation des risques de l'organisation communale ainsi que des mesures de gestion prévues afin de maintenir ces risques à un niveau acceptable - et ce, en étant efficient, c'est-à-dire en recherchant le meilleur rapport «coût - bureaucratie et alourdissement des processus»/«bénéfices - risque le plus minime possible -». On notera que cette appréciation doit être faite en tenant compte des contraintes qui pèsent sur la commune (contraintes externes, contexte économique, transfert de charges,...).

- une démarche progressive : ne pas vouloir tout, tout de suite et accepter d'évoluer.

Il n'est pas réaliste de vouloir mettre un système de maîtrise de l'organisation en place en quelques mois. On entre dans un processus qui va s'échelonner sur plusieurs années : en partant des risques les plus importants à maîtriser pour aller, par la suite, en couvrir d'autres. La démarche s'amplifiera ainsi avec le temps.

Le processus est évolutif et n'est jamais «fini»: de nouveaux risques peuvent survenir qui devront être traités. Le processus d'évaluation des risques est itératif et continu. Les profils de risques et les contrôles y afférents devront être révisés et réexaminés régulièrement pour s'assurer que les réponses données à ces risques restent adéquates et toujours bien ciblées. Ici comme ailleurs, nous devons continuer à «réfléchir en marchant».

- une démarche adaptable à la réalité : être réaliste.

Il convient de mettre en place un système adapté à la ville, tenant compte de ses moyens financiers et humains, qui nécessiteront parfois d'être créatif, innovant, dans la mise en place de solutions.

- une démarche positive : cultiver le progrès.

Il est extrêmement important pour le management et pour l'autorité politique d'accepter qu'un agent «rapporte» un dysfonctionnement sans chercher à tout prix qui est en faute, qui est responsable. Le repérage d'un dysfonctionnement permet de prendre les mesures nécessaires et va vers le progrès. Le management devra poser des balises claires en ce sens en assurant à la fois la culture de la confiance et la responsabilisation des agents (afin d'éviter, autant que faire se peut au sein de l'organisation communale, les fautes lourdes et les fautes légères habituelles, sources de responsabilité civile).

- une démarche intégrée : incorporer la culture de la maîtrise dans l'ensemble des activités, dans les opérations courantes, de manière systémique.

La maîtrise interne n'est pas «un» évènement isolé mais bien un ensemble d'actions qui touchent toutes les activités de l'administration. Le système de contrôle interne fera dès lors partie intégrante des activités de l'organisation communale et sera particulièrement efficace lorsqu'il sera intégré dans l'infrastructure et la culture de l'organisation.

En bref :

Le contrôle interne est une démarche comportant 5 caractéristiques :

1. de sécurité raisonnable : être efficient
2. progressive : accepter d'évoluer
3. adaptable à la réalité : être réaliste
4. positive : cultiver le progrès
5. intégrée : incorporer la culture de la maîtrise de l'organisation dans l'ensemble des activités, de manière systémique

2.2. **Les objectifs à atteindre**

Notre système de maîtrise de l'organisation s'appuiera sur les composantes suivantes⁸ :

- * un environnement de travail performant : il est important d'avoir un bon environnement de travail, un bon environnement de gestion.

⁸ Conformement aux référentiels internationaux.

Nous pourrions nous baser sur l'organisation managériale actuelle notamment fondée sur :

- des engagements en matière d'éthique et d'intégrité (en lien avec les obligations du code de la fonction publique, les règles statutaires, la procédure disciplinaire, le code pénal,...) basés sur un esprit managérial constructif, une culture du progrès ainsi que la charte des valeurs adoptée dans le cadre du PST⁹;
- une structure de gestion administrative basée sur l'organigramme, des délégations de signatures, une ossature informatique et une stratégie politique structurée qui permet son opérationnalisation (PST).

- * une gestion raisonnable des risques : même si elle dispose d'un très bon environnement de gestion, la ville n'est pas à l'abri d'événements imprévus : les risques.

Identifier, analyser et gérer les risques, en fonction des buts poursuivis par notre institution, constitueront des éléments essentiels de notre système.

L'un des principaux buts de l'évaluation des risques est de faire découvrir aux décideurs les domaines de risques qui appellent des mesures et le niveau de priorité à leur accorder. Les référentiels précisent également qu'il convient d'adopter une maîtrise «raisonnable» des risques. Il ne s'agira donc pas de mettre en œuvre un système extrêmement lourd et coûteux mais bien de maîtriser correctement en sachant ce qu'il convient de prendre comme mesure pour diminuer le risque, savoir que faire s'il survient, accepter le risque, transférer le risque via l'assurance, etc.

- * des mesures de contrôle destinées à maîtriser les risques et à faire fonctionner notre administration. Quelques exemples :

- La séparation des fonctions (ne pas être le contrôleur et le contrôlé)
- Le contrôle réciproque des tâches
- La délimitation des responsabilités
- Les procédures d'autorisation et d'approbation
- La supervision
- La traçabilité des interventions
- La vérification
- La réconciliation
- L'informatisation des processus et procédures
- La documentation (sans excès) des processus et des procédures
- Toute mesure spécifique en fonction du risque à traiter (ce qui peut viser des mesures tout à fait physiques de protection comme la mise sous alarme d'un local stratégique pour la commune, les inventaires périodiques, la sécurité de l'information, etc.).
- ...

- * un système d'information et de communication : être informé, c'est déjà maîtriser. La capacité à prendre les décisions appropriées repose sur la qualité de l'information.

L'information est une composante transversale du contrôle interne. Elle repose le défi du décloisonnement. Cette information doit être adéquate, en temps voulu, pertinente (c'est-à-dire à jour et correcte) et accessible.

La bonne information dépend souvent d'un système informatique performant et sécurisé. Si de bons logiciels permettent d'automatiser de nombreux contrôles, l'utilisation de l'informatique n'est pas exempte de risques qui doivent être efficacement contrôlés (procédures de sauvegarde et de reprise, politique de développement et d'acquisition de logiciels, procédures de maintenance, respect de la vie privée, protection contre le piratage informatique,...).

⁹ PST 2013-2018, objectif stratégique 9 «Identifier et faire adhérer aux valeurs de l'administration».

En début de processus, il faudra communiquer sur la démarche de maîtrise de l'organisation elle-même, en diffuser la culture et les différentes directives pour la mettre en place puis pour la faire vivre et l'alimenter en mobilisant tous les acteurs. Des canaux de communication efficaces seront mis en place, comme par exemple l'intranet, afin que les informations nécessaires parviennent aux bons destinataires (circulation tant verticale qu'horizontale). L'information devra pouvoir remonter librement jusqu'à la direction - les responsables que sont l'autorité politique, le directeur général adjoint et le directeur financier doivent être conscients des risques encourus - et redescendre (les procédures établies doivent parvenir au personnel chargé des opérations) pour être opérationnalisées.

* un système de monitoring : un système de maîtrise de l'organisation se veut évolutif et doit s'adapter aux nouvelles situations (aux nouveaux risques, missions, contraintes et opportunités). Il n'est jamais définitif et doit donc être suivi (en fonction notamment des incidents rapportés et des solutions qui ont été apportées) et adapté dans le temps. Il faut donc le piloter et l'évaluer - via le Comité de Direction.

Il sera fait régulièrement rapport au Collège communal sur la manière dont le système de maîtrise de l'organisation s'implémente dans l'administration et sur l'état d'avancement de la mise en place des procédures.

Le rapport annuel présenté au Conseil communal comprendra en outre un chapitre sur l'implémentation du système en tant que telle et sur son suivi.

Enfin, une auto-évaluation du système de maîtrise de l'organisation devra être réalisée. Elle permettra d'ajuster le mécanisme et les directives qui en découlent.

Le Comité de Direction est l'instrument administratif adéquat pour ce faire puisque le CDLD le charge de tout ce qui a trait à «l'organisation et au fonctionnement des services» (article L1211-3 §2).

Si notre système de maîtrise de l'organisation tendra à atteindre les cinq objectifs précités, nous pouvons d'emblée affirmer que notre volonté sera de réduire ensemble les risques et d'optimiser notre fonctionnement, et en finalité offrir un meilleur service au citoyen.

En bref :

Les objectifs à atteindre sont de mettre en place :

1. un environnement de travail performant
2. une gestion raisonnable des risques
3. des mesures de contrôle pour maîtriser les risques
4. un système d'information et une bonne communication
5. un système de pilotage-monitoring et une évaluation «permanente»

En finalité... offrir ensemble un meilleur service au citoyen.

2.3. La méthode...

2.3.1. La planification

La mise en oeuvre de notre système de maîtrise de l'organisation se fera en plusieurs étapes :

Etape	Finalité
I. Préparer la mise en place du système de maîtrise de l'organisation et en délimiter le périmètre ¹⁰	Il faut analyser le fonctionnement actuel des services et la relation entre l'administration et l'autorité politique, Collège et Conseil communal. Le périmètre sera dans un premier temps délimité à l'administration communale.
II. Identifier et analyser les risques	En choisissant les processus les plus importants ou les plus critiques par une cartographie des risques. Sur la base de l'analyse du fonctionnement actuel, il s'agira d'identifier les mesures de contrôle interne déjà mises en place. Les cinq zones de risques visées sont : * La capacité de l'institution à faire face à l'environnement et à ses évolutions (législation, normes, évolution des politiques, contexte économique,...) * La capacité des métiers (travaux, urbanisme, état-civil,...) à atteindre les objectifs de façon efficace et efficiente * La capacité des fonctions «support» (RH, juridique, financier,...) à donner le support adéquat aux métiers – la sécurité informatique et de l'information retiendront ici toute notre attention. * La capacité des métiers et fonctions «support» à absorber et piloter les projets (PST/Contrat d'objectifs,...) * La capacité du management (autorités politiques et administratives) à prendre des décisions sur base d'informations objectivées et fiables (processus décisionnel, disponibilité d'informations de gestion et financières pertinentes,...).

¹⁰Dans un second temps, il pourrait être opportun de se pencher sur les paraloaux et assurer un système de contrôle interne sur les relations entretenues avec eux (CPAS, intercommunales, zones de police, zone de secours, asbl communales, régie communale autonome,...).

La doctrine prône un principe «d'universalité» pour le contrôle interne. Il concerne toutes les personnes dans la collectivité, en tout lieu et en tout temps. «Les dirigeants, fonctionnaires et élus doivent en premier lieu se soucier du respect des procédures». «Toutes les fonctions sont soumises aux règles du contrôle interne... Des procédures doivent réguler l'activité des élus... enfin, il est essentiel que les règles de contrôle interne s'appliquent aussi aux satellites de la collectivité. Dès lors qu'une collectivité externalise une partie de ses missions et de ses ressources, il est de sa responsabilité d'assurer le suivi et le contrôle de l'activité de son démembrement». Le périmètre «idéal» inclurait dès lors les paraloaux (et plus précisément le contrôle de la relation entre la commune et son paraloal, lequel peut se matérialiser dans un contrat de gestion, la vérification des comptes et budgets, l'approbation du plan stratégique,...).

III. Mettre en oeuvre des mesures de contrôle spécifiques ¹¹	<p>En répondant à la gestion des risques les plus importants constatés. Il s'agira d'apporter une réponse en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la criticité du risque (évaluation de son niveau combinant la probabilité d'occurrence avec sa gravité) - du niveau de «contrôlabilité» du risque (a-t-on la possibilité de réduire la probabilité qu'un risque survienne ou est-ce «hors contrôle» ?). <p>Trois types de réponse seront possibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accepter/tolérer le risque - Transférer le risque (prendre une assurance, reporter le risque sur l'utilisateur,...) - Prendre des mesures spécifiques pour éviter le risque, pour se protéger (limiter l'impact), pour prévenir le risque (et éviter qu'il se produise).
IV. Mettre en place un système efficace de circulation des informations	La mise en place d'un système d'informations (concernant tous les niveaux et impliquant toutes les parties prenantes) permettra au management de prendre de bonnes décisions qui reposent sur des informations de gestion et financières fiables.
V. Piloter l'ensemble du dispositif (monitoring) et l'évaluer	<p>Au niveau du Comité de direction, il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - piloter les mesures prioritaires (communication des déficiences, des mesures correctrices,...) - soutenir la culture d'amélioration continue - évaluer le progrès dans la mise en place du système de maîtrise de l'organisation.

La mise en œuvre de la démarche sera précédée d'une communication vers l'ensemble de l'administration sur le projet et sur la «culture de progrès» qui la sous-tend. Il s'agira en effet de démystifier le processus, de rassurer les agents et de les mobiliser.

Compte tenu des ressources humaines disponibles et des charges liées aux activités quotidiennes, nous pouvons légitimement estimer que les deux premières phases s'étendront au minimum sur une période de deux ans.

L'évaluation des risques¹², réalisée et consolidée collégalement par le Comité de direction devra permettre de déceler et d'apprécier les facteurs internes et externes pouvant compromettre la réalisation des objectifs (inscrits dans le PST et ceux liés aux missions régaliennes et quotidiennes de la commune), tout en respectant les contraintes comme le respect des crédits budgétaires. Cette évaluation porte aussi bien sur les risques mesurables (risques financiers) que non mesurables (risques non financiers).

La synthèse de ces risques fera l'objet d'un tableau de bord qui en permettra l'évaluation et le suivi.

¹¹ Les mesures génériques recommandées dans les référentiels internationaux sont :

- la séparation des fonctions et le contrôle réciproque des tâches
- l'autorisation et l'approbation et la délimitation des responsabilités
- la supervision
- les contrôles portant sur les accès et la traçabilité des interventions
- les vérifications
- les réconciliations

¹² Il s'agira d'évaluer la criticité des risques c'est-à-dire la gravité en fonction des impacts potentiels («peu grave» à «fatal») et la probabilité estimée de réalisation des risques («peu probable» à «certain»).

Le Collège communal sera régulièrement informé de l'état d'avancement du projet. Il lui sera fait annuellement rapport des progrès réalisés par l'administration. Les organisations syndicales seront également informées régulièrement, par l'intermédiaire des organes de concertation, des mesures mises en place et de leur fonctionnement.

A la fin de la première année, un rapport de l'état d'avancement du projet, établi en étroite concertation entre le Directeur général, le Directeur financier et le Comité de Direction, sera présenté au Conseil communal.

Le système mis en place nécessitera un pilotage et une évaluation périodiques (à définir) – et sera étroitement lié au tableau de bord du PST, outil destiné à assurer le pilotage de la mise en œuvre des objectifs stratégiques et opérationnels (volets «politique» et «organisationnel»). Le système de maîtrise de l'organisation sera en effet évolutif et devra s'adapter aux nouvelles situations/nouveaux risques.

Parallèlement à cette méthode progressive, il s'agira d'améliorer, à moyen et long termes, l'environnement de gestion afin que ce dernier soutienne le mieux possible l'implémentation du système de maîtrise de l'organisation :

- finalisation de l'organigramme afin de disposer d'une structure administrative en phase avec une stratégie politique structurée
- optimisation de la gestion des ressources humaines : évaluation des compétences et développement d'un plan de formation

- ...

en adéquation avec les actions identifiées dans le PST – sous l'objectif 10 «Etre une administration orientée vers une gestion des ressources humaines de qualité».

En effet, travailler sur l'environnement de gestion devra permettre de mieux maîtriser les risques et de ce fait, d'atteindre les objectifs.

En bref :

La mise en œuvre du cadre se fera en 5 étapes :

1. Préparer la mise en place du système de maîtrise de l'organisation et en délimiter le périmètre.
2. Identifier et analyser les risques – cartographie des risques financiers et non financiers
3. Identifier et mettre en œuvre des mesures de contrôle spécifiques (en priorité, les risques les plus importants)
4. Mettre en place un système efficace de communication et de circulation de l'information
5. Piloter l'ensemble du dispositif (monitoring) et l'évaluer

2.3.2. Les acteurs

ACTEUR	RÔLE
Chaque agent communal	Le système de maîtrise de l'organisation est l'affaire de tous : toutes les parties prenantes à l'organisation et au fonctionnement de l'institution sont concernées.
Les organisations syndicales	Le cadre général de système de maîtrise de l'organisation a été présenté aux organisations syndicales afin de les informer de la mise en place de la démarche ayant abouti sur un protocole d'accord. Les organisations syndicales seront ultérieurement informées de la mise en œuvre.
Conseiller en prévention (SIPP)	<p>Le conseiller en prévention assiste l'employeur, les membres de la ligne hiérarchique et les travailleurs dans les missions prévues par l'A.R. du 27 mars 1998 en application de la loi du 4 août 1996 portant sur les domaines suivants : la sécurité du travail, l'ergonomie, l'hygiène du travail, l'embellissement des lieux de travail et les mesures environnementales liées au travail, y compris la sécurité sur les chantiers, la sécurité des bâtiments. De ce fait, il sera amené à contribuer à l'analyse et à l'évaluation des risques liés aux secteurs relevant de ses compétences :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déterminer l'ensemble des risques liés aux activités, - qualifier chaque risque (cfr criticité) - prendre des mesures de prévention pour chaque risque, soit (de préférence) en supprimant ou en limitant le danger, soit en supprimant ou en limitant l'exposition collective et individuelle au danger. - Par le biais du CPPT notamment, il informera les organisations syndicales de l'état d'avancement du projet.
Conseiller en sécurité de l'information	<p>Le respect de la législation en vigueur et des procédures est assuré par le conseiller en sécurité de l'information. Il met en place un système de communication interne favorisant la circulation de l'information, tant verticalement qu'horizontalement.</p> <p>Le rôle du conseiller est donc de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transmettre la bonne réglementation, la dernière mise à jour, vers le bon service/la bonne personne, - Vérifier que cette information a été mise à disposition des intéressés et réceptionnée, - Vérifier son application, son exécution, - Vérifier que les procédures de contrôle sont bien appliquées, - S'assurer que le système informatique présente une sécurité suffisante pour un acheminement et une conservation des données adéquate, - Faire rapport au directeur général. <p>Les progrès réalisés ces dernières années en matière</p>

	<p>informatique ont permis un développement important des systèmes d'information des administrations.</p> <p>Il sera également le garant du respect de la législation sur la vie privée.</p>
Service stratégie et développement	<p>Chargé de la coordination de la mise en œuvre et de l'évaluation du PST, le service contribuera à alimenter les informations relatives à l'atteinte des objectifs de l'administration : objectifs inscrits dans le PST – volets interne et externe. L'instrument adéquat étant le tableau de bord, son caractère dynamique et donc son actualisation régulière permettra d'obtenir des informations en temps réel.</p> <p>Le service est en outre chargé de réaliser des analyses de fonctionnement, et de ce fait de proposer des pistes pour améliorer le fonctionnement.</p> <p>Enfin, sous l'autorité du directeur général, il sera chargé de piloter le système de maîtrise de l'organisation : identification des mesures existantes, cartographie des risques, propositions de mesures, établissement des indicateurs de mise en œuvre et vérifications, accompagnement des services dans le processus global et préparation du rapport annuel (pilotage et évaluation – en étroite concertation avec tous les secteurs de l'administration).</p>
Le directeur général, le directeur financier	<p>Conformément au CDLD, ils sont respectivement chargés de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DG : mettre sur pied et assurer le suivi du système de maîtrise de l'organisation et du fonctionnement des services communaux ⇔ de proposer le cadre général - DF : <ul style="list-style-type: none"> 1° l'utilisation efficace et économique des ressources, 2° la protection des actifs, 3° fournir au directeur général des informations financières fiables. <p>Ils feront régulièrement rapport en vue d'informer le comité de direction et le collège communal (pilotage). Une fois par an, ils établiront un rapport d'évaluation du système de maîtrise de l'organisation. Celui-ci figurera dans le rapport annuel sur les affaires de la ville.</p>
Le comité de direction	<p>L'article L1211-3 § 1^{er} du CDLD stipule que le Codir connaît toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services, de facto du système de maîtrise de l'organisation. Conformément à la vocation que lui a accordée le CDLD, le Comité de direction, lieu de transversalité, assurera un rôle central de suivi du processus de maîtrise de l'organisation. Sur base des rapports établis par les acteurs cités plus haut, il centralisera et validera toutes les informations et propositions à soumettre au Collège communal : périmètre du système, modes et contenu de la communication, cartographie et évaluation des risques, priorisation, validation des mesures de contrôle, état</p>

	d'avancement, évaluation,...
--	------------------------------

Le collège communal	<p>Le Collège s'assure que le directeur général et le directeur financier prennent les dispositions nécessaires pour identifier, surveiller et contrôler les risques encourus pour la réalisation des objectifs fixés. Il soumet à l'approbation du Conseil communal la proposition de cadre général du système de maîtrise de l'organisation.</p> <p>Il prend connaissance de la cartographie des risques et valide les axes prioritaires et les mesures à prendre.</p> <p>Il prend connaissance du rapport annuel préparé par le service Stratégie et développement validé par le DG et le DF, en étroite concertation avec le Codir.</p>
Le conseil communal	<p>Le Conseil communal approuve le Programme de Politique Générale et les objectifs qui en découlent via le Programme Stratégique Transversal. Il lui incombe également d'approuver le cadre général de système de maîtrise de l'organisation.</p> <p>Il prend connaissance par ailleurs de l'évaluation de son fonctionnement jointe au rapport annuel sur les affaires de la Ville.</p>

En bref :

Les acteurs sont :

1. Chaque agent communal
2. Les organisations syndicales
3. Le conseiller en prévention
4. Le conseiller en sécurité de l'information
5. Le service stratégie et développement
6. Le directeur général – le directeur financier
7. Le comité de direction
8. Le collège communal
9. Le conseil communal

CONCLUSION

Le secteur public doit faire face à des attentes plus fortes, à une demande croissante de services de qualité, à la maîtrise du budget dans un environnement contraint au foisonnement normatif et à la recherche de performance. Comment le service public peut-il faire face à ces nouvelles exigences ? L'anticipation des risques ainsi que leur gestion peuvent être des solutions à ces nouvelles problématiques. La maîtrise des risques par les acteurs du secteur public est donc plus que jamais un élément essentiel à prendre en compte dans la conduite des missions¹³.

¹³ Ernst & Young, www.ey.com

Le système de maîtrise de l'organisation interne fera partie intégrante des activités de notre organisation communale et sera particulièrement efficace s'il est intégré dans l'infrastructure et la culture de l'organisation¹⁴.

Processus intégré dans le Programme stratégique transversal, il devient partie intégrante des processus de gestion de base en matière de planification, d'exécution et de vérification.

Dans le système de maîtrise de l'organisation que nous proposons, tous les niveaux de l'administration sont concernés et chaque agent aura un rôle à jouer. C'est pourquoi il est d'une importance capitale que l'information circule tant verticalement que transversalement, en toute sécurité. Les organisations syndicales seront bien entendu informées de la mise en place des procédures.

Le risque zéro n'existe pas. Un système de maîtrise de l'organisation bien implémenté permet non seulement de les identifier, mais aussi de les réduire considérablement.

Une maîtrise de l'organisation efficace ne peut être qu'une aide et non une contrainte pour atteindre les objectifs fixés. C'est un outil d'efficience pour le personnel dans le respect du bien-être au travail, au service de la bonne gouvernance. Il aide les autorités disposant d'informations validées à prendre les bonnes décisions.

Notre volonté est de poursuivre une démarche de maîtrise de l'organisation en vue de nous permettre de :

- augmenter la probabilité que les objectifs seront atteints
 - encourager un management proactif
 - prendre conscience de la nécessité d'identifier et de traiter le risque à travers tous les secteurs/métiers de l'administration
 - se conformer aux obligations légales et réglementaires
 - améliorer la gouvernance
 - établir une base fiable pour la prise de décision et la planification
 - améliorer l'efficacité et l'efficience opérationnelles
 - améliorer l'apprentissage organisationnel (développement et gestion des connaissances)
- En d'autres termes, nous mettrons tout en œuvre pour réduire les risques financiers et non financiers auxquels la ville est confrontée, dans une optique d'amélioration de notre fonctionnement, et en finalité avec la volonté ferme d'offrir un meilleur service aux citoyens.

La démarche se veut réaliste, positive et surtout progressive. Si elle implique tous les agents de l'administration, elle se veut également respectueuse de tous.

La prétention n'est pas non plus d'avancer que notre système est complet, figé et parfaitement construit. Il s'agit d'un travail au long cours, dont les premiers fruits n'apparaîtront que dans quelques années.

¹⁴INTOSAI GOV 9100, p.7.

BIBLIOGRAPHIE

- Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) – Décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions (Moniteur belge, 22 août 2013).
- Circulaire du 16 décembre 2013 relative à la réforme du statut des titulaires des grades légaux.
- Lignes directrices sur les normes de contrôle interne à promouvoir dans le secteur public, INTOSAI GOV 9100 (Intosai Professional Standards Committee, 2004).
- Référentiel ISO Guide 73 – Vocabulaire du management du risque/norme ISO 31000:2009 – Management du risque — Principes et lignes directrices.
- Arrêté royal du 26 mai 2002 relatif au système de contrôle interne au sein des services publics fédéraux.
- Arrêté royal du 17 août 2007 relatif au système de contrôle interne dans certains services du pouvoir exécutif fédéral.
- Arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire.
- Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire.
- Conseil provincial du Hainaut, séance du 28 juin 2012 – Modification du cadre de l'Audit interne provincial.
- Cadre d'évaluation des systèmes de contrôle interne – Comité de Bâle sur le contrôle bancaire – (Bâle - Janvier 1998).
- Commission Corporate Governance - Contrôle interne et gestion des risques – Lignes directrices dans le cadre de la loi du 6 avril 2010 et du Code belge de gouvernance d'entreprise 2009 – Version 20 mars 2012.
- Programme de politique générale «Une ambition partagée, Bien vivre à Tournai», Conseil communal du 18 décembre 2012

- Programme Stratégique Transversal 2013-2018 de la Ville de Tournai, Conseil communal du 27 janvier 2014.
- Déclaration de Politique régionale 2014-2019 «Oser, innover, rassembler».
- Le règlement général pour la protection du travail (RGPT).
- Guide pratique d'élaboration et de maintien d'un système de contrôle interne, Service Public Fédéral Budget et Contrôle de la gestion (Management support)
- Centre Public d'Action sociale de Molenbeek, Système de contrôle interne (www.cpas-molenbeek.be).

4. Réaménagement du plateau de la gare et de la plate-forme multimodale de Tournai. Convention de partenariat avec la société nationale des chemins de fer belges (SNCB), la société régionale wallonne du transport (SRWT) et la Région wallonne. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la future programmation 2014-2020 des fonds du Fonds européen de développement régional (FEDER), la Ville de Tournai a introduit une fiche-projet relative à la création d'une plate-forme multimodale comprenant le site du parvis de la gare, la place Crombez et la rue Royale.

La Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) prévoit la mise à jour de son master plan de 2010 du plateau de la gare de Tournai; elle envisage cette opération sous forme d'un workshop permettant d'impliquer les partenaires; pour l'organisation de ce workshop, elle lancera un marché public de services d'urbanisme; les résultats devront être pris en compte pour la réalisation du présent projet de réaménagement.

La Société régionale wallonne du transport (SRWT) envisage la création de nouveaux équipements dans le même périmètre.

Le Service public de Wallonie (SPW) s'intéresse au projet en raison de la présence d'une voirie régionale dans le périmètre.

Les différents acteurs publics présents sur ce site envisagent de mettre en œuvre, de manière coordonnée et cohérente, via une centrale de marchés d'architecture, les projets suivants dans un périmètre dont les limites sont indiquées au plan joint en annexe du projet de convention :

- réaménagement du parvis de la gare et de son parc;
- reconditionnement et sécurisation de la rue Royale et du boulevard;
- création d'une nouvelle gare (autobus) et ses voies d'accès (voies réservées pour autobus);
- développements de la gare ferroviaire liés à l'accueil voyageurs, aux accessibilités, aux stationnements, à la sécurisation, etc.

Les parties désignées ci-avant souhaitent coopérer en vue d'assurer une cohérence urbanistique et architecturale dans le cadre de la réalisation des projets d'aménagement précités. A cet effet, des négociations sur les modalités d'un partenariat ont été menées entre les parties et aux termes du projet de convention qui vous est présenté pour accord, elles conviennent de :

- charger la SNCB d'organiser, préalablement au lancement du marché de services, un workshop pour la mise à jour de son masterplan de 2010 relatif au site de la gare;
- lancer, via une centrale de marchés au sens de l'article 2, 4° de la loi du 15 juin 2006, un marché de services d'architecture par procédure négociée avec publicité européenne visant à la désignation d'un auteur de projet pour l'ensemble des aménagements projetés, et ce, en tenant compte des résultats du workshop organisé par la SNCB;
- constituer un jury composé de représentants de chacune des parties et qui aura une compétence d'avis pour la sélection qualitative et l'attribution du marché;
- commander une esquisse commune (tranche ferme) dans le cadre du marché;
- à l'issue de l'esquisse commune, de commander à cet auteur de projet, sur base de cette esquisse commune, chacune pour leur compte et pour les éléments de projet propres à chaque partie, les tranches conditionnelles;
- coordonner l'exécution du projet en question par la mise en place d'un comité de pilotage.

La Ville de Tournai assume, à titre gratuit, le rôle de centrale de marchés et par voie de conséquence de pouvoir adjudicateur dans le cadre du marché prévu ci-avant.

Il est précisé que la Ville se chargera de la passation et de l'attribution du marché ainsi que de l'exécution jusqu'à l'approbation de la tranche ferme. La poursuite de l'exécution du marché, et donc la commande des tranches conditionnelles, sera assurée par chacun des pouvoirs adjudicateurs pour sa partie (mission liée à «sa» zone d'intervention). Chaque partenaire reprendra à partir de ce moment la responsabilité de l'exécution du marché pour «sa» partie.

Les 5 candidats qui auront déposé une pré-esquisse et autres pièces répondant aux conditions fixées par le cahier des charges recevront un dédommagement forfaitaire de 15.000,00 € (hors TVA, cette prime n'est pas soumise à la TVA) chacun. La prise en charge de ce dédommagement (5 x 15.000,00 € = 75.000,00 € au total) sera répartie en parts égales entre la Ville, la SRWT et la Région. Le dédommagement du candidat retenu sera déduit de la facture de l'esquisse commune et ce à parts égales entre la Ville, la SRWT et la Région.

Dans le cadre de l'attribution du marché emportant la commande de l'esquisse commune, les parties prendront en charge les honoraires y afférents. La prise en charge par les parties des honoraires dus à l'auteur de projet pour l'esquisse commune sera répartie de façon proportionnelle aux parts d'investissement de chacune des parties.

Le cahier des charges prévoira des paiements et factures séparés de manière telle que chacune des parties procédera au paiement des honoraires de l'auteur de projet à concurrence du montant qui lui incombe.

La Fédération Wallonie-Bruxelles apportera à la Ville de Tournai un soutien technique et logistique en confiant à sa cellule architecture la tâche d'élaborer l'avis de marché et le cahier des charges du marché et de superviser l'organisation dudit marché.

Le montant des travaux et les parts assumées par chacune des parties sont fonction de multiples facteurs encore non arrêtés à ce stade (financement, obtention de subsides – notamment FEDER, orientation du projet,...) et seront précisés lors de la publication de l'avis de marché. Il est convenu que cet avis de marché ne sera lancé qu'après approbation des budgets FEDER et moyennant accord de toutes les parties. Il est également stipulé que le cahier spécial des charges doit être soumis à l'accord préalable de toutes les parties avant d'être publié.

Enfin, il est précisé que le projet dont question ci-avant sera résolu de plein droit :

- si toutes les parties n'ont pas approuvé l'avis de marché et fourni le futur programme respectif dans un délai de 6 mois à dater de sa réception.
- si toutes les parties n'ont pas approuvé le cahier des charges dans un délai de 12 mois à dater de sa réception.

Nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à marquer votre accord sur les termes du projet de convention qui vous est soumis."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, intervient comme suit :

" C'est un projet important pour toute la requalification de cette zone, mais aussi un enjeu important en matière de mobilité.

Ce projet est déposé pour obtenir l'appui des fonds FEDER et s'intitule "plateforme multimodale".

Comment allez-vous articuler ce projet avec le plan de mobilité qui n'est pas encore définitif ? Les experts du plan de mobilité seront-ils consultés sur ce projet ?

Quant au schéma de structure, quel lien ce projet a-t-il avec le schéma de structure ? Le plateau de la gare et la zone d'aménagement communal concerté (ZACC) Morel au nord constituent un des objectifs essentiels mis en évidence par la Ville. Mais ce schéma de structure n'est toujours pas adopté non plus. Comment allez-vous articuler ce projet avec le schéma de structure ?

De nouveau, la cohérence exigerait que la Ville sache clairement les objectifs généraux et opérationnels qu'elle désire mettre en avant dans le schéma de structure et le plan de mobilité avant de passer à cette phase de réalisation d'aménagement.

Savons-nous maintenant clairement la politique de transports en commun que l'on va développer vers l'extérieur de la Ville et dans l'intra-muros ? C'est un élément essentiel avant l'édification de la nouvelle gare des bus.

Savons-nous vraiment les rôles que vont jouer les voiries qui se trouvent autour du plateau de la gare (boulevard des Nerviens, boulevard des Déportés et des Combattants, boulevard Eisenhower, et avenue Van Cutsem,...) ? Il y a bien des propositions sur le plan de mobilité. Mais est-ce ce plan tel quel qui sera adopté ?

Nous pensons que la Ville doit être l'acteur principal dans ce projet. Pour qu'elle soit vraiment l'acteur qui guide ce projet multimodal, il faut qu'elle ait une idée très claire du rôle de cette plateforme dans la politique d'urbanisme et de mobilité. Sinon les autres acteurs, comme la SRWT, la SNCB, imposeront leur projet, qui n'est peut-être pas celui que la Ville veut développer.

Quant à l'apport de la Fédération Wallonie-Bruxelles comme soutien technique et logistique, nous comprenons difficilement cette présence. En effet, la cellule architecture de la fédération Wallonie-Bruxelles a comme objectif principal de créer des projets de haute qualité architecturale pour des bâtiments publics, plutôt que des projets d'aménagement d'espaces publics extérieurs, de voiries, de

mobilité. La qualité urbanistique du projet est très importante évidemment. Mais les compétences techniques en matière de voirie, de transports ne sont-elles pas plutôt du côté de la Région wallonne ? La Région ne met-elle pas à la disposition des pouvoirs locaux des experts, architectes qui tiennent compte à la fois de la qualité urbanistique et du côté technique d'un projet de cette ampleur ? Dernière question, qu'allez-vous faire des pavés devant la gare ? Comptez-vous les laisser, les stocker, les vendre ?"

Monsieur le **Président** de séance lui répond :

" Dans ce dossier, il faut agir par étape. Toute la question du schéma de structure, celle du plan de mobilité, la question de l'adéquation avec les fiches européennes, toutes ces questions seront comme des fils démêlés au moment des débats que ne manqueront pas de susciter ces projets. Mais avant cela, il fallait un chef d'orchestre unique. Ceci se fera par la désignation d'un auteur de projet unique, dans le but d'assurer la cohésion d'ensemble.
Sur la question plus spécifique qui vient d'être posée, il y a une réponse très précise. Tout ce qui relève de l'architecture est de la compétence exclusive des communautés."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que dans le cadre de la future programmation 2014-2020 des fonds du Fonds européen de développement régional (FEDER), la Ville de Tournai a introduit une fiche-projet relative à la création d'une plate-forme multimodale comprenant le site du parvis de la gare, la place Crombez et la rue Royale;

Considérant que la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) prévoit la mise à jour de son master plan de 2010 du plateau de la gare de Tournai; elle envisage cette opération sous forme d'un workshop permettant d'impliquer les partenaires; pour l'organisation de ce workshop, elle lancera un marché public de services d'urbanisme; les résultats devront être pris en compte pour la réalisation du présent projet de réaménagement;

Considérant que la Société régionale wallonne du transport (SRWT) envisage la création de nouveaux équipements dans le même périmètre;

Considérant que le Service public de Wallonie (SPW) est également intéressé au projet précité en raison de la présence d'une voirie régionale dans le périmètre;

Considérant que les différents acteurs publics présents sur ce site envisagent de mettre en œuvre, de manière coordonnée et cohérente, via une centrale de marchés d'architecture, les projets suivants :

- Réaménagement du parvis de la gare et de son parc;
- Reconditionnement et sécurisation de la rue Royale et du boulevard;
- Création d'une nouvelle gare (autobus) et de ses voies d'accès (voies réservées pour autobus);
- Développements de la gare ferroviaire liés à l'accueil voyageurs, aux accessibilités, aux stationnements, à la sécurisation, etc.;

Considérant que les parties désignées ci-avant s'engagent à coopérer en vue d'assurer une cohérence urbanistique et architecturale dans le cadre de la réalisation des projets d'aménagements précités et, à cet effet, ont convenu de :

- charger la SNCB d'organiser, préalablement au lancement du marché de services, un workshop pour la mise à jour de son master plan de 2010 relatif au site de la gare;
- de lancer, via une centrale de marchés au sens de l'article 2, 4° de la loi du 15 juin 2006, une procédure de marché par procédure négociée avec publicité européenne, visant à la désignation d'un auteur de projet pour l'ensemble des aménagements projetés et ce, en tenant compte des résultats du workshop organisé par la SNCB;
- de constituer un jury composé de représentants de chacune des parties et qui aura une compétence d'avis pour la sélection qualitative et l'attribution du marché précité;
- commander une esquisse commune (tranche ferme) dans le cadre du marché précité;
- à l'issue de l'esquisse commune, de commander à cet auteur de projet, sur base de cette esquisse commune, chacune pour leur compte et pour les éléments de projet propres à chaque partie, les tranches conditionnelles;
- coordonner l'exécution du projet en question par la mise en place d'un comité de pilotage;

Considérant que la Ville de Tournai assume, à titre gratuit, le rôle de centrale de marchés et par voie de conséquence de pouvoir adjudicateur dans le cadre du marché projeté dont question ci-avant;

Considérant que la Fédération Wallonie-Bruxelles apportera à la Ville de Tournai un soutien technique et logistique en confiant à sa cellule architecture la tâche d'élaborer l'avis de marché et le cahier des charges du marché afférent audit marché et de superviser l'organisation dudit marché;

Considérant que le montant des travaux et les parts assumées par chacun sont fonction de multiples facteurs encore non arrêtés à ce stade (financement, obtention de subsides – notamment FEDER, orientation du projet,...) et seront précisés à l'occasion de la publication de l'avis de marché;

Considérant que le marché ne sera lancé que moyennant accord préalable de toutes les parties sur l'avis de marché et le cahier des charges et approbation des budgets FEDER;

Considérant qu'en outre le partenariat sera résolu de plein droit :

- si toutes les parties n'ont pas approuvé l'avis de marché et fourni le futur programme respectif dans un délai de 6 mois à dater de sa réception;
- si toutes les parties n'ont pas approuvé le cahier des charges dans un délai de 12 mois à dater de sa réception;

Vu le projet de convention de partenariat établi à cet effet;

Vu les articles L1222-3 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

Vu l'avis favorable du directeur financier;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur le projet de convention de partenariat à conclure entre la Ville de Tournai, la société nationale des chemins de fer belges (SNCB), la société régionale wallonne du transport (SRWT) et la Région wallonne, ayant pour objet la coordination des opérations de réaménagement du plateau de la gare et de la plate-forme multimodale de Tournai (y compris la rue Royale) et ce par la mise en œuvre d'un marché de services d'architecture par procédure négociée avec publicité européenne via une centrale de marchés et dont les termes suivent :

" Entre les partenaires suivants :

La Ville de Tournai, Hôtel de Ville, rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, ici représentée par

.....,

ci-après dénommée «la Ville» ou «la Ville de Tournai»

La Société régionale wallonne du transport (SRWT), avenue Gouverneur Bovesse, 96 à 5100 Jambes, ici représentée par M. Jean-Marc VANDENBROUCKE, Administrateur général,

ci-après dénommée «la S.R.W.T.»

La Société nationale des chemins de fer belges (SNCB), rue de France, 56 à 1060 Bruxelles, dont le numéro d'entreprise est 0203 430 526, ici représentée par M. Vincent BOURLARD, Directeur général stations, et M. Georges DUPONT, Directeur adjoint, Head of support and administration stations, ci-après dénommée la «SNCB»

La Région wallonne, place des Célestines 1 à 5000 Namur, ici représentée par son exécutif en la personne de M. Maxime PREVOT, Ministre des travaux publics, de la santé, de l'action sociale et du patrimoine, ci-après dénommée «la Région» ou «la Région wallonne»

En présence de la cellule architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui assiste la Ville de Tournai, boulevard Léopold II, 44 à 1080 Bruxelles, ici représentée par Mme Chantal DASSONVILLE, architecte, Directrice générale adjointe;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Dans le cadre de la future programmation 2014-2020 des fonds du Fonds européen de développement régional (FEDER), la Ville de Tournai a introduit une fiche-projet relative à la création d'une plate-forme multimodale comprenant le site du parvis de la gare, la Place Crombez et la rue Royale.

La SNCB prévoit la mise à jour de son master plan de 2010 du plateau de la gare de Tournai; elle envisage cette opération sous forme d'un workshop permettant d'impliquer les partenaires; pour l'organisation de ce workshop, elle lancera un marché public de services d'urbanisme; les résultats devront être pris en compte pour la réalisation du présent projet de réaménagement.

La SRWT envisage la création de nouveaux équipements dans le même périmètre.

La Région s'associe au titre de la présence d'une voirie régionale dans le périmètre.

Les différents acteurs publics présents sur ce site, signataires de la présente convention, envisagent de mettre en œuvre, de manière coordonnée et cohérente, via une centrale de marchés d'architecture, les projets suivants dans un périmètre dont les limites sont indiquées au plan joint en annexe :

- Réaménagement du parvis de la gare et de son parc;
- Reconditionnement et sécurisation de la Rue Royale et du boulevard;
- Création d'une nouvelle gare (autobus) et ses voies d'accès (voies réservées pour autobus);
- Développements de la gare ferroviaire liés à l'accueil voyageurs, aux accessibilités, aux stationnements, à la sécurisation, etc.;

Le montant des travaux et les parts assumées par chacun, fonction de multiples facteurs encore non arrêtés à ce stade (financement, obtention de subsides – notamment FEDER, orientation du projet,...), seront précisés pour la publication de l'avis de marché.

Article 1^{er}. Objet

Dans le cadre du développement des projets décrits dans le préambule, les parties s'engagent à coopérer en vue d'assurer une cohérence urbanistique et architecturale et, à cet effet, elles ont convenu de :

- charger la SNCB d'organiser, préalablement au lancement du marché de services, un workshop pour la mise à jour de son master plan de 2010 relatif au site de la gare;
- sans préjudice de la condition résolutoire prévue par l'article 17, de lancer, dans le cadre d'un partenariat dont les modalités sont fixées ci-après, une procédure de marché via centrale au sens de l'article 2, 4^e de la loi du 15 juin 2006, conforme aux conditions prévues à l'article 3 et visant à la désignation d'un auteur de projet pour l'ensemble des aménagements projetés, et ce, en tenant compte des résultats du workshop organisé par la SNCB;
- commander une esquisse commune (tranche ferme) dans le cadre du marché;
- coordonner le suivi de l'esquisse commune par le biais du comité d'accompagnement commun prévu par l'article 6;
- à l'issue de l'esquisse commune, de commander à cet auteur de projet, sur base de cette esquisse commune, chacune pour leur compte et pour les éléments de projet propres à chaque partie, les tranches conditionnelles et ce sans préjudice des obligations et droits de chacune des parties prévus à ce sujet dans le cahier des charges visé par l'article 4 des présentes;
- coordonner l'exécution de la présente convention via le comité de pilotage prévu par l'article 8.

Les différentes étapes du partenariat, après la réalisation du workshop, seront les suivantes :

- a) Etape 1 : publication d'un avis de marché et désignation d'une équipe d'auteurs de projet (intervention d'un jury pour la sélection qualitative et l'attribution)
- b) Etape 2 : affinement de la pré-esquisse en une esquisse commune finale agréant l'ensemble des parties (intervention d'un 1^{er} comité d'accompagnement commun)
- c) Etape 3 : suite à l'esquisse commune, suivi/contrôle de la cohérence urbanistique et architecturale de la poursuite de chacune des missions (études et travaux) par rapport au projet global; à cette étape, chaque partenaire, aux conditions prévues par le cahier des charges rédigé ensemble et dans le

respect de ses droits, commande séparément les tranches conditionnelles (pour la partie de projet qui la concerne); cette étape 3 est suivie par le comité de pilotage.

Article 2. Financement

Les parties s'engagent sur les points suivants :

- La SNCB financera seule et en totalité le workshop de mise à jour de son master plan de 2010 pour le plateau de la gare; elle réserve à cet effet un montant forfaitaire de 20.000,00 € hors TVA;
- Une enveloppe maximale de 3.500,00 € hors TVA est prévue pour l'organisation du jury (défraiement et déplacements des experts extérieurs, catering,...); la prise en charge de cette enveloppe sera répartie en parts égales entre la Ville, la SRWT, la Région et la SNCB;
- Dans le cadre du marché, les 5 candidats qui auront déposé une pré-esquisse et autres pièces répondant aux conditions fixées par le cahier des charges dont objet à l'article 5 recevront un dédommagement forfaitaire de 15.000,00 € (hors TVA, cette prime n'est pas soumise à la TVA) chacun. La prise en charge de ce dédommagement ($5 \times 15.000,00 \text{ €} = 75.000,00 \text{ €}$ au total) sera répartie en parts égales entre la Ville, la SRWT et la Région. Le dédommagement du candidat retenu sera déduit de la facture de l'esquisse commune et ce à parts égales entre la Ville, la SRWT et la Région (qui déduiront – et récupéreront – donc chacun 5.000,00 € hors TVA).
- Dans le cadre de l'attribution du marché emportant la commande de l'esquisse commune, les parties prendront en charge les honoraires y afférents. Le montant des honoraires de ce stade «esquisse» sera calculé en fonction du taux et du fractionnement énoncés au point 3. La prise en charge par les parties des honoraires dus à l'auteur de projet pour l'esquisse commune sera répartie de façon proportionnelle aux parts d'investissement de chacune des parties.

Les conditions du marché prévoiront une facturation et un paiement séparé. Les différents paiements dus aux candidats et à l'auteur de projet dans le cadre du marché seront effectués dans les 60 jours calendrier maximum, comme prévu à l'article 160 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 (soit 30 jours maximum pour la vérification + 30 jours maximum à compter de l'échéance du délai de vérification visé à l'article 150, alinéa 3 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013).

Chacune des parties s'engage à assumer les conséquences liées à un retard de paiement qui lui est imputable et à garantir la Ville, durant la période couverte par la centrale de marchés, à cet effet.

Article 3. Centrale de marchés : choix de la procédure et pouvoir adjudicateur désigné

La désignation de l'auteur de projet pour les aménagements visés dans le préambule de la présente convention et ne comprenant pas l'organisation du workshop par la SNCB (marché public propre) sera effectuée dans le respect de la loi sur les marchés publics au terme d'une procédure de centrale de marchés au sens de l'article 2, 4° de la loi du 15 juin 2006 et pour lequel la Ville de Tournai est désignée «pouvoir adjudicateur». La Ville de Tournai assume, à titre gratuit, le rôle de centrale pour compte des autres partenaires signataires de la présente convention, nommés aussi «bénéficiaires».

La procédure de marché est la procédure négociée avec publicité européenne au sens de la loi sur les marchés publics.

Le taux d'honoraires pour la mission est forfaitisé et fixé à 9,5 % du montant des travaux.

Le paiement des honoraires sera fractionné par stades de la façon suivante :

A. Esquisse

15 % du montant total des honoraires calculés sur base de l'estimation approuvée déduction faite de l'indemnité versée dans le cadre de l'attribution du marché.

B. Avant-projet

30 % du montant total des honoraires calculés sur base de l'estimation d'avant-projet approuvée, déduction faite des honoraires dont il est question au littera A.

C. Permis d'urbanisme

35 % du montant total des honoraires calculés sur base de l'estimation d'avant-projet approuvée, déduction faite des honoraires dont il est question au littera B.

D. Projet définitif

55 % du montant total des honoraires calculés sur base de l'estimation approuvée du projet, déduction faite des honoraires dont il est question au littera C.

E. Adjudication ou appel d'offres

60 % du montant total des honoraires calculés sur le montant de l'offre retenue et plafonnés selon les dispositions du cahier des charges, déduction faite des honoraires dont il est question au littera D.

F. Contrôle de l'exécution

Exécution

Jusqu'à 90 % du montant total des honoraires, plafonnés selon les dispositions du cahier des charges, déduction faite des honoraires dont il est question au littera E.

Le montant à déclarer correspond à 30 % du montant des travaux exécutés.

Réception provisoire

92,5 % du montant total des honoraires dus, après signature du procès-verbal de réception provisoire par le maître de l'ouvrage et après remise des plans établis et mis à jour par les adjudicataires ou contractants, en conformité avec l'exécution réelle des travaux et paraphés pour contrôle par l'auteur de projet, déduction faite des honoraires dont il est question au littera «Exécution».

Décompte final

97,5 % du montant total des honoraires calculés sur base du coût des travaux, déduction faite des honoraires dont il est question au littera «Réception provisoire».

Réception définitive des travaux

100 % du montant total des honoraires dus, après signature du procès-verbal de réception définitive par le maître de l'ouvrage, déduction faite des honoraires dont il est question au littera «Décompte final». Si la période de garantie pour les installations HVAC est fixée à 2 ans, 2,5 % des honoraires relatifs à cette discipline, calculés au prorata, seront versés au moment de la réception définitive desdites installations.

La centrale se chargera de la passation et de l'attribution du marché ainsi que de l'exécution jusqu'à l'approbation de la tranche ferme. La poursuite de l'exécution du marché, et donc la commande des tranches conditionnelles, sera assurée par chacun des pouvoirs adjudicateurs pour sa partie (mission liée à «sa» zone d'intervention). Chaque partenaire reprendra à partir de ce moment la responsabilité de l'exécution du marché pour «sa» partie.

Dans ce cadre, sans préjudice des dispositions de l'article 5, la pré-analyse des candidatures puis des offres sera effectuée par une commission technique (voir article 5).

Le marché est subdivisé en tranches :

- Tranche 1 = tranche ferme : esquisse commune
- Tranches 2 = tranches conditionnelles : chaque tranche conditionnelle est elle-même divisée en différentes «sous-tranches», dénommées «stades» (avant-projet, permis d'urbanisme, projet définitif, mise en concurrence, contrôle de l'exécution - en ce compris réceptions des travaux et décompte final). Ces stades doivent cependant être considérés eux aussi comme des tranches au sens de la loi sur les marchés publics.

Pour la poursuite de la mission d'architecture au-delà de l'établissement de cette esquisse commune, chaque partie s'engage, dans les limites et conditions fixées par le cahier des charges, à confier à l'auteur de projet qui sera désigné de façon commune la poursuite de la mission d'architecture pour la partie du projet qui la concerne et ce, en exécution de l'article 8 des présentes. De même, chaque partie organisera, le cas échéant, un marché public de travaux séparé pour la réalisation de ses travaux.

Article 4. Documents relatifs à la procédure négociée et organisation

La Fédération Wallonie-Bruxelles apportera à la Ville de Tournai un soutien technique et logistique en confiant à sa cellule architecture la tâche d'élaborer l'avis de marché et le cahier des charges du marché visé à l'article 3 et de superviser l'organisation dudit marché.

La cellule architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles soumettra l'avis de marché et le cahier des charges pour accord à chacune des parties.

Dès approbation de l'avis de marché, la cellule précitée prendra toutes les mesures utiles pour que la procédure de marché soit menée à son terme dans les délais convenus et conduise, dans le respect de la législation sur les marchés publics, à la désignation par la Ville de Tournai de l'auteur de projet sélectionné par le jury prévu par l'article 5.

Article 5. Jury

Dans le cadre de l'organisation du marché, un jury sera constitué.

Ce jury sera composé comme suit :

- de deux représentants de la Ville de Tournai
- d'un représentant de la Société de transport en commun du Hainaut (TEC)
- d'un représentant de la SRWT
- d'un représentant de la SNCB
- d'un représentant de la Région
- d'un représentant de la cellule architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- de 4 membres experts extérieurs proposés aux partenaires par la cellule architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le président du jury sera un tiers non signataire de la présente convention, soit l'un des experts extérieurs ou le représentant de la cellule architecture.

La commission technique qui effectue la pré-analyse des candidatures et des offres est composée d'un représentant de la Ville de Tournai et d'un représentant de la cellule architecture.

Le jury dispose d'un pouvoir d'avis.

A l'exception de la commission technique, tous les membres du jury ont une voix délibérative. Les décisions se prennent à la majorité. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante. Les votes ne s'expriment pas à bulletin secret.

Le jury aura pour rôle d'effectuer, dans le respect des règles, l'examen des candidatures (sélection qualitative sur base des critères de sélection de l'avis de marché) ainsi que la comparaison des offres (sur base des critères d'attribution énoncés dans le cahier des charges) et de proposer, aux termes d'un rapport motivé, à l'autorité adjudicatrice, en l'occurrence le Collège communal de la ville de Tournai, l'adjudicataire.

Avant son approbation par la Ville, la décision motivée d'attribution sera soumise à l'accord préalable des autres parties.

A ce stade et une fois le marché notifié, les parties disposent d'une pré-esquisse.

Article 6. Elaboration de l'esquisse commune finale - 1^{er} comité d'accompagnement commun

En vue de la réalisation de l'esquisse commune finale par l'auteur de projet, un premier comité d'accompagnement sera constitué.

Ce comité d'accompagnement sera au minimum composé comme suit :

- de deux représentants de la Ville de Tournai
- d'un représentant de la SRWT
- d'un représentant du TEC Hainaut
- d'un représentant de la SNCB
- d'un représentant de la Région
- d'un représentant de la cellule architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Ce comité aura pour rôle de réunir les besoins et remarques des différentes parties sur base de la pré-esquisse en vue de la réalisation de l'esquisse commune finale par l'auteur de projet et de la commande de celle-ci par le pouvoir adjudicateur désigné.

Article 7. Poursuite de la mission d'architecture

A l'issue de la tranche ferme (esquisse commune), chacune des parties s'engage, dans les limites et conditions fixées par le cahier des charges, pour la partie de mission qui la concerne, et dans l'hypothèse de la poursuite effective des études, à commander «sa» tranche conditionnelle à l'auteur de projet choisi ensemble et sur la base de l'esquisse commune finale, en vue de la réalisation des travaux. Dans cette optique, un fonctionnaire dirigeant interne d'une des parties concernées pourra à sa demande assister l'auteur de projet.

Dans le cadre de la poursuite des études et de l'exécution des travaux, certaines modifications non substantielles peuvent se révéler nécessaires à la réalisation du projet. A cet effet, la partie concernée,

après un avis du comité de pilotage, pourra adapter le projet découlant de l'esquisse commune sans que les parties à la présente convention ne puissent revendiquer un quelconque dédommagement ou une remise en cause du projet global mais à condition que la partie qui a sollicité la modification prenne en charge tous les suppléments éventuels qui en résultent dans le chef des autres parties.

Article 8. Comité de pilotage

Les parties s'obligent à poursuivre leur collaboration conformément à l'objectif visé à l'article 1^{er} et à cet effet, constituent un comité de pilotage composé comme suit :

- de représentants de la Ville de Tournai
- de représentants des TEC
- de représentants de la SRWT
- de représentants de la SNCB
- de représentants de la Région.

Le rôle de ce comité sera le suivant : il sera amené à se rencontrer de manière régulière, en vue de contrôler et d'approuver la réalisation des différentes phases et l'avancement des études et travaux. Il devra également assurer la cohérence urbanistique et architecturale dans le cadre du projet global. A certains moments, à déterminer suivant la phase concernée, d'autres intervenants pourront être invités à participer aux réunions.

Après chaque réunion, un procès-verbal sera établi par l'auteur de projet et transmis aux différents membres du comité.

Ce comité se réunira sur demande d'une partie et au minimum 2 fois par an. Le délai minimal de convocation est fixé à 20 jours ouvrables minimum.

Article 9. Planning prévisionnel

Chacune des parties s'engage à faire diligence pour respecter le planning suivant :

- tenue du workshop : janvier à mars 2015
- lancement du marché par la publication de l'avis de marché dès approbation des budgets FEDER : prévisionnellement avril 2015
- finalisation du projet de cahier des charges : juin 2015
- amendements au cahier des charges par chacune des parties : fin juin 2015
- jury de sélection qualitative : fin juin/début juillet 2015
- approbation de la sélection qualitative et du cahier des charges par le Conseil communal de la Ville de Tournai : septembre 2015
- visite et séance de questions-réponses : septembre 2015
- remise des offres : à déterminer 2015
- jury d'attribution : à déterminer 2015
- désignation de l'auteur de projet dans le cadre du marché: à déterminer 2015
- 1^{er} comité d'accompagnement commun : à déterminer 2016
- commande à l'auteur de projet de l'esquisse commune : à déterminer 2016
- approbation de l'esquisse commune : 2016
- commande à l'auteur de projet par chacune des parties des tranches conditionnelles.

Article 10. Confidentialité et secret professionnel

Hormis dans le cadre des actions de communication réalisées dans le cadre du projet, les parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

Article 11. Titularité des droits d'auteur

Les parties s'accordent pour que l'ensemble des dispositions ci-après soient reprises dans le cahier spécial des charges.

Sans qu'une compensation financière ne soit due, l'auteur de projet cèdera à titre exclusif aux parties, dans les limites définies ci-après, l'ensemble des droits patrimoniaux sur les œuvres créées par lui, ses consultants ou sous-traitants en exécution du marché, et ce au fur et à mesure de leur création, à savoir :

- a. le droit de reproduction, notamment le droit de les fixer par toute technique sur tous supports, y compris concession d'une pareille autorisation aux tiers;
- b. le droit de les reproduire en un nombre illimité d'exemplaires de chaque support;
- c. le droit de les distribuer et de les communiquer au public, par toute technique de communication;
- d. le droit d'insérer les reproductions des œuvres dans une autre œuvre de toute nature et de procéder aux adaptations nécessaires à cette intégration.

L'auteur de projet cèdera les droits visés à l'alinéa 1^{er} pour toute la durée des droits d'auteur et pour le monde entier.

L'auteur de projet pourra toutefois photographier et filmer les édifices et installations érigés sur base de plans et documents réalisés par lui dans le cadre du marché ainsi que distribuer et communiquer au public, par toute technique, ces images. Lors de cette exploitation, l'auteur de projet s'engage à reprendre une mention précisant le maître de l'ouvrage.

L'auteur de projet s'engagera à ne pas céder ou donner en licence à un tiers les droits d'auteur sur les plans, esquisses et documents sans passer par l'intermédiaire du Maître de l'ouvrage, propriétaire des édifices et installations et titulaire des droits patrimoniaux.

L'auteur de projet autorisera chaque partie à concéder à quiconque une sous-licence dans le respect des dispositions du présent cahier des charges et pour les modes d'exploitations désignés à l'alinéa 1^{er}, et ce, sans que l'auteur de projet ne puisse réclamer une contrepartie quelconque.

L'auteur de projet renoncera expressément à invoquer son droit moral en vue de s'opposer aux modifications (notamment la modification des couleurs, contrastes, du nombre de dpi, l'agrandissement, la réduction, etc.) inhérentes aux exploitations visées ci-avant, sauf s'il démontre que l'exploitation en cause est préjudiciable à son honneur ou à sa réputation.

Article 12. Manquements des parties à la présente convention

Sauf le cas de force majeure, si l'une des parties ne respecte pas les obligations qui lui incombent dans le cadre de la présente convention, les autres parties se réservent le droit de réclamer un dédommagement équivalent au dommage subi.

Le partenariat reste quels que soient les montants investis par chaque partie. Les parties se réservent le droit de refixer les montants en fonction de leurs possibilités budgétaires étant entendu qu'ils l'exerceront dans le respect des droits de l'auteur de projet et de manière à ne pas causer de préjudice aux autres parties.

Article 13. Responsabilités en cas de litiges

Chaque partie supporte l'entière responsabilité de toutes les conséquences dommageables généralement quelconques, dues à sa faute ou à celle commise par un de ses agents ou préposés, et garantit à cet effet les autres parties contre tout recours éventuel.

Chaque partie s'engage à comparaître volontairement sur demande motivée de l'une des parties.

Article 14. Election de domicile et portée juridique

Les parties élisent domicile à leur siège social respectif ou à leur adresse administrative principale.

En cas de litige quant à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, les parties feront tout leur possible pour aboutir à un règlement à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis aux tribunaux de Tournai par la partie la plus diligente.

Les frais de procédure seront intégralement à charge de la partie perdante.

Article 15. Personnes de contact

- Marché de services : Chantal DASSONVILLE et Sabine GUISSÉ - cellule architecture – 02/413 34 21 – sabine.guisse@cfwb.be;
- Ville de Tournai :
- SRWT : Aline VERBIST – ingénieur, responsable du bureau d'études de la SRWT – 96, avenue Gouverneur Bovesse à 5100 Jambes aline.verbist@tec-wl.be;
- SNCB : -ir Guy BEMELMANS, ingénieur en chef - chef de service – Direction Stations - rue de France 91 à 1060 Bruxelles - guy.bemelmans@b-rail.be OU Philippe Hacon, ing. ind. ppl, chef de division B-ST.03 - rue de France 91 à 1060 Bruxelles - philippe.hacon@b-rail.be;
- Région wallonne : Sébastien MAES,, sebastien.maes@spw.wallonie.be.

Article 16. Durée

La présente convention prend ses effets à dater de sa signature par l'ensemble des parties. Sans préjudice des effets de la condition résolutoire prévue par l'article 17, elle prend fin à la réception provisoire des derniers travaux effectués.

Article 17. Condition résolutoire

La présente convention sera résolue de plein droit si toutes les parties n'ont pas approuvé l'avis de marché et fourni le futur programme respectif dans un délai de 6 mois à dater de sa réception.

La présente convention sera résolue de plein droit si toutes les parties n'ont pas approuvé le cahier des charges dans un délai de 12 mois à dater de sa réception.

Annexe

Plan de la zone concernée."

5. Championnats de Belgique de duathlon. Convention de partenariat entre le Triathlon Grand Tournaisis et la Ville de Tournai. Approbation.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Fort de son expérience en tant qu'organisateur du triathlon des Chauffours, le club sportif «Triathlon Grand Tournaisis (Tri.G.T.)» organise, en partenariat avec la Ville de Tournai, les championnats de Belgique de duathlon.

Le triathlon des Chauffours a rassemblé lors de l'édition 2014 plus de 1.500 compétiteurs et approximativement 16.000 spectateurs.

La manifestation sportive du 22 mars 2015 s'articulera sur deux épreuves, à savoir :

- le championnat de Belgique de duathlon jeunes
- le championnat de Belgique de duathlon teams (par équipe).

Une convention entre le comité organisateur Triathlon Grand Tournaisis et la Ville est proposée en vue de fixer les obligations réciproques des parties dans le cadre de leur partenariat à l'occasion de ladite manifestation.

En séance du 6 février 2015, nous avons émis un accord de principe sur les termes de ce projet de convention.

Il appartient à votre assemblée d'approuver de cette convention."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'organisation des championnats de Belgique de Duathlon sur l'entité de Tournai, le dimanche 22 mars 2015, par le Triathlon Grand Tournais (Tri.G.T.), organisateur du triathlon des Chauffours;

Considérant l'excellente organisation des différentes éditions du triathlon des Chauffours par le Triathlon Grand Tournais (Tri.G.T.);

Considérant que la Ville de Tournai est partenaire de cet évènement sportif ayant accueilli lors de l'édition 2015 un peu plus de 1.500 compétiteurs et plus de 16.000 spectateurs;

Considérant que, dans le cadre des championnats de Belgique de duathlon, un projet de convention entre le comité organisateur Triathlon Grand Tournais et la Ville est proposé en vue de fixer les obligations réciproques des parties dans le cadre d'un partenariat à l'occasion de ladite manifestation;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant l'avis favorable de monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur les termes du projet de convention de partenariat à conclure entre l'organisateur le Triathlon Grand Tournais et la Ville de Tournai relatif à l'organisation, au départ de Kain (avenue Abbé Dropsy Kain)) le dimanche 22 mars 2015, des championnats de Belgique de duathlon :

" Entre les soussignés :

d'une part,

Le comité organisateur Triathlon Grand Tournais représenté par son président, M. Jacques NAVEAU, domicilié rue de Tournai, 160 à 7620 Hollain, dénommé "l'organisateur",

et

d'autre part,

La Ville de Tournai, sise rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, et Monsieur le Directeur général adjoint, Thierry LESPLINGART, dénommée "la Ville"

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} : dénomination, nature et date de l'évènement.

"Championnats de Belgique de duathlon (Kain-Tournai)"

Epreuves de duathlon dont le championnat de Belgique jeunes et teams

Dimanche 22 mars 2015

Article 2 : objet du partenariat.

Co-organisation du championnat de Belgique de duathlon (Kain-Tournai) par :

- le soutien logistique (prêt de matériel, mise à disposition de la piscine,...)
- l'occupation du domaine public pour le départ et l'arrivée ainsi que la course
- la promotion de l'évènement.

Article 3 : description de la composante.

Jours et dates : dimanche 22 mars 2015

Organisation des championnats de Belgique jeunes et teams

Article 4 : cahier des charges.

La Ville déclare avoir pris connaissance du cahier des charges relatif à ses prestations en tant que partenaire de l'évènement et mettra à la disposition de l'organisateur toutes les infrastructures nécessaires à son bon déroulement en conformité avec le cahier des charges de l'organisateur.

L'organisateur s'engage à organiser la compétition de manière qualitative et à veiller à mettre tout en œuvre pour son bon déroulement.

Article 5 : Assurances.

L'organisateur veillera à couvrir sa responsabilité ainsi que toute personne ou autorité intervenant dans le cadre de l'organisation de ladite compétition et s'engage à produire toute attestation utile.

Fait à, le

(Signatures précédées de la mention olographe "Lu et approuvé", et cachet commune/club).".

6. Coordination accueil temps libre. Contrat de location et convention de prêt des malles à thèmes. Approbation.

Monsieur l'Echevin **V. BRAECKELAERE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de son plan d'action 2014-2015 mettant en œuvre les objectifs du Programme de Coordination pour l'Enfance (C.L.E.) dans lequel la Ville de Tournai s'est engagée, la Coordination accueil temps libre a décidé d'aider les opérateurs d'accueil en mettant en place un système de location ou de prêt de malles à thèmes.

Ces malles permettront aux opérateurs d'étendre leurs activités et d'améliorer la qualité de leur accueil à moindre coût d'une part et de répondre aux demandes des enfants en matière d'accueil extrascolaire

d'autre part. En effet, l'état des lieux réalisé en février 2014 a révélé que les enfants souhaitaient des activités plus variées durant la période d'accueil du soir et du mercredi après-midi.

Le contrat de location et la convention de prêt proposés par la Coordination accueil temps libre définissent les conditions de ces mises à disposition. Nous vous proposons d'en approuver les termes."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 30 chaises lavables pour le réfectoire de l'école Arthur Haulot afin de respecter les normes de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA);

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à 496,00 € hors TVA soit 600,00 € TVA comprise;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de 30 chaises lavables pour le réfectoire de l'école Arthur Haulot, estimé à 496,00 € hors TVA soit 600,00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1^{er}, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : les crédits nécessaires sont prévus à l'article 7227/724-60 du budget extraordinaire 2015.

7. Objectif Convergence. Trésor de la cathédrale, place Paul-Emile Janson et rue des Chapeliers. Marché de services. Lot 3 "aménagement des espaces publics". Avenant 2. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 23 octobre 2008, nous avons décidé de désigner, en qualité de prestataire de services, l'agence Nicolas Michelin et associés (ANMA) dans le cadre du marché consistant en une prestation de services d'architecture, d'aménagement urbain et d'architecture paysagère portant sur la revitalisation intégrée du cœur de ville – quartier cathédral – lot 3 "aménagement des espaces publics, incluant la scénographie lumineuse et le mobilier urbain" au montant de 1.318.929,71 € hors TVA, soit 1.595.904,94 € TVA comprise.

En séance du 17 mai 2013, nous avons approuvé l'avenant n° 1 relatif à l'aménagement des voiries dans le quartier cathédral incluant la rue du Vieux Marché au Jambon et le traitement des surfaces de la place Paul-Emile Janson. Cet avenant représentait 9,61 % de la valeur initiale du marché.

En cours d'exécution des travaux d'infrastructure, d'électricité et d'égouttage rue Dame Odile, rue du Bas-Quartier, rue de l'Hôpital Notre-Dame, rue Soil de Moriamé, place Paul-Emile Janson, place du Vieux Marché aux Poteries et option rue de Courtrai (programmation 2012), il a été demandé à l'auteur de projet d'apporter les modifications suivantes :

- modifier l'accès au trésor de la cathédrale (maintien de l'arbre de Judée, maintien de l'escalier existant, démontage du solde de l'ancienne palissade en bois, construction d'un muret en moellons de pierre;
- modifier les dispositions de récupération des eaux de ruissellement (allongement du caniveau au droit de la façade de l'immeuble Kruidvat et augmentation des sections des raccords de caniveaux);
- modifier, suite à l'occupation partielle par les installations de l'entreprise adjudicataire des travaux de rénovation de la cathédrale, les plans d'exécution de la place Paul-Emile Janson/pie, en prenant en considération l'occupation de l'emprise précitée.

Le montant supplémentaire demandé par l'auteur de projet pour ces prestations modifiées qui constituent l'avenant n° 2 s'élève à 21.540,00 € hors TVA, soit 26.063,40 € TVA comprise.

En séance du 18 décembre 2014, nous avons marqué notre accord de principe sur cet avenant n° 2 qui représente un supplément de 1,63 % par rapport au montant initial du marché.

Les crédits complémentaires ont été engagés sous l'article 9304/733-60/08 et les subsides de l'Objectif Convergence sont sollicités au taux de 90 %.

La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et au ministère subsidiant.

Le total de l'avenant n° 1 et de l'avenant n° 2 dépassant 10 % de la valeur initiale du marché, il vous appartient d'approuver ce deuxième avenant."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVID**, intervient comme suit :

" Sachant que les honoraires totaux du bureau d'architecture Michelin pour le projet cathédrale ont été de 2.500.000 €, on est en droit de se demander si l'avenant d'aujourd'hui ne peut pas rentrer dans les honoraires totaux. D'autre part, pourriez-vous nous dire quels aménagements sont réellement prévus parce qu'aucun projet n'est passé en Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) et que veut dire : "modifier, suite à l'occupation partielle par les installations de l'entreprise adjudicataire des travaux de rénovation de la cathédrale, les plans d'exécution de la place Paul-Emile Janson/pie, en prenant en considération l'occupation de l'emprise précitée" ?
Je profite aussi du point pour demander à nouveau le décompte du coût total de la rénovation de l'office du tourisme, que nous avons déjà demandé mais jamais obtenu."

Le **Président** de séance, Madame la Conseillère communale MR, **M C. MARGHEM**, et **Monsieur le Directeur général adjoint** précisent chacun à leur tour qu'il s'agit d'une procédure de régularisation pour des aménagements ayant déjà fait débat au Conseil communal.

Le **Président** de séance l'invite par ailleurs à poser une question écrite en ce qui concerne le décompte de l'office du tourisme.

Par 34 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-4;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment les articles 7 et 8;

Vu la décision du Collège communal prise en date du 23 octobre 2008 de désigner, en qualité de prestataire de services, l'agence Nicolas Michelin et associés (ANMA) dans le cadre du marché consistant en une prestation de services d'architecture, d'aménagement urbain et d'architecture paysagère portant sur la revitalisation intégrée du cœur de ville – quartier cathédral – lot 3 "aménagement des espaces publics, incluant la scénographie lumineuse et le mobilier urbain" au montant de 1.318.929,71 € hors TVA, soit 1.595.904,94 € TVA comprise;

Considérant qu'en séance du 17 mai 2013, le Collège communal a approuvé l'avenant n° 1 relatif à l'aménagement des voiries dans le quartier cathédral incluant la rue du Vieux Marché au Jambon et le traitement des surfaces de la place Paul-Emile Janson, cet avenant représentant 9,61 % de la valeur initiale du marché;

Considérant qu'en cours d'exécution du marché de travaux d'infrastructure, d'électricité et d'égouttage rue Dame Odile, rue du Bas-Quartier, rue de l'Hôpital Notre-Dame, rue Soil de Moriamé, place Paul-Emile Janson, place du Vieux marché aux Poteries et option rue de Courtrai (programmation 2012), il a été demandé à l'auteur de projet d'apporter les modifications suivantes :

- modifier l'accès au trésor de la cathédrale (maintien de l'arbre de Judée, maintien de l'escalier existant, démontage du solde de l'ancienne palissade en bois, construction d'un muret en moellons de pierre);
- modifier les dispositions de récupération des eaux de ruissellement (allongement du caniveau au droit de la façade de l'immeuble Kruidvat et augmentation des sections des raccords de caniveaux);
- modifier, suite à l'occupation partielle par les installations de l'entreprise adjudicataire des travaux de rénovation de la cathédrale, les plans d'exécution de la place Paul-Emile Janson/pie, en prenant en considération l'occupation de l'emprise précitée;

Considérant que le montant supplémentaire demandé par l'auteur de projet pour ces modifications qui constituent l'avenant n° 2 s'élève à 21.540,00 € hors TVA, soit 26.063,40 € TVA comprise (représentant un supplément de 1,63 % par rapport au montant initial du marché);

Vu la décision prise par le Collège communal, en date du 18 décembre 2014, de marquer son accord de principe sur cet avenant;

Considérant que le total de l'avenant n° 1 et de l'avenant n° 2 dépasse 10 % de la valeur initiale du marché;

Considérant que les crédits complémentaires ont été engagés sous l'article 9304/733-60/08;

Considérant que les subsides de l'Objectif convergence sont sollicités au taux de 90 %;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Considérant que la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et au ministère subsidiant;

Sur proposition du Collège communal;

Par 34 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE :

- d'approuver l'avenant n° 2 au marché de services d'architecture, d'aménagement urbain et d'architecture paysagère dans le cadre de l'Objectif Convergence – revitalisation intégrée du cœur de Ville – quartier cathédral – lot 3 "aménagement des espaces publics", s'élevant à 26.063,40 € TVA comprise portant sur les modifications aux ouvrages en cours d'exécution confiées à l'entreprise GALERE, dans le cadre de la programmation 2012, à savoir :
 - * modifier l'accès au trésor de la cathédrale (maintien de l'arbre de Judée, maintien de l'escalier existant, démontage du solde de l'ancienne palissade en bois, construction d'un muret en moellons de pierre);
 - * modifier les dispositions de récupération des eaux de ruissellement (allongement du caniveau au droit de la façade de l'immeuble Kruidvat et augmentation des sections des raccords de caniveaux);
 - * modifier, suite à l'occupation partielle par les installations de l'entreprise adjudicataire des travaux de rénovation de la cathédrale, les plans d'exécution de la place Paul-Emile Janson/pie, en prenant en considération l'occupation de l'emprise précitée;
- de confier cet avenant à l'agence Nicolas Michelin et associés;
- d'accorder un délai complémentaire de 30 jours ouvrables pour la mise en œuvre de cet avenant.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, R. DELVIGNE, Mmes L. DEDONDER, L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

8. Tournai. Travaux de maintenance 2015 des quais : quais Notre-Dame (pie) et du Marché au Poisson (pie). Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'objet du marché porte sur des travaux de maintenance 2015 (remplacement de pierres et de dalles) sur les quais Notre-Dame (pie) et du Marché au Poisson (pie).

Le bureau d'études communal a établi les documents relatifs au projet définitif de ces travaux.

Le devis estimatif s'élève à 15.940,00 € hors TVA soit 19.287,40 € TVA comprise.

Les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2015 à concurrence de 20.000,00 €, sous l'article 421/735-60.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que l'objet du marché porte sur des travaux de maintenance 2015 (remplacement de pierres et de dalles) à effectuer sur les quais Notre-Dame (pie) et du Marché au Poisson (pie) et que le bureau d'études communal a établi les documents relatifs au projet définitif de ces travaux;

Considérant que le devis estimatif s'élève à 15.940,00 € hors TVA soit 19.287,40 € TVA comprise et qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2015 par voie de modification budgétaire, à concurrence de 20.000,00 €, sous l'article 421/735-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché ayant pour objet des travaux de maintenance 2015 (remplacement de pierres et de dalles) sur les quais Notre-Dame (pie) et du Marché au Poisson (pie), estimé à 15.940,00 € hors TVA soit 19.287,40 € TVA comprise.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application.

Article 4 : les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2015 à concurrence de 20.000,00 €, sous l'article 421/735-60.

9. Travaux de voirie. Place Saint-Pierre et rues avoisinantes. Défectuosités. Action en justice. Transaction. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 20 décembre 2002, le Collège échevinal a désigné l'entreprise ARBEL dont le siège social est situé rue des Scabieuses, 10 à 5100 Naninne, comme entrepreneur adjudicataire du marché de travaux d'aménagement de la place Saint-Pierre à Tournai et de ses rues attenantes au montant de son offre régulière et la plus basse s'élevant à 2.039.653,59 € TVA comprise.

L'auteur de projet est l'Agence intercommunale de développement (IDETA), laquelle a sous-traité avec le bureau ART et BUILD.

La réception provisoire de ces travaux a été accordée en date du 24 novembre 2003, mais avec remarques.

La réception définitive n'a pas été accordée et ne saurait l'être en raison d'importantes défectuosités constatées et de l'absence de levée de toutes les remarques.

En dépit de deux réunions organisées les 23 août 2006 et 1^{er} septembre 2006 entre l'entreprise ARBEL, l'intercommunale IDETA, son sous-traitant, et les représentants de la Ville, aucune réparation à l'amiable n'est apparue envisageable.

Aussi, en séance du 8 septembre 2006, le Collège a décidé de dresser procès-verbal de carence à charge de l'entreprise ARBEL, si pour le 14 septembre 2006, elle n'avait pas manifesté son intention de remédier à la totalité des défectuosités constatées.

Le 15 septembre 2006, ce procès-verbal de carence a été établi et notifié à l'intervention de l'intercommunale IDETA.

L'entreprise ARBEL confirme son refus de procéder aux réparations arguant du fait que celles-ci ne lui sont pas imputables et qu'elles trouvent leur origine dans un usage inapproprié et/ou une erreur de conception (cfr courriers du 14 septembre 2006 et du 29 septembre 2006).

L'intercommunale IDETA considère, pour sa part, qu'aucune erreur de conception ne lui est imputable et qu'une réfection parfaitement conforme au cahier spécial des charges est de nature à garantir la pérennité de l'ouvrage.

En séance du 13 novembre 2006, vous avez autorisé le Collège communal à ester en justice en vue d'obtenir une expertise judiciaire qui établisse l'état des lieux des voiries, les modalités techniques de réparation de nature à garantir la pérennité de l'ouvrage et, enfin, la part des responsabilités de chacun des intervenants ainsi qu'une condamnation aux réparations à charge de ou des responsables.

La Ville de Tournai a donc, par acte du 21 décembre 2006, assigné la société ARBEL (actuellement SA KRINKELS) et la SCRL IDETA devant le tribunal de 1^{ère} instance de Tournai en indemnisation des dommages consécutifs aux désordres constatés sur le chantier de la place Saint-Pierre et des rues avoisinantes (rues de la Lanterne, du Pot d'Etain, de la Triperie, Poissonnière, du Chevet Saint-Pierre, de la Tête de Veau et ruelle d'Ennetières à Tournai).

La société ART & BUILD a fait intervention volontaire le 14 février 2007.

Par jugement rendu le 21 mars 2007, le tribunal de première instance de Tournai a désigné en qualité d'expert M. Jean-Pierre COOLS, lequel a transmis, par courrier du 30 mai 2011, les conclusions de son rapport.

Aux termes des conclusions de l'expert, le coût des remises en état nécessaires, en ventilant dans les manquements relevés ceux qui sont de pure exécution et ceux relevant de la conception et du contrôle de l'exécution, est évalué comme suit :

- 95.356,48 € à charge de la Ville de Tournai;
- 153.517,32 € à charge d'IDETA/ART & BUILD;
- **153.517,32 €** à charge d'ARBEL (aujourd'hui KRINKELS);
- rien à charge de VK ENGINEERING.

A la demande de la Ville, un calendrier de procédure a été établi et la cause est fixée pour plaidoiries, le 29 janvier 2015.

Entre-temps, la SA KRINKELS a repris les droits et les obligations de la SA ARBEL.

Vous vous souviendrez que votre assemblée, en séance du 1^{er} juillet 2013, a marqué son accord sur l'accord transactionnel intervenu entre la Ville de Tournai, la SA ART & BUILD et la SCRL IDETA destiné à mettre fin au contentieux qui les opposait par le paiement d'une somme forfaitaire et pour solde de tout compte de 120.000,00 € et la prise en charge des honoraires de l'auteur de projet.

La SA KRINKELS est d'accord de régler définitivement et amiablement le contentieux qui l'oppose à la Ville par le paiement d'une somme de 150.000,00 € TVA comprise.

Précisons que, suite au marché lancé en 2014 portant sur la réfection des voiries concernées par le présent litige, le coût de la remise en état sera, en principe, inférieur au coût estimé par l'expert : ce dernier l'avait, en effet, estimé à 402.391,12 € alors que le marché en question est finalement adjugé à la somme de 232.714,38 € TVA comprise.

Les accords transactionnels avec IDETA et la société KRINKELS portent sur un total de 270.000,00 € permettant à la Ville de couvrir la totalité du coût des réparations ainsi que les frais d'expertise exposés dans le cadre de cette affaire.

Aux termes de l'accord transactionnel qui vous est présenté, la contribution financière de la SA KRINKELS consiste dans le versement à la Ville de Tournai d'une somme de 150.000,00 € (cent cinquante mille euros).

En contrepartie du paiement, la Ville de Tournai libérera :

- le solde du cautionnement constitué auprès d'ATRADIUS sous le n° 051WF4 – réf. 4558 à concurrence de 14.905,00 €;
- le solde du cautionnement constitué auprès de GERLING NCM sous le n° 051WF4 – réf. 4405 à concurrence de 42.145,00 €.

La Ville de Tournai assume et fait son affaire personnelle, à l'entière décharge de KRINKELS, de l'éventuelle indemnité de procédure qui serait due et réclamée par la SA VK ENGINEERING, partie intervenante volontaire dans l'affaire RG 07/49/A.

KRINKELS assume et fait son affaire personnelle, à l'entière décharge de la Ville de Tournai, de l'éventuelle indemnité de procédure qui serait due et réclamée par la SA AMLIN CORPORATE INSURANCE, partie intervenante volontaire dans l'affaire RG 07/49/A.

La SA KRINKELS et la Ville de Tournai renoncent réciproquement à toute indemnité de procédure.

Moyennant parfaite exécution de la présente convention, KRINKELS sera déchargée de toute responsabilité découlant de l'exécution du marché en cause et chaque partie renoncera à toute revendication généralement quelconque relative à l'exécution du marché en cause.

Nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, de marquer votre accord sur les termes du projet d'accord transactionnel qui vous est soumis."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, intervient comme suit :

" Nous nous posons une question : comment pouvez-vous expliquer la différence de montant entre l'estimation de l'expert judiciaire qui est de 400.000,00 € et le montant qui a été adjugé pour les travaux, soit 232.000,00 € ?"

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, intervient ensuite :

" Ça fait longtemps qu'il est question de ce dossier. Une solution était recherchée entre les 3 intervenants. Jusqu'à présent, il avait été question que chacun intervienne à concurrence d'un tiers. Quand on examine les chiffres (estimation de 400.000,00 €, adjudication 232.000,00 €, accord à 153.000,00 €), j'ai deux questions. A ce prix d'adjudication, le travail ne sera-t-il pas réalisé avec une certaine légèreté ? Est-ce que l'on ne s'oriente pas de nouveau vers des problèmes ? Qu'en est-il des décisions judiciaires qui découleraient de cette affaire qui apparemment n'est toujours pas terminée ? Il y a beaucoup de flou dans ce dossier !"

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **B. MAT**, prend ensuite la parole :

" J'aurais aimé savoir ce qui a poussé d'une part cette société à chercher un accord à l'amiable et d'autre part la Ville de Tournai à l'accepter, alors qu'apparemment nous sommes proches d'un jugement ? Je rappelle que c'est un problème qui existe depuis 9 ans."

Le **Président** de séance invite Monsieur l'Echevin MR, **A. BOITE**, à répondre à ces interventions :

" La qualité du travail devra être conforme au cahier des charges. Celui-ci a été établi par un auteur de projet extérieur à la Ville de Tournai, dans le cadre de la négociation avec l'intercommunale IDETA. La conjoncture actuelle fait que les prix ont diminué. Tant mieux pour la Ville, mais cela ne signifie pas que la qualité ne sera pas au rendez-vous. Je ne peux qu'espérer que dans quelques mois, la place Saint-Pierre sera parfaitement restaurée.

En ce qui concerne la motivation, il était dans l'intérêt de la Ville de ne pas attendre l'épilogue de la procédure judiciaire. Celle-ci peut encore s'éterniser. Or l'état de la place Saint-Pierre nécessite une amélioration rapide."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, doute que deux intervenants acceptent de payer 150.000,00 € alors que les travaux ne coûtent que 230.000,00 €.

Par 29 voix pour et 7 abstentions, le Conseil communal prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'en exécution de sa délibération du 1^{er} juillet 2002, la Ville de Tournai a fait procéder à d'importants travaux d'aménagement de la place Saint-Pierre à 7500 Tournai, en ce compris les rues de la Lanterne, du Pot d'Etain, de la Triperie, Poissonnière, du Chevet Saint-Pierre, de la Tête de Veau et la ruelle d'Ennetières;

Considérant que les travaux d'aménagement de la place Saint-Pierre et des rues avoisinantes, précitées, ont été adjugés à la SA ARBEL (devenue KRINKELS) le 20 décembre 2002 et qu'un procès-verbal de réception provisoire avec remarques a été établi en date du 24 novembre 2003;

Considérant qu'au vu de ce procès-verbal, le Collège échevinal de la Ville de Tournai a accordé la réception provisoire le 12 décembre 2003 avec réserves;

Considérant que la réception définitive n'a pas été accordée au motif que l'entreprise adjudicataire a refusé de lever les réserves mentionnées dans le procès-verbal et de réparer les nouveaux désordres apparus durant le délai de garantie;

Considérant que l'entreprise adjudicataire contestait sa responsabilité dans les désordres litigieux et les imputait à un défaut de conception et/ou à un usage inapproprié des voiries litigieuses;

Considérant sa délibération du 13 novembre 2006 portant décision d'autoriser le Collège communal en vue d'assigner la société ARBEL (actuellement SA KRINKELS) et la SCRL IDETA devant le tribunal de 1^{ère} instance de Tournai en indemnisation des dommages consécutifs aux désordres constatés sur le chantier de la place Saint-Pierre et des rues avoisinantes;

Considérant que la Ville de Tournai a assigné, respectivement les 21 et 26 décembre 2006, la SA ARBEL (devenue KRINKELS) et l'Agence intercommunale de développement (IDETA), auteur de projet;

Considérant que l'association professionnelle d'architecture ART & BUILD a formé une intervention volontaire dans le cadre de la présente procédure;

Considérant que la SA FORTIS CORPORATE INSURANCE et la SA VK ENGINEERING ont fait de même;

Considérant que, par jugement rendu le 21 mars 2007, le tribunal de première instance de Tournai a désigné en qualité d'expert M. Jean-Pierre COOLS, lequel a transmis, par courrier du 30 mai 2011, les conclusions de son rapport;

Considérant qu'aux termes des conclusions de l'expert, le coût des remises en état nécessaires, en ventilant dans les manquements relevés ceux qui sont de pure exécution et ceux relevant de la conception et du contrôle de l'exécution, est évalué comme suit :

- 95.356,48 € à charge de la Ville de Tournai;
- 153.517,32 € à charge d'IDETA/ART & BUILD;
- **153.517,32 €** à charge d'ARBEL (aujourd'hui KRINKELS);
- rien à charge de VK ENGINEERING;

Considérant sa délibération du 1^{er} juillet 2013 portant décision de marquer son accord sur l'accord transactionnel intervenu entre la Ville de Tournai, la SA ART & BUILD et la SCRL IDETA destiné à mettre fin au contentieux qui les opposait par le paiement d'une somme forfaitaire et pour solde de tout compte de 120.000,00 € et la prise en charge des honoraires de l'auteur de projet;

Considérant que l'affaire en cause, actuellement toujours pendante, est connue auprès du tribunal de première instance de Hainaut, division de Tournai, sous le n° RG 07/49/A;

Considérant que les parties souhaitent mettre amiablement un terme au litige qui les oppose par la signature d'une transaction;

Considérant que la SA KRINKELS est d'accord de régler définitivement et amiablement le contentieux qui l'oppose à la Ville par le paiement d'une somme de 150.000,00 € TVA comprise;

Vu les articles L1222-1 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

Vu l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Par 29 voix pour et 7 abstentions;

DECIDE :

de marquer son accord sur les termes du projet de convention transactionnelle entre la Ville de Tournai et **la SA KRINKELS**, inscrite à la banque carrefour des entreprises sous le n° 0621.547.933, afin de mettre un terme au contentieux qui les oppose dans le cadre des désordres constatés sur le chantier de la place Saint-Pierre et des rues avoisinantes (rues de la Lanterne, du Pot d'Etain, de la Triperie, Poissonnière, du Chevet Saint-Pierre, de la Tête de Veau et ruelle d'Ennetières à Tournai) :

" Entre d'une part :

La VILLE DE TOURNAI, représentée par son Collège communal, dont les bureaux sont établis en l'Hôtel de Ville, rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, valablement représentée à la présente convention par M., Directeur général, et M., Bourgmestre, agissant en vertu d'une délibération du conseil communal du 23 février 2015, ci-après dénommée "LA VILLE TOURNAI"

Et d'autre part :

La SA KRINKELS, inscrite à la banque carrefour des entreprises sous le n° 0621.547.933 dont le siège social est établi à 1020 Bruxelles, drève Sainte-Anne, 68 B, ayant repris les droits et obligations de la **SA ARBEL**, inscrite à la banque carrefour des entreprises sous le n° 0420.685.139, dont le siège social est établi à 5100 Naninne, rue des Scabieuses, 10, valablement représentée par M., [titre], ayant le pouvoir d'engager la société, ci-après dénommée "KRINKELS"

APRES AVOIR EXPOSE QUE :

- 1.1. La VILLE DE TOURNAI a fait procéder à d'importants travaux d'aménagement de la place Saint-Pierre à 7500 Tournai, en ce compris les rues de la Lanterne, du Pot d'Etain, de la Triperie, Poissonnière, du Chevet Saint-Pierre, de la Tête de Veau et ruelle d'Ennetières.
- 1.2. Les travaux d'aménagement de la place Saint-Pierre et des rues avoisinantes précitées ont été adjugés à la SA ARBEL (devenue KRINKELS), le 20 décembre 2002.
- 1.3. Un procès-verbal de réception provisoire avec remarques a été établi en date du 24 novembre 2003. Au vu de ce procès-verbal, le Collège Echevinal de la VILLE DE TOURNAI a accordé la réception provisoire le 12 décembre 2003 avec réserves.
- 1.4. La réception définitive n'a pas été accordée.
- 1.5. Compte tenu des désordres non résolus constatés sur ledit chantier, La VILLE DE TOURNAI a assigné, respectivement les 21 et 26 décembre 2006, la SA ARBEL (devenue KRINKELS) et IDETA, auteur de projet.
- 1.6. L'Association Professionnelle d'Architecture ART & BUILD a formé une intervention volontaire dans le cadre de la présente procédure.
- 1.7. La SA FORTIS CORPORATE INSURANCE et la SA VK ENGINEERING ont fait de même.
- 1.8. L'affaire en cause, actuellement toujours pendante, est connue auprès du tribunal de première instance de Hainaut, division de Tournai, sous le n° RG 07/49/A.
- 1.9. Les parties à la présente convention, souhaitant mettre amiablement un terme au litige qui les oppose, conviennent de le régler définitivement et transactionnellement, rien omis ni excepté.

DANS CE CONTEXTE, IL EST EXPRESSEMENT ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er}

Pour solde de tout compte en principal, intérêts, frais et dépens, KRINKELS acquitte à la VILLE DE TOURNAI une somme forfaitaire de 150.000,00 € (cent cinquante mille euros), ce que la VILLE DE TOURNAI accepte expressément.

Endéans les 15 jours de la signature de la présente convention transactionnelle, KRINKELS adresse une note de crédit d'un montant de 150.000,00 € TVA comprise à valoir sur la facture n° ***, tracée par elle sur la VILLE DE TOURNAI, et, dans ce même délai de quinzaine, opère remboursement de la somme de 150.000,00 € au crédit du compte n° BE** **** **** **** de la Recette communale de la VILLE DE TOURNAI.

A défaut de paiement endéans le délai de quinzaine, la somme de 150.000,00 € produira, de plein droit et sans mise en demeure, un intérêt au taux prévu par la législation en matière de marchés publics (article 15, 4 du cahier général des charges).

KRINKELS assume seule, à l'entière décharge de la VILLE DE TOURNAI, les éventuelles conséquences fiscales de l'émission d'une note de crédit à valoir sur la facture et garantit, en toute hypothèse, la VILLE DE TOURNAI du paiement intégral de la somme de 150.000,00 €.

Article 2

En contrepartie du paiement évoqué à l'article 1^{er}, la VILLE DE TOURNAI libère :

- le solde du cautionnement constitué auprès d'ATRADIUS sous le n° 051WF4 – réf. 4558 à concurrence de 14.905,00 €;
- le solde du cautionnement constitué auprès de GERLING NCM sous le n° 051WF4 – réf. 4405 à concurrence de 42.145,00 €.

Article 3

La VILLE DE TOURNAI assume et fait son affaire personnelle, à l'entière décharge de KRINKELS, de l'éventuelle indemnité de procédure qui serait due et réclamée par la SA VK ENGINEERING, partie intervenante volontaire dans l'affaire RG 07/49/A.

KRINKELS assume et fait son affaire personnelle, à l'entière décharge de la VILLE DE TOURNAI, de l'éventuelle indemnité de procédure qui serait due et réclamée par la SA AMLIN CORPORATE INSURANCE, partie intervenante volontaire dans l'affaire RG 07/49/A.

Article 4

Les parties KRINKELS et VILLE DE TOURNAI renoncent réciproquement à toute indemnité de procédure.

Article 5

Moyennant parfaite exécution de la présente convention, KRINKELS est déchargée de toute responsabilité découlant de l'exécution du marché en cause et chaque partie renonce à toute revendication généralement quelconque relative à l'exécution du marché en cause.

Article 6

Moyennant parfaite exécution de la présente convention, les parties informeront le tribunal de première instance de Hainaut, division de Tournai, de leur accord, ainsi que les autres parties à la procédure en cause (RG 07/49/A).

Article 7

La présente convention vaut, entre les parties, transaction au sens des articles 2044 et 2052 du Code civil.

Article 8 :

Tout litige qui résulterait de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est de la compétence des cours et tribunaux de l'ordre judiciaire territorialement compétent pour le territoire de la Ville de Tournai.

Fait à Tournai, le 2015".

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, R. DELVIGNE, Mmes L. DEDONDER, L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVI, M. G. DENONNE

10. Eclairage public. Ajout et déplacement de points lumineux à Mont-Saint-Aubert et Tournai. Ajout d'un point lumineux à la résidence du Vert Marais à Kain. Remplacement de points lumineux à Tournai et Kain. Ajout de deux points lumineux à Tournai. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) Par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) a été désignée en tant que gestionnaire du réseau de distribution sur le territoire de Tournai.

En date du 31 décembre 2013, l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets est née de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie en ce et y compris l'intercommunale d'électricité du Hainaut.

L'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics précise que la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne".

L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mettant à la charge des gestionnaires de réseau de distribution indique une obligation de service public pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public.

ORES a transmis un devis n° 20357736 relatif à l'ajout d'un point lumineux à la rue des Pierrots à Kain/Mont-Saint-Aubert. Le coût de cette installation s'élève forfaitairement à 1.536,76 € hors TVA. En application de l'autoliquidation par le cocontractant, le montant de la TVA au taux de 21 % soit la somme de 322,72 € sera payée auprès du Service public fédéral finances.

ORES a transmis un devis n° 20351479 relatif au déplacement de deux ouvrages à la rue de l'Athénée à Tournai. Le coût de ce déplacement s'élève forfaitairement à 2.270,99 € hors TVA. En application de l'autoliquidation par le cocontractant, le montant de la TVA au taux de 21 % soit la somme de 476,91 € sera payée auprès du Service public fédéral finances;

Les services techniques communaux ont émis un avis favorable.

Des crédits permettant de supporter la dépense sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 426/735-60.

Nous vous proposons d'accepter les deux.

- 2) Par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) – devenue l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets en date du 31 décembre 2013 - a été désignée comme gestionnaire du réseau de distribution sur le territoire de Tournai.

L'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics précise que la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne".

L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 indique une obligation de service public à charge des gestionnaires de réseaux de distribution en ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public.

En date du 2 juin 2014, vous avez décidé de confier à l'IEH devenue ORES Assets, les prestations de services relatives à l'ajout d'un point lumineux à proximité du n° 27 de la résidence du Vert Marais à Kain.

ORES a exécuté les travaux pour un montant s'élevant à 2.199,67 € hors TVA (taxe à acquitter par le cocontractant –arrêté royal n° 1 article 20).

Les crédits inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 426/735-60 permettent de supporter la dépense.

Il vous appartient d'approuver la dépense résultant de l'exécution de ces travaux.

- 3) Par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) - devenue en date du 31 décembre 2013 l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets - a été désignée en tant que gestionnaire de réseaux de distribution sur le territoire de Tournai.

L'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics précise que la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne".

L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 indique une obligation de service public à charge des gestionnaires de réseaux de distribution en ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public.

Des devis de remplacement de poteaux d'éclairage défaillants situés à la place de Lille, à la rue Jean-Baptiste Moens à Tournai et à la rue du Pont à Kain ont été établis par ORES Assets pour un montant total de 11.057,04 € hors TVA et sur lesquels nos services techniques ont émis un avis favorable.

Des crédits permettant de supporter la dépense sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 426/735-60.

Il vous appartient d'approuver l'exécution de ces travaux de remplacement.

- 4) En date du 29 avril 2013, vous avez décidé de confier à l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) l'exécution des travaux de remplacement des tubes lumineux sur le territoire de Tournai ventilés en trois phases successives :

- Phase 1 : Kain et Mont-Saint-Aubert (213 luminaires)
- Phase 2 : Templeuve, Ramegnies-Chin, Blandain (212 luminaires)
- Phase 3 : Rumillies, Mourcourt, Froyennes, Orcq, Marquain, Lamain, Tournai et Vaulx (221 luminaires).

L'intervention communale se monte à 2.328,62 € hors TVA, soit 2.817,63 € TVA comprise.

En date du 30 juin 2014, vous avez décidé de confier à ORES Assets l'exécution des travaux de remplacement des tubes lumineux sur le territoire de Tournai (phase 4 : réduit des Sions) estimés forfaitairement à 4.962,38 € hors TVA, soit 6.004,48 € TVA 21 % comprise, et pour laquelle l'intervention communale s'élève à 82,38 € hors TVA soit 99,68 € TVA comprise.

En date du 21 octobre 2014, ORES a transmis un devis relatif à une cinquième phase du remplacement des tubes lumineux de l'entité portant sur la ruelle de la résistance à Kain, estimée forfaitairement à 467,26 € hors TVA, et pour laquelle l'intervention communale s'élève à 27,26 € hors TVA soit 32,98 € TVA comprise.

Des crédits permettant de supporter cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 426/735-60.

Nous vous proposons d'approuver l'exécution de ces travaux par ORES pour un montant de 27,26 € hors TVA soit 32,98 € TVA comprise.

- 5) Par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH), devenue l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets le 31 décembre 2013, a été désignée en tant que gestionnaire de réseaux de distribution sur le territoire de Tournai.

L'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics précise que la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne".

L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mettant à la charge des gestionnaires de réseaux de distribution indique une obligation de service public pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public.

En date du 19 novembre 2012, vous avez décidé de faire élaborer le projet de l'ajout de deux points lumineux à la rue Perdue, sur le front bâti situé entre la résidence l'Orchidée et l'hôtel Alcantara estimé à 1.962,47 € TVA comprise, et de confier à l'intercommunale gestionnaire de réseaux de distribution l'ensemble des prestations de services liées à l'élaboration et à l'exécution du projet.

En date du 29 décembre 2014, ORES Assets a introduit sa facture n° 12027341 s'élevant à 1.621,88 € hors TVA. La TVA d'un montant de 340,59 € étant payée directement auprès du Service public fédéral finances.

Les services techniques communaux ont attesté que ces travaux avaient bien été réalisés.

Des crédits permettant de supporter la dépense sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 426/735-60.

Il vous appartient d'accepter la dépense."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que, par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) a été désignée en tant que gestionnaire du réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets est né de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie en ce et y compris l'intercommunale d'électricité du Hainaut;

Vu l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou à une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mettant à la charge des gestionnaires de réseau de distribution une obligation de service public pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;

Considérant la demande de riverains relative à la sécurisation de l'embranchement en Y formé par la rue de Billemont et la rue des Pierrots à Mont-Saint-Aubert;

Considérant le devis n° 20357736 établi par ORES relatif à l'ajout d'un point lumineux à la rue des Pierrots à Kain/Mont-Saint-Aubert, le coût de cette installation s'élevant forfaitairement à 1.536,76 € hors TVA; qu'en application de l'autoliquidation par le cocontractant, le montant de la TVA au taux de 21 %, soit la somme de 322,72 €, sera payé auprès du Service public fédéral finances;

Considérant l'utilité en matière d'espace public de remplacer les deux candélabres de la rue de l'Athénée par deux armatures sur façade;

Considérant le devis n° 20351479 établi par ORES relatif au déplacement de deux ouvrages à la rue de l'Athénée à Tournai, le coût de ce déplacement s'élevant forfaitairement à 2.270,99 € hors TVA; qu'en application de l'autoliquidation par le cocontractant, le montant de la TVA au taux de 21 %, soit la somme de 476,91 €, sera payé auprès du Service public fédéral finances;

Considérant l'avis favorable des services techniques communaux;

Considérant que des crédits permettant de supporter la dépense sont prévus au budget extraordinaire 2015, à concurrence de 150.000,00 € sous l'article 426/735-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, rue de la Lys, 10 à 7500 Tournai :

- l'ajout d'un point lumineux à la **rue des Pierrots à Kain/Mont-Saint-Aubert**. Le coût de cette installation s'élève forfaitairement à 1.536,76 € hors TVA. En application de l'autoliquidation par le cocontractant, le

montant de la TVA au taux de 21 %, soit la somme de 322,72 €, sera payé auprès du Service public fédéral finances;

- le déplacement de deux ouvrages à la rue de l'Athénée à Tournai. Le coût de ce déplacement s'élève forfaitairement à 2.270,99 € hors TVA. En application de l'autoliquidation par le cocontractant, le montant de la TVA au taux de 21 %, soit la somme de 476,91 €, sera payé auprès du Service public fédéral finances.

Article 2 : d'imputer les dépenses résultant de l'exécution de ces prestations sous l'article 426/735-60 du budget extraordinaire 2015.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) – devenue l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets en date du 31 décembre 2013 - a été désignée en tant que gestionnaire des réseaux de distribution sur le territoire de Tournai;

Considérant que l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics précise que la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou à une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

Considérant que l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 indique une obligation de service public à charge des gestionnaires de réseaux de distribution en ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu sa décision prise en date du 2 juin 2014 de confier à l'IEH devenue ORES Assets, les prestations de services relatives à l'ajout d'un point lumineux à proximité du n° 27 de la résidence du Vert Marais à Kain;

Considérant qu'ORES a exécuté les travaux pour un montant s'élevant à 2.199,67 € hors TVA (taxe à acquitter par le cocontractant –arrêté royal n° 1 - article 20);

Considérant que les crédits inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 426/735-60 permettent de supporter la dépense;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver les travaux d'ajout d'un point lumineux à proximité du **n° 27 de la résidence du Vert Marais à Kain**, exécutés par ORES Assets, en vertu de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public. Le coût des travaux s'élève à 2.199,67 € hors TVA (taxe à acquitter par le cocontractant – arrêté royal n° 1 article 20).

La TVA d'un montant de 461,93 € sera payée auprès du Service public fédéral finances.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) - devenue en date du 31 décembre 2013 l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets - a été désignée en tant que gestionnaire de réseaux de distribution sur le territoire de Tournai;

Considérant que l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics précise que la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou à une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

Considérant que l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 indique une obligation de service public à charge des gestionnaires de réseaux de distribution en ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Considérant que des devis de remplacement de poteaux d'éclairage défaillants situés à la place de Lille et à la rue Jean-Baptiste Moens à Tournai ainsi qu'à la rue du Pont à Kain ont été établis par ORES Assets pour un montant total de 11.057,04 € hors TVA et sur lesquels nos services techniques ont émis un avis favorable;

Considérant que des crédits permettant de supporter la dépense sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 426/735-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, 10 rue de la Lys à 7500 Tournai, le remplacement des points lumineux suivants :

Adresse	Référence	Montant (hors TVA)
Place de Lille à Tournai	Poteaux Géolum n° 255/07549 - 07548 - 07552 - 07557 - 07559	7.318,24 €
Rue Jean-Baptiste Moens à Tournai	Poteau Géolum n° 255/07492	1.490,07 €
Rue du Pont à Kain	Poteau Géolum n° 255/02938	2.248,73 €

Ces interventions représentent un montant total de 11.057,04 € hors TVA. Cette taxe, d'un montant total de 2.321,98 €, sera payée directement à l'administration de la TVA.

Article 2 : d'imputer les dépenses résultant de l'exécution de cette remise en état sous l'article 426/735-60 du budget extraordinaire 2015 (budget initial 150.000,00 €). Ces crédits sont financés par emprunt.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu sa décision du 29 avril 2013 de confier à l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) l'exécution des travaux de remplacement des tubes lumineux sur le territoire de Tournai ventilés en trois phases successives :

- Phase 1 : Kain et Mont-Saint-Aubert (213 luminaires)
- Phase 2 : Templeuve, Ramegnies-Chin, Blandain (212 luminaires)
- Phase 3 : Rumillies, Mourcourt, Froyennes, Orcq, Marquain, Lamain, Tournai et Vaulx (221 luminaires);

Considérant que, dans ces travaux, l'intervention communale se monte à 2.328,62 € hors TVA, soit 2.817,63 € TVA comprise;

Vu sa décision du 30 juin 2014 de confier à ORES Assets l'exécution des travaux de remplacement des tubes lumineux sur le territoire de Tournai (phase 4 : réduit des Sions) estimés forfaitairement à 4.962,38 € hors TVA, soit 6.004,48 € TVA 21 % comprise, et pour laquelle l'intervention communale s'élève à 82,38 € hors TVA soit 99,68 € TVA comprise;

Considérant qu'en date du 21 octobre 2014, ORES a transmis un devis relatif à une cinquième phase du remplacement des tubes lumineux de l'entité portant sur la ruelle de la Résistance à Kain, estimée forfaitairement à 467,26 € hors TVA, et pour laquelle l'intervention communale s'élève à 27,26 € hors TVA soit 32,98 € TVA comprise;

Considérant que des crédits permettant de supporter cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 426/735-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : de confier à ORES ASSETS l'exécution des travaux de remplacement des tubes lumineux sur le territoire de Tournai (phase 5 : **ruelle de la Résistance à Kain**) estimés forfaitairement à 467,26 € hors TVA et pour laquelle l'intervention communale s'élève à 27,26 € hors TVA soit 32,98 € TVA comprise.

Article 2 : les crédits nécessaires pour faire face à cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60 (budget initial : 150.000,00 € et financés par emprunt).

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (I.E.H.), devenue l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets le 31 décembre 2013, a été désignée en tant que gestionnaire de réseaux de distribution sur le territoire de Tournai;

Vu l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou à une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mettant à la charge des gestionnaires de réseaux de distribution une obligation de service public pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;

Vu la décision du Conseil communal du 19 novembre 2012 de faire élaborer le projet de l'ajout de deux points lumineux à la rue Perdue, sur le front bâti situé entre la résidence l'Orchidée et l'hôtel Alcantara estimé à 1.962,47 € TVA comprise, et de confier à l'intercommunale gestionnaire de réseaux de distribution l'ensemble des prestations de services liées à l'élaboration et à l'exécution du projet;

Vu la facture n° 12027341 datée du 29 décembre 2014 émanant d'ORES Assets et s'élevant à 1.621,88 € hors TVA, la TVA d'un montant de 340,59 € étant payée directement auprès du Service public fédéral finances;

Considérant que les services techniques communaux ont attesté que ces travaux avaient bien été réalisés;

Considérant que des crédits permettant de supporter la dépense sont prévus au budget extraordinaire 2015 à concurrence de 150.000,00 € sous l'article 426/735-60 financé par emprunt;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver l'exécution par ORES Assets, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, des travaux d'éclairage public ayant pour objet l'ajout de deux points lumineux à la **rue Perdue, sur le front bâti situé entre la résidence l'Orchidée et l'hôtel Alcantara** s'élevant à 1.621,88 € hors TVA, la TVA d'un montant de 340,59 € étant payée directement auprès du Service public fédéral finances.

11. Royale Union Sportive Tournai Athlétisme (RUSTA). Etudes préalables à la rénovation et à l'extension du hall des sports. Mode et conditions de passation des marchés.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 22 septembre 2014, vous avez décidé de passer un marché de travaux ayant pour objet la rénovation et l'extension du hall des sports de la Royale union sportive Tournai athlétisme (RUSTA) situé rue Gros Fidèle à Gaurain-Ramecroix, estimé à 1.362.154,62 € hors TVA, soit 1.648.207,09 € TVA comprise.

En date du 29 janvier 2015, les services techniques ont transmis les dossiers relatifs aux études préalables au reconditionnement et à l'extension du hall des sports de la RUSTA avec la création de vestiaires et de bureaux estimées et ventilées comme suit :

- désignation d'un auteur de projet de faisabilité et responsable PEB (performance énergétique des bâtiments), dont le coût est estimé à 9.000,00 € TVA comprise;
- mission d'étude de stabilité, dont le coût est estimé à 11.999,99 € TVA comprise;
- essais de sol et étude du risque karstique, dont le coût est estimé à 5.000,00 € TVA comprise;
- mission d'ingénieur en techniques spéciales HVAC (chaleur, ventilation, air conditionné), électricité et travaux assimilés, dont le coût est estimé à 14.000,00 € TVA comprise.

Le montant total des ces études s'élève à 39.999,99 €.

Ces études sont indispensables au projet d'extension du hall des sports afin de définir avec exactitude les ouvrages de fondation, de stabilité du bâtiment, les besoin en HVAC et en électricité et pour répondre aux obligations légales dans le cadre du dépôt du permis d'urbanisme.

Des crédits de l'ordre de 40.000,00 € sont prévus par fonds de réserve au budget extraordinaire du présent exercice sous l'article 7641/733-60.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ces marchés."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **B. MAT**, demande des informations au sujet de bâtiment prévu à proximité de la ligne d'arrivée du 400 m.

Monsieur l'Echevin PS, **T. BOUZIANE**, lui répond comme suit :

" Il s'agit de deux dossiers distincts. Pour le premier, nous avons déjà reçu la promesse de subsides. Par contre, nous n'avons toujours pas reçu de réponse positive pour l'espace accueil. C'est un dossier que nous avons élaboré avec la Province, la Ville et Infrasports. Nous essayons de trouver un compromis. Nous allons défendre cet espace d'accueil qui devra accueillir des personnes à mobilité réduite. Ce projet de 600.000,00 € est pour l'instant en attente de subvention."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant qu'en séance du 22 septembre 2014, il a été décidé de passer un marché de travaux ayant pour objet la rénovation et l'extension du hall des sports de la Royale Union Sportive Tournai Athlétisme (RUSTA) situé rue Gros Fidèle à Gaurain-Ramecroix, estimé à 1.362.154,62 € hors TVA, soit 1.648.207,09 € TVA comprise;

Considérant qu'en date du 29 janvier 2015, les services techniques ont transmis les dossiers relatifs aux études préalables à la rénovation et à l'extension du hall des sports de la RUSTA avec la création de vestiaires et de bureaux estimées et ventilées comme suit :

- désignation d'un auteur de projet de faisabilité et responsable PEB (performance énergétique des bâtiments), dont le coût est estimé à 9.000,00 € TVA comprise;
- mission d'étude de stabilité, dont le coût est estimé à 11.999,99 € TVA comprise;
- essais de sol et étude du risque karstique, dont le coût est estimé à 5.000,00 € TVA comprise;
- mission d'ingénieur en techniques spéciales HVAC (chaleur, ventilation, air conditionné), électricité et travaux assimilés, dont le coût est estimé à 14.000,00 € TVA comprise;

Considérant que le montant total des ces études s'élève à 39.999,99 €;

Considérant que ces études sont indispensables au projet d'extension du hall des sports afin de définir avec exactitude les ouvrages de fondation, de stabilité du bâtiment, les besoins en HVAC et en électricité et pour répondre aux obligations légales dans le cadre du dépôt du permis d'urbanisme;

Considérant que des crédits de l'ordre de 40.000,00 € sont prévus par fonds de réserve au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7641/733-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège Communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé quatre marchés préalables à la rénovation et l'extension du hall des sports de la Royale Union Sportive Tournai Athlétisme (RUSTA) estimés et ventilés comme suit :

- l'étude du risque karstique et essais de sol, dont le coût est estimé à 4.132,23 € hors TVA, soit 5.000,00 € TVA comprise;
- l'étude de faisabilité et de la PEB (performance énergétique des bâtiments), dont le coût est estimé à 7.438,02 € hors TVA, soit 9.000,00 € TVA comprise;
- l'étude de stabilité, dont le coût est estimé à 9.917,35 € hors TVA, soit 11.999,99 € TVA comprise;
- mission d'ingénieur en techniques spéciales HVAC (chaleur, ventilation, air conditionné) et électricité et travaux assimilés, dont le coût est estimé à 11.570,25 € hors TVA, soit 14.000,00 € TVA comprise.

Le montant total de ces marchés s'élève à 39.999,99 € TVA comprise.

Les montants repris ci-dessus ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ces marchés de services seront passés par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure et après consultation de plusieurs prestataires de services et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application pour les marchés relatifs à la stabilité et aux techniques spéciales.

Article 4 : les marchés concernant les essais de sol et l'étude du risque karstique ainsi que l'étude de faisabilité et la PEB, inférieurs à 8.500,00 € hors TVA, seront constatés par simple facture acceptée conformément à l'article 110 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 40.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7641/733-60 et sont financés par fonds de réserve.

12. Service informatique. Acquisition de bornes Wi-Fi pour l'Hôtel de Ville, le Pont de Maire et l'office du tourisme. Acquisition de fibres optiques pour le bouclage du réseau informatique. Mise à jour de l'infrastructure "serveurs et data center" pour les nouveaux logiciels utilisés par la Ville de Tournai. Mise à disposition, configuration et maintenance d'un système d'information géographique des cimetières. Mode et conditions de passation des marchés.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) La mise en place des applications "e-College" et "e-Conseil" et l'augmentation d'appareils mobiles nécessitent la mise à disposition des mandataires et du personnel communal (selon les besoins) de connexions Wi-Fi sécurisées et intégrées au réseau informatique de la Ville de Tournai.

Le service informatique a donc établi un cahier spécial des charges relatif à l'acquisition et au placement à l'Hôtel de Ville, sur le site du Pont de Maire et à l'office du tourisme, de bornes, antennes et accessoires estimés à 20.661,16 € hors TVA soit 25.000,00 € TVA comprise.

Le câblage de chaque point sera réalisé par le personnel communal.

Au vu de l'estimation du marché, il est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015, sous l'article 104/742-53 à concurrence de 820.000,00 € financé par emprunt.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché.

- 2) Suite aux recommandations de l'audit réseau, la mise en place de nouveaux services comme la VOIP (nouveau système de téléphonie), le Wi-Fi et la virtualisation entraînent de nouvelles exigences et nécessitent des modifications afin d'assurer une évolution optimale du réseau et des services de la Ville de Tournai.

Le service informatique a établi un cahier spécial des charges relatif à l'acquisition et au placement de fibres optiques afin de permettre le bouclage du réseau informatique sur le site de l'Hôtel de Ville estimé à 10.850,00 € hors TVA soit 13.128,50 € TVA comprise.

Au vu de l'estimation du marché, il est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015, sous l'article 104/742-53 à concurrence de 820.000,00 €.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché.

- 3) Compte tenu du remplacement des logiciels "comptabilité, taxe et paie" développés par le Centre public d'action sociale, ainsi que de l'hébergement des solutions intranet et helpdesk, il s'avère nécessaire de mettre à niveau l'infrastructure informatique "serveurs et data center" de l'administration communale.

Le service informatique propose de passer un marché portant sur l'installation, la configuration, le paramétrage et la virtualisation des serveurs nécessaires à accueillir les bases de données et les logiciels prévus pour le remplacement des applications.

Ce marché est estimé à 49.140,00 € hors TVA soit 59.459,40 € TVA comprise.

Au vu de cette estimation, il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015, sous l'article 104/742-53 à concurrence de 820.000,00 €.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché.

- 4) Conformément au décret du 6 mars 2009 dit "décret sur les funérailles et sépultures" ou "décret cimetières", les communes doivent disposer d'une cartographie précise de leurs cimetières.

Les archives concernant les 33 cimetières de l'entité sont estimées à 33.083 emplacements et il est proposé de les informatiser.

Le service informatique a établi un cahier spécial des charges relatif à la mise à disposition, la configuration et la maintenance (4 ans) d'un système d'information géographique des cimetières intégré à l'application de gestion des concessions SAPHIR utilisé à la Ville de Tournai pour un montant estimé de 118.000,00 € hors TVA soit 142.780,00 € TVA 21 % comprise.

Au vu de l'estimation du marché, il est proposé de le passer par procédure négociée avec publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 2 d° de la loi du 15 juin 2006.

Les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits, pour l'acquisition, au budget extraordinaire 2015, sous l'article 104/742-53 à concurrence de 820.000,00 €. Pour la maintenance, des crédits seront inscrits aux budgets ordinaires 2016 et suivants.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-4;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que la mise en place des applications "e-College" et "e-Conseil" et l'augmentation des appareils mobiles nécessitent la mise à dispositions des mandataires et du personnel communal (selon les besoins) de connexions Wi-Fi sécurisées et intégrées au réseau informatique de la Ville de Tournai;

Considérant que le service informatique a donc établi un cahier spécial des charges relatif à l'acquisition et au placement à l'Hôtel de Ville, sur le site du Pont de Maire et à l'office du tourisme, de bornes, antennes et accessoires estimés à 20.661,16 € hors TVA soit 25.000,00 € TVA comprise;

Considérant que le câblage de chaque point sera réalisé par le personnel communal;

Considérant qu'au vu de l'estimation du marché, il est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53, à concurrence de 820.000,00 €, financé par emprunt;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet **l'acquisition et le placement à l'Hôtel de Ville, sur le site du Pont de Maire et à l'Office du Tourisme, de bornes, antennes et accessoires permettant les connexions Wi-Fi des appareils mobiles au réseau informatique de la Ville de Tournai** pour un montant estimé à 20.661,16 € hors TVA soit 25.000,00 € TVA 21 % comprise.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi, d'une part, par les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les dispositions du cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53, à concurrence de 820.000,00 €, financé par emprunt.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-4;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que, suite aux recommandations de l'audit réseau, la mise en place de nouveaux services comme la VOIP (nouveau système de téléphonie), le Wi-Fi et la virtualisation entraînent de nouvelles exigences et nécessitent des modifications afin d'assurer une évolution optimale du réseau et des services de la Ville de Tournai;

Considérant que le service informatique a établi un cahier spécial des charges relatif à l'acquisition et au placement de fibres optiques afin de permettre le bouclage du réseau informatique sur le site de l'Hôtel de Ville estimé à 10.850,00 € hors TVA soit 13.128,50 € TVA comprise;

Considérant qu'au vu de l'estimation du marché, il est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015, sous l'article 104/742-53 à concurrence de 820.000,00 €;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché ayant pour objet **l'acquisition et le placement de fibres optiques afin de permettre le bouclage du réseau informatique sur le site de l'Hôtel de Ville**, pour un montant estimé de 10.850,00 € hors TVA soit 13.128,50 € TVA 21 % comprise.

Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché sera régi, d'une part, par les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les dispositions du cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53 à concurrence de 820.000,00 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-4;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux, notamment l'article 5 § 2;

Considérant qu'en fonction du remplacement des logiciels "comptabilité, taxe, paie" développés par le Centre public d'action sociale (CPAS), ainsi que de l'hébergement des solutions intranet et helpdesk, il s'avère nécessaire de mettre à niveau l'infrastructure informatique "serveurs et data center" de l'administration communale;

Considérant que le service informatique propose de passer un marché portant sur l'installation, la configuration, le paramétrage et la virtualisation des serveurs nécessaires à accueillir les bases de données et les logiciels prévus pour le remplacement des applications;

Considérant que le marché est estimé à 49.140,00 € hors TVA soit 59.459,40 € TVA comprise;

Considérant qu'au vu de cette estimation, il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015, sous l'article 104/742-53 à concurrence de 820.000,00 €;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet **la mise à jour de l'infrastructure "serveurs et data center" pour les nouveaux logiciels (comptabilité, taxe, paie, intranet et système helpdesk) utilisés à la Ville de Tournai** pour un montant estimé à 49.140,00 € hors TVA soit 59.459,40 € TVA 21 % comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les dispositions du cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015, sous l'article 104/742-53, à concurrence de 820.000,00 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-4;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que, conformément au décret du 6 mars 2009 dit "décret sur les funérailles et sépultures" ou "décret cimetières", les communes doivent disposer d'une cartographie précise de leurs cimetières;

Considérant que les archives des 33 cimetières de l'entité sont estimées à 33.083 emplacements et qu'il est proposé de les informatiser;

Considérant que le service informatique a établi un cahier spécial des charges relatif à la mise à disposition, la configuration et la maintenance (4 ans) d'un système d'information géographique des cimetières intégré à l'application de gestion des concessions SAPHIR utilisé à la Ville de Tournai pour un montant estimé de 118.000,00 € hors TVA soit 142.780,00 € TVA 21 % comprise;

Considérant qu'au vu de l'estimation du marché, il est proposé de le passer par procédure négociée avec publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 2 d de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits, pour l'acquisition, au budget extraordinaire 2015, sous l'article 104/742-53 à concurrence de 820.000,00 € et que, pour la partie maintenance, des crédits seront inscrits aux budgets ordinaires 2016 et suivants;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché ayant pour objet la **mise à disposition, la configuration et la maintenance (4 ans) d'un système d'information géographique des cimetières intégré à l'application de gestion des concessions SAPHIR utilisé à la Ville de Tournai** pour un montant estimé de 118.000,00 € hors TVA soit 142.780,00 € TVA 21 % comprise.
Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée avec publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 2 d de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les critères de sélection qualitative consisteront en la fourniture des documents suivants :

- par la remise de son offre, le soumissionnaire atteste ne pas se trouver dans l'un des cas visés à l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 et à l'article 20 § 1/1 de la loi du 15 juin 2006;
- une déclaration bancaire appropriée;
- une liste des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise, en particulier de ceux qui sont responsables de la qualité;
- une note de présentation relative à deux références pour des fournitures équivalentes d'un montant minimum de 15.000,00 € hors TVA, ayant eu lieu dans les trois dernières années;

Article 4 : ce marché sera régi d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les dispositions du cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 5 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits, pour l'acquisition, au budget extraordinaire 2015, sous l'article 104/742-53 à concurrence de 820.000,00 €. Pour la partie maintenance, des crédits seront inscrits aux budgets ordinaires 2016 et suivants.

13. Service informatique. Marché conjoint Ville-Centre public d'action sociale (CPAS). Fourniture, production et maintenance d'une solution logicielle pour le calcul de la rémunération des agents et toute la gestion administrative. Mode et conditions de passation du marché. Convention de passation d'un marché conjoint Ville – Centre public d'action sociale. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) En date du 22 septembre 2014, vous avez approuvé la convention visant à la passation d'un marché conjoint pour la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale (CPAS), en vue de la fourniture de logiciels pour la gestion de la comptabilité et des taxes communales.

En cette même séance du 22 septembre 2014, vous avez décidé de passer, par appel d'offres ouvert avec publicité européenne, conformément aux dispositions des articles 23, 25 et 38, un marché conjoint de fournitures ayant pour objet l'acquisition et la maintenance d'une solution logicielle permettant le calcul des rémunérations des agents et la gestion des ressources humaines couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS, dont le coût est estimé à 268.000,00 € hors TVA, soit 324.280,00 € TVA comprise (part ville : 170.610,00 € - part CPAS : 153.670,00 €).

L'offre la plus basse s'est élevée à 422.816,00 € hors TVA, soit 511.607,36 € TVA comprise soit + 36,62 % par rapport à l'estimation.

Nous avons donc décidé, en date du 16 janvier 2015, conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi du 15 juin 2006, de renoncer à passer le susdit marché conjoint au motif que les prix proposés étaient significativement plus élevés (+ 36,62 %) que l'estimation initiale du marché.

Le service informatique a donc revu le cahier spécial des charges afin de réduire les coûts et celui-ci porte désormais sur la fourniture et la maintenance (2 ans) d'une solution logicielle permettant le calcul des rémunérations des agents et toute la gestion administrative de la Ville de Tournai et du CPAS de Tournai liée à ce calcul des rémunérations (arrêts de maladie, congés sans solde, exceptionnels, pécule de vacances, pause-carrière...).

La gestion de la paie doit être considérée comme absolument prioritaire afin que tous les agents puissent être rémunérés en temps et en heure, tandis que la partie "gestion des ressources humaines" pourra être intégrée plus tard.

Ce nouveau marché est estimé à 220.000,00 € hors TVA soit 266.200,00 € TVA comprise (part ville : 154.275,00 € - part CPAS : 111.925,00 €). Il est donc proposé de le passer par appel d'offres ouvert avec publicité européenne conformément aux dispositions des articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006.

Les crédits permettant de supporter les dépenses à charge de la Ville de Tournai sont prévus au budget extraordinaire sous l'article 104/742-53. Les crédits nécessaires à la maintenance seront prévus aux budgets ordinaires 2016 et 2017.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché.

- 2) En date du 22 septembre 2014, vous avez décidé de marquer votre accord sur la convention visant à la passation d'un marché conjoint entre la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale, en vue de la fourniture de logiciels relatifs à la gestion des ressources humaines et au calcul des rémunérations.

En cette même séance du 22 septembre 2014, vous avez décidé de passer, par appel d'offres ouvert avec publicité européenne, conformément aux dispositions des articles 23, 25 et 38, un marché conjoint de fournitures ayant pour objet l'acquisition et la maintenance d'une solution logicielle permettant le calcul des rémunérations des agents et la gestion des ressources humaines couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS dont le coût était estimé à 268.000,00 € hors TVA, soit 324.280,00 € TVA comprise (part ville : 170.610,00 € - part CPAS : 153.670,00 €).

L'offre la plus basse s'est élevée à 422.816,00 € hors TVA, soit 511.607,36 € TVA comprise, soit + 36,62 % par rapport à l'estimation.

Nous avons donc décidé en date du 16 janvier 2015, conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi du 15 juin 2006, de renoncer à passer le susdit marché conjoint au motif que les prix proposés étaient significativement plus élevés (+ 36,62 %) que l'estimation initiale du marché.

Le service informatique a donc revu le cahier spécial des charges afin de réduire les coûts et celui-ci porte désormais sur la fourniture et la maintenance (2 ans) d'une solution logicielle permettant le calcul des rémunérations des agents et de toute la gestion administrative s'y rapportant (arrêts de maladie, congés sans solde, exceptionnels, pécule de vacances, pause-carrière...).

Ce nouveau marché devrait être passé par appel d'offres ouvert avec publicité européenne conformément aux dispositions des articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006.

Une nouvelle convention de marché conjoint a donc été établie, dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

- le CPAS désigne la Ville de Tournai comme pouvoir adjudicateur et délègue ses compétences dans le cadre de la procédure d'attribution des marchés publics conjoints relatifs à la fourniture de logiciels de calcul de rémunération et de gestion administrative;
- les obligations réciproques des parties visant le bon déroulement de la procédure sont fixées;
- la convention est conclue à titre gratuit et pour une durée déterminée d'un an à compter de sa signature. Elle est résiliable moyennant un préavis de 3 mois notifié à l'autre partie.

Nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, de marquer votre accord sur les termes de la convention précitée."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-4;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 23, 25 et 38;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux, notamment l'article 5 § 2;

Vu sa décision prise en date du 22 septembre 2014 de marquer son accord sur la convention visant à la passation d'un marché conjoint entre la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale (CPAS), pour l'acquisition de logiciels relatifs à la gestion de la comptabilité et des taxes communales;

Vu sa décision prise en cette même séance du 22 septembre 2014 de passer, par appel d'offres ouvert avec publicité européenne, conformément aux dispositions des articles 23, 25 et 38, un marché conjoint de fournitures ayant pour objet l'acquisition et la maintenance d'une solution logicielle permettant le calcul des rémunérations des agents et la gestion des ressources humaines couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS dont le coût est estimé à 268.000,00 € hors TVA, soit 324.280 € TVA comprise (part ville : 170.610,00 € - part CPAS : 153.670,00 €);

Considérant que l'offre la plus basse s'élevait à 422.816,00 € hors TVA, soit 511.607,36 € TVA comprise soit + 36,62 % par rapport à l'estimation;

Vu la décision du Collège communal du 16 janvier 2015, conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi du 15 juin 2006, de renoncer à passer le susdit marché conjoint au motif que les prix proposés étaient significativement plus élevés que l'estimation initiale du marché + 36,62 %;

Considérant que le service informatique a donc revu le cahier spécial des charges afin de réduire les coûts et que celui-ci porte désormais sur la fourniture et la maintenance (2 ans) d'une solution logicielle permettant le calcul des rémunérations des agents et toute la gestion administrative de la Ville de Tournai et du CPAS de Tournai liée à ce calcul des rémunérations (arrêts de maladie, congés sans solde, exceptionnels, pécule de vacances, pause-carrière);

Considérant que la gestion de la paie doit être considérée comme absolument prioritaire pour que tous les agents puissent être rémunérés en temps et en heure, tandis que la partie "gestion des ressources humaines" pourra être intégrée plus tard;

Considérant que ce nouveau marché est estimé à 220.000,00 € hors TVA soit 266.200,00 € TVA comprise (part ville: 154.275,00 € - part CPAS : 111.925,00 €) et qu'il est donc proposé de le passer, par appel d'offres ouvert avec publicité européenne conformément aux dispositions des articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits permettant de supporter les dépenses à charge de la Ville de Tournai pour l'acquisition du logiciel sont prévus au budget extraordinaire sous l'article 104/742-53 et que les crédits nécessaires à la maintenance seront prévus aux budgets ordinaires 2016 et 2017;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un **marché conjoint Ville - Centre public d'action sociale ayant pour objet l'acquisition et la maintenance d'une solution logicielle permettant le calcul des rémunérations des agents et toute la gestion administrative de la Ville de Tournai et du CPAS s'y rapportant (arrêts de maladie, congés sans solde, exceptionnels, pécule de vacances, pause-carrière...)**. Le coût est estimé à 220.000,00 € hors TVA, soit 266.200,00 € TVA comprise (part Ville : 154.275,00 € - part CPAS : 111.925,00 €).

Le montant du marché repris à l'alinéa précédent a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par appel d'offres ouvert avec publicité européenne conformément aux dispositions des articles 23, 25 et 38 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution (arrêté royal du 14 janvier 2013) et ce, sous réserve des dispositions contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront en la fourniture des documents suivants :

- par la remise de son offre, le soumissionnaire déclare ne pas se trouver dans l'un des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 et à l'article 20 § 1/1 de la loi du 15 juin 2006;
- une déclaration bancaire appropriée;

- une déclaration relative au chiffre d'affaires réalisé pendant les trois derniers exercices. Le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours des trois derniers exercices un chiffre d'affaires annuel relatif aux activités directement liées aux services de mise à disposition et mise en production de solutions informatiques, égal ou supérieur à 5.000.000,00 €;
- la liste des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise, en particulier de ceux qui sont responsables de la qualité;
- une note de présentation relative à deux références pertinentes d'un montant minimum de 25.000,00 € hors TVA, ayant eu lieu au cours des trois dernières années, des services de mise à disposition et de mise en production d'une solution applicative de calcul des traitements et de gestion des ressources humaines complètement implémentée au jour de la remise des offres.

La note relative aux références pertinentes doit comporter la description :

- de la solution applicative financière reprise comme référence installée et une description complète des fonctionnalités développées;
- de toutes les interfaces mises en place avec d'autres logiciels;
- de l'identité des personnes de contact avec numéro de téléphone et adresse.

Article 5 : d'arrêter les critères d'attribution comme suit :

1) La qualité de la solution et interopérabilité : 50 points

Elle sera évaluée par l'analyse et la cotation d'une note méthodologique (maximum 30 pages, police Arial 10 pt) décrivant l'architecture logicielle, les technologies mises en œuvre, les possibilités d'accès (lecture) à la base de données à des fins de reporting, les formats disponibles d'import/export des données, le layout et design des écrans, des exemples de processus d'encodage (nombre d'écrans, nombre de « clics »...) ainsi que les modules d'interopérabilité déjà développés avec d'autres applications (Active Directory, logiciel de comptabilité, logiciel de gestion des décisions Collège/Conseil...) : 20 points. La meilleure note se verra attribuer une cote de 20 points, la seconde une cote de 10 points, la troisième une cote de 5 points, la quatrième et les suivantes une cote de 2,5 points.

La démonstration du scénario permettant de juger que la solution supporte les processus internes de la Ville et du CPAS sera prépondérante : 30 points

La démonstration la plus convaincante se verra attribuer une cote de 30 points, la seconde une note de 15 points, la troisième une cote de 10 points, la quatrième et les suivantes une cote de 5 points.

2) le prix : 40 points

Le prix sera évalué suivant le prix total des fournitures et services demandés

Règle de 3 :

$$\text{Cote} = \left(\frac{P_{\min}}{P_0} \right) * 40$$

Où

P_{\min} = prix de l'offre la plus basse

P_0 = prix de l'offre

3) le service après vente et évolution : 10 points

Il sera évalué suivant la convention de service proposée ainsi que les évolutions planifiées de la solution et le processus lié à ces évolutions.

Pour ce faire, le soumissionnaire fournira une convention de service ainsi qu'une note comprenant :

- un tableau contenant la liste des fonctionnalités à venir avec une description complète (permettant au pouvoir adjudicateur de juger de l'intérêt de la fonctionnalité) et une date de mise à disposition;
- une description des processus permettant de traiter les demandes de modifications avec 3 exemples de demande de modifications majeures avec les délais de réalisation au cours des trois dernières années. Le soumissionnaire indiquera également clairement s'il est propriétaire ou non de la solution proposée.

La meilleure proposition sur ce critère se verra attribuer une cote de 10 points, la seconde une cote de 7,5 points, la troisième une cote de 5 points, la quatrième et les suivantes une cote de 2,5 points.

Article 6 : les crédits sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53 pour la partie acquisition. Pour la partie maintenance, des crédits seront prévus aux budgets ordinaires 2016 et 2017.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu sa décision prise en date du 22 septembre 2014 de marquer son accord sur la convention visant à la passation d'un marché conjoint pour la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale (CPAS), en vue de la fourniture de logiciels relatifs à la gestion des ressources humaines et au calcul des rémunérations;

Vu sa décision prise en cette même séance du 22 septembre 2014 de passer, par appel d'offres ouvert avec publicité européenne, conformément aux dispositions des articles 23, 25 et 38, un marché conjoint de fournitures ayant pour objet l'acquisition et la maintenance d'une solution logicielle permettant le calcul des rémunérations des agents et la gestion des ressources humaines couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS dont le coût était estimé à 268.000,00 € hors TVA, soit 324.280,00 € TVA comprise (part ville : 170.610,00 € - part CPAS : 153.670,00 €);

Considérant que l'offre la plus basse s'élevait à 422.816,00 € hors TVA, soit 511.607,36 € TVA comprise, soit + 36,62 % par rapport à l'estimation;

Vu la décision du Collège communal du 16 janvier 2015, conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi du 15 juin 2006, de renoncer à passer le susdit marché conjoint au motif que les prix proposés étaient significativement plus élevés (+ 36,62 %) que l'estimation initiale du marché;

Considérant que le service informatique a donc revu le cahier spécial des charges afin de réduire les coûts et que celui-ci porte désormais sur la fourniture et la maintenance (2 ans) d'une solution logicielle permettant le calcul des rémunérations des agents et toute la gestion administrative s'y rapportant (arrêts de maladie, congés sans solde, exceptionnels, pécule de vacances, pause-carrière...);

Considérant que ce nouveau marché devrait être passé par appel d'offres ouvert avec publicité européenne conformément aux dispositions des articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006;

Considérant qu'une nouvelle convention de marché conjoint a donc été établie dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

- le CPAS désigne la Ville de Tournai comme pouvoir adjudicateur et délègue ses compétences dans le cadre de la procédure d'attribution des marchés publics conjoints relatifs à la fourniture de logiciels de calcul des rémunérations des agents et de toute la gestion administrative s'y rapportant;
- les obligations réciproques des parties visant le bon déroulement de la procédure sont fixées;
- la convention est conclue à titre gratuit et pour une durée déterminée d'un an à compter de sa signature. Elle est résiliable moyennant un préavis de 3 mois notifié à l'autre partie;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur le projet de convention visant à la passation d'un marché conjoint entre la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale, en vue de la fourniture de logiciels relatifs au calcul de la rémunération des agents et à toute la gestion administrative s'y rapportant (arrêts de maladie, congés sans solde, exceptionnels, pécule de vacances, pause-carrière...) :

" Entre d'une part :

L'administration communale de Tournai, rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, ci-après dénommée "la Ville de Tournai",
Agissant en vertu d'une décision du Conseil communal du 23 février 2015

Et d'autre part :

Le Centre public d'action sociale de Tournai, boulevard Lalaing, 41 à 7500 Tournai, représenté par Madame Rita LECLERCQ-DESENCLOS, Présidente, et Monsieur Luc LEROY, Directeur général, ci-après dénommé "le CPAS de Tournai",
Agissant en vertu d'une décision du Conseil de l'action sociale du

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

La Ville et le CPAS de Tournai concluent régulièrement des marchés de fournitures et/ou de services nécessaires au bon fonctionnement de leurs institutions respectives.

La Ville et le CPAS de Tournai souhaitent, dans le cadre des marchés de fournitures et/ou de services identiques, procéder à des marchés conjoints pour certains marchés bien déterminés.

L'informatique de la Ville de Tournai et du CPAS sont à un moment crucial de leur évolution au niveau interne (renouvellement de l'infrastructure technique, mise en place de nouvelles applications, modernisation des échanges au sein de l'administration et vers les partenaires externes,...).

La Ville de Tournai et le CPAS doivent envisager, suite aux modifications internes du service informatique, de faire appel à des logiciels produits par des firmes extérieures pour répondre à certains besoins de base de l'administration : comptabilité et budget, gestion du personnel et calcul des traitements.

Le lancement de ces marchés conjoints répond aux diverses directives émanant de la Région wallonne et du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) appelant à renforcer les synergies Ville-CPAS.

Ces marchés devraient être passés par appel d'offre ouvert.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er}

Conformément à l'article 38 de la loi du 15 juin 2006, le CPAS de Tournai désigne la Ville de Tournai comme pouvoir adjudicateur et délègue ses compétences dans le cadre de la procédure d'attribution des marchés publics conjoints de fournitures concernant des logiciels relatifs au calcul des rémunérations.

Description du marché :

Fourniture, mise en production et maintenance (2 ans) d'une solution logicielle permettant le calcul de la rémunération des agents couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS de Tournai.

Article 2 : Obligation des parties

- 1) La Ville et le CPAS de Tournai s'engagent à se fournir mutuellement l'ensemble des renseignements nécessaires pour déterminer les besoins dans le cadre du marché public conjoint repris à l'article 1^{er}.
- 2) La Ville et le CPAS de Tournai s'engagent à prévoir annuellement les crédits budgétaires nécessaires et relatifs au marché public conjoint repris à l'article 1^{er} de la présente convention.
- 3) Les conditions de marché prévoiront une facturation et un paiement séparés pour chacun des participants au marché, étant entendu que chacune des parties garantira l'autre contre les conséquences liées à un retard de paiement.
- 4) Dans l'hypothèse d'un prélèvement sur le cautionnement pour cause de non-exécution du marché, le montant prélevé sera équitablement réparti entre la Ville et le CPAS, et ce proportionnellement au préjudice subi en suite de l'inexécution fautive.

Article 3

La Ville et le CPAS de Tournai se tiendront mutuellement informés tout au long de la procédure et se communiqueront les extraits au registre des délibérations, une copie des clauses administratives du cahier spécial des charges et la fiche technique du marché repris dans la présente convention."

14. Service d'Aide à l'Intégration Sociale (SAIS). Acquisition de matériel informatique. Mode et conditions de passation de marché.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le parc informatique du service d'aide à l'intégration sociale date de 6, 7 ans, d'où la nécessité de procéder chaque année au remplacement de certains ordinateurs.

En séance du 10 novembre 2014, vous avez approuvé l'acquisition de deux ordinateurs fixes et d'un portable (avec logiciels, licences, connexion à internet et système antivirus) destinés au SAIS.

Cette acquisition a ensuite été revue à la baisse (un ordinateur fixe et un portable) pour ne pas dépasser le montant de la subvention de 3.000,00 € octroyée par la Région wallonne.

Il s'avère donc nécessaire de procéder à l'achat de l'ordinateur fixe, qui n'avait pas été commandé en 2014 et de remplacer l'un des portables du service tombé en panne.

Nous vous proposons de passer un marché de fournitures estimé à ± 3.000,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus, et de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1^o a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 3.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 84010/742-53. Ce montant est entièrement subsidié par la Région wallonne.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que le parc informatique du Service d'aide à l'intégration sociale date de 6, 7 ans et qu'il est, par conséquent, nécessaire de procéder chaque année au remplacement de certains ordinateurs;

Considérant qu'en séance du 10 novembre 2014, il a approuvé l'acquisition de deux ordinateurs fixes et d'un ordinateur portable (avec logiciels, licences, connexion à internet et système antivirus) destinés au service d'aide à l'intégration sociale (SAIS);

Considérant que cette acquisition a ensuite été revue à la baisse (un ordinateur fixe et un ordinateur portable) pour ne pas dépasser le montant de la subvention de 3.000,00 € octroyée par la Région wallonne;

Considérant qu'il s'avère donc nécessaire de procéder à l'achat de l'ordinateur fixe qui n'avait pas été commandé en 2014 et de remplacer l'un des anciens portables du service tombé en panne;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de fournitures estimé à ± 3.000,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus, et de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 3.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 84010/742-53 et que ce montant sera financé à 100 % par subsidie;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel informatique destiné au service d'aide à l'intégration sociale (SAIS) pour un montant estimé à ± 3.000,00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché sera constaté par simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 110 dernier alinéa de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : un crédit de 3.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 84010/742-53. Ce montant sera financé à 100 % par subsidie.

15. Service mobilité. Acquisition de sacoches pour les vélos pliables. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Ville de Tournai est reconnue "Commune Wallonie cyclable". L'un des volets de ce plan est la promotion de l'utilisation du vélo par les agents communaux et plus particulièrement par le service mobilité.

Des vélos pliables ont été achetés en 2014 afin d'équiper le service mobilité, mais le budget de l'exercice 2014 ne permettait pas d'équiper ces vélos de sacoches. Des crédits ont donc été prévus en 2015.

L'achat de sacoches constitue l'une des fiches "actions" prévue dans le plan communal cyclable et validée par le Collège communal.

Il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs fournisseurs.

Un crédit global de 3.900,00 € est inscrit sous l'article 421/743-51 du budget extraordinaire 2015.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Pour la Conseillère communale cdH, **H. CLEMENT-COUPLET**, "c'est cher pour deux sacoches de vélo!"

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **B. MAT**, pose des questions au sujet de l'utilisation des vélos.

Par 33 voix pour et 4 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que la Ville de Tournai est reconnue "Commune Wallonie Cyclable" et que l'un des volets de ce plan est la promotion de l'utilisation du vélo par les agents communaux et plus particulièrement par le service mobilité;

Considérant que des vélos pliables ont été achetés en 2014 afin d'équiper le service mobilité;

Considérant que le budget prévu en 2014 ne permettait pas d'équiper ces vélos de sacoches et que des crédits ont donc été prévus en 2015;

Considérant que l'achat de sacoches constitue l'une des fiches "actions" prévues dans le plan communal cyclable et validées par le Collège communal;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs fournisseurs;

Considérant qu'un crédit global de 3.900,00 € est inscrit sous l'article 421/743-51 du budget extraordinaire 2015;

Sur proposition du Collège communal;

Par 33 voix pour et 4 abstentions;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché ayant pour objet l'acquisition de sacoches pour les vélos pliables du service mobilité, estimé à ± 380,00 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché de fourniture sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera constaté par simple facture acceptée, selon l'article 105 § 1^{er}, 4^o de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : un crédit global de 3.900,00 € est inscrit sous l'article 421/743-51 du budget extraordinaire 2015.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, Mmes M. C. MARGHEM, M-C. LEFEBVRE, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, M. R. DELVIGNE, Mmes L. DEDONDER, L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE

16. Ecole communale Arthur Haulot. Acquisition de chaises. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **V. BRAECKELAERE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Afin de respecter les normes de l'AFSCA (Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire), l'école Arthur Haulot est dans l'obligation d'acquérir du mobilier lavable pour son réfectoire, à savoir 30 chaises.

Ce marché de fournitures est estimé à 600,00 € TVA comprise.

Nous vous proposons de passer ce marché par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 §1, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Les crédits nécessaires sont prévus à l'article 7227/724-60 du budget extraordinaire 2015.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation du marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 30 chaises lavables pour le réfectoire de l'école Arthur Haulot afin de respecter les normes de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA);

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à 496,00 € hors TVA soit 600,00 € TVA comprise;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de 30 chaises lavables pour le réfectoire de l'école Arthur Haulot, estimé à 496,00 € hors TVA soit 600,00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1^{er}, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : les crédits nécessaires sont prévus à l'article 7227/724-60 du budget extraordinaire 2015.

17. Académie des Beaux-Arts (cours du jour). Remplacement de la chaudière. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 29 décembre 2014, le Collège communal a attribué à la firme Envisys de Jemappes, le marché ayant pour objet le remplacement des chaudières dans divers bâtiments communaux [académie des

Beaux-Arts, Hôtel de Ville (service urbanisme), école du Château et école Beau Séjour] au montant de son offre régulière et corrigée la plus basse, soit 189.226,58 € TVA comprise.

La subdivision 4 du marché relative à l'académie des Beaux-Arts (cours du jour) a été attribuée au montant de 57.449,47 € TVA comprise et imputée sur l'article 7341/724-60/14.

Cet article, au stade de l'engagement, présentait un solde disponible suffisant (88.822,20 €) qui, entre-temps, a été grevé d'une imputation de 35.905,24 € destinée à couvrir la fourniture de matériel de chauffage/sanitaire destiné aux «Anciens Prêtres» pour le déménagement de l'académie (cours du soir).

Le reste du crédit (52.916,96 €) s'avérait donc insuffisant pour engager la dépense (57.449,47 €) plus les 10 % d'engagement supplémentaire (5.744,94 €) couvrant les éventuelles révisions de prix prévues lors de la désignation, le total se montant à 63.194,41 €. Actuellement, la somme de 52.916,96 € a pu être engagée.

Il y a donc lieu de prévoir par voie de modification budgétaire un montant de 10.300,00 € reprenant le montant non engagé de 4.532,51 € et l'engagement supplémentaire de 5.744,94 €.

Ce dossier global est subsidié dans le cadre d'«Ureba (Utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments) exceptionnel» et la subdivision 4 à concurrence de 75 % soit un montant de 39.650,49 €.

Le dossier étant finalisé, tout retard dans la désignation de l'entreprise pourrait porter préjudice à l'obtention du subside.

Nous avons donc en séance du 6 février 2015 décidé de recourir à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

L'inscription de ce crédit se fera par modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2015 sous l'article 7341/724-60/14.

Il vous appartient de prendre acte de cette décision et d'admettre la dépense.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1311-5 relatif aux budget et comptes;

Vu la décision prise par le Collège communal en séance du 29 décembre 2014 d'attribuer le marché de travaux ayant pour objet le remplacement des chaudières dans quatre bâtiments communaux [académie des Beaux-Arts, Hôtel de Ville (service urbanisme), école du Château et école Beau Séjour] à la firme Envisys, Champ de Bataille, 239 à 7012 Jemappes, au montant de son offre régulière et corrigée la plus basse s'élevant à 189.226,58 € TVA comprise;

Considérant que la subdivision 4 du marché relative à l'académie des Beaux-Arts (cours du jour) a été attribuée au montant de 57.449,47 € TVA comprise et imputée sur l'article 7341/724-60/14;

Considérant que cet article, au stade de l'engagement, présentait un solde disponible suffisant (88.822,20 €) qui, entre-temps, a été grevé d'une imputation de 35.905,24 € destinée à couvrir la fourniture de matériel de chauffage/sanitaire destiné aux «Anciens Prêtres» pour le déménagement de l'académie (cours du soir);

Considérant que le reste du crédit (52.916,96 €) s'avérait donc insuffisant pour engager la dépense (57.449,47 €) plus les 10 % d'engagement supplémentaires (5.744,94 €) couvrant les éventuelles révisions de prix prévues lors de la désignation, le total se montant à 63.194,41 €;

Considérant qu'actuellement, seule la somme de 52.916,96 € a pu être engagée;

Considérant qu'il y avait donc lieu de prévoir par voie de modification budgétaire un montant de 10.300,00 € reprenant le montant non engagé de 4.532,51 € et l'engagement supplémentaire de 5.744,94 €;

Considérant que ce dossier entre dans le cadre d'«Ureba (Utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments) exceptionnel» et qu'il est subsidié à concurrence de 75 %, soit un montant de 39.650,49 €;

Considérant que tout retard dans la désignation de l'entreprise pourrait porter préjudice à l'obtention du subside;

Considérant que le Collège communal a décidé, en séance du 30 janvier 2015, de recourir à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que l'inscription de ce crédit se fera par modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2015 sous l'article 7341/724-60/14;

Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité démontrées ci-dessus;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE :

de la décision prise par le Collège communal en séance du 6 février 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité :

Article 1^{er} : en vue de ne pas occasionner de préjudice, de pourvoir à la dépense en engageant la totalité des crédits nécessaires au remplacement de la chaudière (57.449,47 €) de l'académie des Beaux-Arts (cours du jour) et à l'engagement supplémentaire destiné à couvrir les éventuelles révisions de prix (5.744,94 €), soit un montant total de 63.194,41 €.

Article 2 : d'inscrire les crédits manquants et nécessaires à cette dépense, soit le montant de 10.300,00 €, par modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2015, sous l'article 7341/724-60/14.

Article 3 : de donner connaissance de cette décision au Conseil communal du mois de février 2015 qui délibérera s'il admet ou non la dépense, tel que prévu à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale de la décentralisation;

ADMET :

la dépense.

18. Crèches communales. Travaux de sécurisation. Subdivision A : crèche les Chatons : détection incendie. Subdivision B : crèche Clos des Poussins : détection intrusion. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le système de détection incendie de la crèche «Les Chatons» est vétuste et il est nécessaire, en vertu des normes strictes imposées par l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE), de le remplacer.

Suite à l'extension de la crèche «Clos des Poussins», le nouveau bâtiment «Les Carabistouilles» doit être équipé d'un système de détection intrusion.

Ces travaux portant sur la sécurisation des crèches communales sont estimés à 13.000,00 € TVA comprise, ventilés comme suit :

- Subdivision A : crèche les Chatons – détection incendie estimée à 7.000,00 € TVA comprise
- Subdivision B : crèche Clos des Poussins – détection intrusion estimée à 6.000,00 € TVA comprise.

Au vu de l'estimation, ce marché sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Des crédits de l'ordre de 23.000,00 € sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 8441/724-60.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1311-5 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que le système de détection incendie de la crèche «Les Chatons» est vétuste et qu'il est nécessaire, en vertu des normes strictes imposées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE), de le remplacer;

Considérant que, suite à l'extension de la crèche «Clos des Poussins», le nouveau bâtiment «Les Carabistouilles» doit être équipé d'un système de détection intrusion;

Considérant que ces travaux portant sur la sécurisation des crèches communales sont estimés à 13.000,00 € TVA comprise, ventilés comme suit :

- Subdivision A : crèche les Chatons – détection incendie estimée à 7.000,00 € TVA comprise
- Subdivision B : crèche Clos des Poussins – détection intrusion estimée à 6.000,00 € TVA comprise;

Considérant qu'au vu de l'estimation, ce marché sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que des crédits de l'ordre de 23.000,00 € sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 8441/724-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux portant sur la sécurisation des crèches communales estimé à 13.000,00 € TVA comprise, ventilé comme suit :

- Subdivision A : crèche les Chatons – détection incendie estimée à 7.000,00 € TVA comprise
- Subdivision B : crèche Clos des Poussins – détection intrusion estimée à 6.000,00 € TVA comprise.

Les montants repris ci-dessus ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi d'une part par les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 23.000,00 € sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 8441/724-60.

19. Garage communal. Acquisition de matériel électrique et de matériel de chauffage. Acquisition d'outillage. Mode et conditions de passation des marchés.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) Suite à l'incendie qui s'est produit au garage communal le 22 mai 2014, il est nécessaire d'acquérir du matériel en vue de mettre l'installation électrique aux normes de sécurité.

Pour ce faire, nous vous proposons de passer un marché de fournitures estimé à ± 9.300,00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Nous vous proposons de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 127.500,00 € est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 124/724-60.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché.

- 2) Suite à l'incendie qui s'est produit au garage communal le 22 mai 2014, il est nécessaire d'acquérir du matériel de chauffage afin de pouvoir continuer l'installation entamée l'année dernière.

Nous vous proposons de passer un marché de fournitures estimé à ± 8.700,00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Nous vous proposons de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a) de la loi du

15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 127.500,00 € est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 124/724-60.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché.

- 3) Après l'incendie du 22 mai 2014, le garage communal a été rééquipé en outillage de première nécessité.

Pour que les mécaniciens puissent travailler dans de bonnes conditions, il s'avère nécessaire de compléter cet outillage par d'autres achats : crics, enrouleur mural, clés, aspirateur industriel, perceuses, etc.

Ce marché de fournitures est estimé à 9.946,20 € TVA comprise.

Nous vous proposons de passer ce marché par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Les crédits nécessaires sont prévus à l'article 104/744-51 du budget extraordinaire 2015.

Il vous appartient d'approuver les modes et conditions de passation du marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que, suite à l'incendie qui s'est produit au garage communal le 22 mai 2014, il convient de procéder à l'acquisition de matériel en vue de mettre l'installation électrique aux normes de sécurité;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de fournitures estimé à ± 9.300,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus, et de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 127.500,00 € est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 124/724-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de **matériel électrique destiné à mettre l'installation électrique du garage communal aux normes de sécurité** pour un montant estimé à ± 9.300,00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : conformément à l'article 110, 2° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le marché sera conclu par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 4 : le marché sera constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1^{er}, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 127.500,00 € est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 124/724-60.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a);

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que suite à l'incendie qui s'est produit au garage communal le 22 mai 2014, il est nécessaire d'acquérir du matériel de chauffage afin de pouvoir continuer l'installation entamée l'année dernière;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de fournitures estimé à ± 8.700,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus, et de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 127.500,00 € est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 124/724-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de **matériel de chauffage destiné au garage communal** pour un montant estimé à ± 8.700,00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : conformément à l'article 110, 2° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le marché sera conclu par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 4 : le marché sera constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1^{er}, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 127.500,00 € est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 124/724-60.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modification ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant qu'après l'incendie du 22 mai 2014, le garage communal a été rééquipé en outillage de première nécessité;

Considérant qu'afin que les mécaniciens puissent travailler dans de bonnes conditions, il s'avère nécessaire de compléter cet outillage par d'autres achats : crics, enrouleur mural, clés, aspirateur industriel, perceuses, etc.);

Considérant que ce marché de fournitures est estimé 8.220,00 € hors TVA soit 9.946,20 € TVA comprise et qu'il est proposé de le passer par procédure négociée;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire de 2015 sous l'article 104/744-51 financé par fonds de réserve;

Considérant l'avis de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'**outillage destiné au garage communal** pour un montant total estimé à 8.220,00 € hors TVA soit 9.946,20 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1^{er}, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/744-51 à concurrence de 20.000,00 €. Ce montant sera financé par fonds de réserve.

20. Hangar communal et garage des Mouettes. Remplacement de trois portes sectionnelles. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Sur les trois portes d'accès au hangar communal (Pont de Maire), une seule est encore fonctionnelle. Ce qui occasionne des problèmes lors de l'entrée et de la sortie des gros véhicules. Au garage des Mouettes, l'incendie a rendu inutilisables les deux portes sectionnelles d'entrée des véhicules. Au total, il s'avère nécessaire de procéder au remplacement de trois portes sectionnelles : deux au hangar communal et une au garage des Mouettes.

Nous vous proposons de passer un marché de travaux estimé à ± 13.700,00 € TVA comprise (ce montant a valeur d'indication sans plus) et de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 127.500,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 124/724-60.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Madame la Conseillère communale cdH, **M. WILLOCQ**, demande si les assurances interviennent dans ce dossier.

Le **Directeur général adjoint** rappelle que les assurances n'interviennent que si les auteurs sont identifiés. Dans ces cas d'espèce, il convient de le vérifier.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que sur les trois portes d'accès au hangar communal (Pont de Maire), une seule est encore fonctionnelle, ce qui occasionne des problèmes lors de l'entrée et la sortie des gros véhicules;

Considérant que l'incendie au garage des Mouettes a rendu inutilisables les deux portes sectionnelles d'entrée des véhicules;

Considérant qu'au total, il s'avère nécessaire de procéder au remplacement de trois portes sectionnelles : deux au hangar communal et une au garage des Mouettes;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de travaux estimé à ± 13.700,00 € TVA comprise (ce montant a valeur d'indication sans plus) et de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 127.500,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 124/724-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet la fourniture et la pose de deux portes sectionnelles au hangar communal et d'une porte sectionnelle au garage des Mouettes pour un montant estimé à ± 13.700,00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er} 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : il sera régi, d'une part, par les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 127.500,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 124/724-60.

21. Tournai Expo. Remplacement du portique d'entrée du parking. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Suite à un accrochage par un camion, l'un des portiques d'entrée du parking de Tournai Expo a été démolé.

Il y a lieu de le remplacer pour que des véhicules de ce type ne puissent pas s'y garer et défoncer le revêtement.

Nous vous proposons de passer un marché de fournitures, par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, ayant pour objet la fourniture et la pose d'un portique d'entrée au parking de Tournai Expo, dont le coût est estimé à 3.500,00 € hors TVA, soit 4.235,00 € TVA comprise.

Les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire du présent exercice à concurrence de 5.000,00 € sous l'article 521/724-60.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que, suite à un accrochage par un camion, l'un des portiques d'entrée du parking de Tournai Expo a été démolé;

Considérant qu'il y a lieu de le remplacer pour que des véhicules de ce type ne puissent pas s'y garer et défoncer le revêtement;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de fournitures, par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, ayant pour objet la fourniture et la pose d'un portique d'entrée au parking de Tournai Expo, dont le coût est estimé à 3.500,00 € hors TVA, soit 4.235,00 € TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2015 à concurrence de 5.000,00 € sous l'article 521/724-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché ayant pour objet le remplacement du portique d'entrée du parking de Tournai Expo, dont le coût est estimé à 3.500,00 € hors TVA, soit 4.235,00 € TVA comprise.

Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs entreprises conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché, inférieur à 8.500,00 € hors TVA, sera constaté sur simple facture acceptée conformément à l'article 110 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics.

Article 4 : les crédits de l'ordre de 5.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 521/724-60.

22. Musée de la tapisserie. Mission d'ingénieur en techniques spéciales et travaux assimilés. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Les systèmes de climatisation et de ventilation du musée de la tapisserie sont défectueux.

Le gaz caloripporteur (porteur de chaleur) est du fréon, gaz néfaste puisque de la famille des chlorofluorocarbonés (sous-classe de gaz fluorés) ou CFC, responsables de la destruction de la couche d'ozone et dont l'échappement dans l'air peut conduire, en cas de fuites importantes dans des espaces confinés, à de graves intoxications.

Ce type de gaz est interdit depuis fin 2014.

Il est impératif de procéder au remplacement complet du groupe de froid et de ventilation actuel situé en toiture et de mettre l'installation existante aux normes en vigueur.

Pour ce faire, les services techniques de la ville doivent s'adjoindre les services d'un ingénieur en techniques spéciales, habilité dans le domaine du HVAC (chauffage, ventilation et climatisation).

Il est proposé de passer un marché de services ayant pour objet la mission d'ingénieur en techniques spéciales et travaux assimilés en vue du remplacement complet du groupe de froid et de la mise aux normes en vigueur de l'installation de climatisation existante au musée de la tapisserie. Le marché est estimé à 6.611,57 € hors TVA, soit 8.000,00 € TVA comprise.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que les systèmes de climatisation et de ventilation du musée de la tapisserie sont défectueux;

Considérant que le gaz calorporteur (porteur de chaleur) est du fréon, gaz néfaste puisque de la famille des chlorofluorocarbonés (sous-classe de gaz fluorés) ou CFC, responsables de la destruction de la couche d'ozone et dont l'échappement dans l'air peut conduire, en cas de fuites importantes dans des espaces confinés, à de graves intoxications;

Considérant que ce type de gaz est interdit depuis fin 2014;

Considérant qu'il est impératif de procéder au remplacement complet du groupe de froid et de ventilation actuel situé en toiture et de mettre aux normes en vigueur l'installation existante au musée de la tapisserie;

Considérant que, pour ce faire, les services techniques de la ville doivent s'adjoindre les services d'un ingénieur en techniques spéciales, habilité dans le domaine du HVAC (chauffage, ventilation et climatisation);

Considérant qu'il est donc proposé de passer un marché de services ayant pour objet la mission d'ingénieur en techniques spéciales et travaux assimilés en vue du remplacement complet du groupe de froid et de ventilation et de la mise aux normes en vigueur de l'installation de climatisation existante;

Considérant que ce marché est estimé à 6.611,57 € hors TVA, soit 8.000,00 € TVA comprise;

Considérant l'avis favorable du directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de services ayant pour objet la mission d'ingénieur en techniques spéciales et travaux assimilés en vue du remplacement complet du groupe de froid et de la mise aux normes de l'installation existante au musée de la tapisserie. Le coût est estimé à 6.611,57 € hors TVA, soit 8.000,00 € TVA comprise.

Cette estimation a valeur d'indication, sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché, inférieur à 8.500,00 € hors TVA, sera conclu par simple facture acceptée conformément à l'article 110 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics.

Article 4 : les crédits de l'ordre de 8.000,00 € sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 771/733-60.

23. Bibliothèque communale. Subvention pour acquisitions et subside pour frais de fonctionnement des bibliothèques conventionnées. Approbation.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 21 mai 2012, vous avez approuvé les termes d'une convention qui réglait, conformément au décret du 30 avril 2009, l'avenir du réseau des bibliothèques publiques de notre Ville entre les trois pouvoirs organisateurs de ces bibliothèques publiques : l'Association des Bibliothèques Publiques Chrétiennes (A.B.P.C.T.), le Centre d'Etude, de Recherche et d'Informations Scientifiques et Technologiques (C.E.R.I.S.T.) et la Ville.

Dans cette convention indispensable pour obtenir la reconnaissance de la bibliothèque communale au titre de "locale", la Ville s'est engagée :

- 1) à prendre en charge les frais d'acquisition des livres et des périodiques utiles au respect des exigences de l'arrêté du 20 juillet 2011 et du plan quinquennal de développement dudit réseau
- 2) à rétrocéder à l'A.B.P.C.T. 13,3 % de la subvention forfaitaire (dont le montant n'est pas encore connu avec précision) liée aux frais de fonctionnement de l'ensemble du réseau octroyée par la Fédération Wallonie-Bruxelles
- 3) à prendre en charge au profit de cette même association un subside lié aux frais de fonctionnement de ses bibliothèques, d'un montant global de 10.621,00 €, eu égard au nombre de petites bibliothèques dont l'A.B.P.C.T. assure le fonctionnement.

La convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013 suite à la reconnaissance du réseau de la bibliothèque locale de Tournai par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

En 2014, le montant global de 26.674,00 € attribué aux bibliothèques conventionnées au sein du réseau des bibliothèques publiques de Tournai en vue de réaliser diverses acquisitions (livres, périodiques, documents, etc.) a été réparti de la manière suivante :

- Association des Bibliothèques publiques chrétiennes (A.B.P.C.T.)	19.230,00 €
- Centre d'Etude, de Recherche et d'Information Scientifiques et Technologiques (C.E.R.I.S.T.)	7.444,00 €

Suivant l'article 7 de la convention, ce montant peut être réévalué en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation qui n'a pas augmenté en 2014, ceci n'entraînant, par conséquent, aucune réévaluation pour 2015.

Les montants à répartir entre les différentes bibliothèques se décident au sein même de l'A.B.P.C.T., selon des critères objectifs tels que l'importance des collections, le nombre d'heures d'ouverture et l'activité de chacune d'entre elles.

Suivant l'article 12 de la même convention, le subside lié aux frais de fonctionnement des bibliothèques de l'A.B.P.C.T peut être réévalué, pour la seule partie de 3.955,00 €, sur base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation de l'année précédente. En 2014, la réévaluation calculée suivant l'indice de l'année 2013 étant d'un montant de 48,00 €, le montant total pour cette seule partie était donc de 4.003,00 €. Comme l'indice de l'année 2014 n'a pas augmenté, le montant total pour cette partie reste donc inchangé.

Nous vous proposons, Mesdames et Messieurs, d'approuver au montant global de 26.674,00 € les sommes attribuées aux bibliothèques conventionnées du réseau des bibliothèques publiques de Tournai en vue de réaliser des acquisitions, et d'approuver comme suit la répartition de ce montant :

- Association des Bibliothèques publiques chrétiennes (A.B.P.C.T.) 19.230,00 €
- Centre d'Etude, de Recherche et d'Information Scientifiques et Technologiques (C.E.R.I.S.T.) 7.444,00 €

et d'approuver, pour terminer, l'octroi à l'A.B.P.C.T. d'un subside lié aux frais de fonctionnement d'un montant global de 10.669,00 €, en plus, comme le prévoit la convention, des 13,3 % de la subvention forfaitaire de fonctionnement octroyée par la Fédération Wallonie-Bruxelles et rétrocédés à cette même association."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'en séance du 21 mai 2012, ont été approuvés les termes d'une convention qui règle, conformément au décret du 30 avril 2009, l'avenir du réseau des bibliothèques publiques de notre Ville dont les trois pouvoirs organisateurs sont : l'Association des Bibliothèques publiques chrétiennes (A.B.P.C.T.), le Centre d'Etude, de Recherche et d'Information Scientifiques et Technologiques (C.E.R.I.S.T.) et la Ville;

Considérant que dans cette convention indispensable pour obtenir la reconnaissance de notre bibliothèque communale au titre de "locale ", la Ville s'engageait :

- 1) à prendre en charge les frais d'acquisition des livres et des périodiques utiles au respect des exigences de l'arrêté du 20 juillet 2011 et du plan quinquennal de développement dudit réseau
- 2) à rétrocéder 13,3 % de la subvention forfaitaire liée aux frais de fonctionnement de l'ensemble du réseau octroyée par la Fédération Wallonie-Bruxelles
- 3) à prendre en charge au profit de l'A.B.P.C.T. un subside lié aux frais de fonctionnement de ses bibliothèques, d'un montant global de 10.621,00 €, eu égard au nombre de petites bibliothèques dont l'A.B.P.C.T. assure le fonctionnement;

Considérant que la convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013 suite à la reconnaissance du réseau de la bibliothèque locale de Tournai par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant que l'année passée, un montant global de 26.674,00 € a été attribué par la Ville aux bibliothèques conventionnées du réseau des bibliothèques publiques de Tournai en vue de réaliser des acquisitions et que ce montant a été réparti de la manière suivante :

- Association des Bibliothèques publiques chrétiennes 19.230,00 €
- Centre d'Etude, de Recherche et d'Information Scientifiques et Technologiques (CERIST) 7.444,00 €;

Considérant que, suivant l'article 7 de la convention, ce montant peut être réévalué en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation qui n'a pas augmenté en 2014 et que, par conséquent, aucune réévaluation n'est prévue pour 2015;

Considérant que les montants à distribuer entre les différentes bibliothèques se décident au sein même de l'A.B.P.C.T., selon des critères objectifs tels que l'importance des collections, le nombre d'heures d'ouverture et l'activité de chacune d'entre elles;

Considérant que, suivant l'article 12 de la même convention, le subside lié aux frais de fonctionnement des bibliothèques de l'A.B.P.C.T peut être réévalué pour sa seule partie de 3.955,00 € sur base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation de l'année précédente; qu'en 2014, la réévaluation étant calculée suivant l'indice de l'année 2013, le montant total pour cette seule partie avait été porté à 4.003,00 €; comme l'indice de l'année 2014 n'a pas augmenté, ce montant reste donc inchangé pour 2015;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE :

- 1) le montant global de 26.674,00 €, au titre des sommes attribuées par la Ville aux bibliothèques conventionnées du réseau des bibliothèques publiques de Tournai, en vue de réaliser diverses acquisitions (livres, périodiques, documents...);
- 2) la répartition du montant de 26.674,00 € comme suit :
 - Association des Bibliothèques Publiques Chrétiennes (A.B.P.C.T.) 19.230,00 €
 - Centre d'Etude, de Recherche et d'Informations Scientifiques et Technologiques (C.E.R.I.S.T.) 7.444,00 €
- 3) l'octroi à l'A.B.P.C.T. d'un subside lié aux frais de fonctionnement d'un montant global de 10.669,00 €, en plus, comme le prévoit la convention, des 13,3 % de la subvention forfaitaire de fonctionnement octroyée pour 2015 par la Fédération Wallonie-Bruxelles et rétrocédés à cette même association.

24. Finances communales. Dotation communale à la zone de secours Hainaut-Ouest. Exercice 2015. Approbation.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La zone de secours Hainaut-Ouest a été mise en place le 1^{er} janvier 2015 et les communes protégées sont tenues de contribuer à son financement.

A défaut d'accord entre les communes de la zone de secours sur les montants respectifs à octroyer, c'est le gouverneur de province qui a fixé la dotation de chaque commune.

Nous vous invitons à marquer votre accord sur la dotation 2015 de la Ville de Tournai à la zone de secours Hainaut-Ouest fixée par Monsieur le Gouverneur de la province de Hainaut au montant de 4.079.000,22 €."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la mise en place au 1^{er} janvier 2015 de la Zone de secours Hainaut-Ouest;

Vu l'article 3 de l'arrêté royal du 2 février 2009 (déterminant la délimitation des zones de secours) selon lequel la Ville de Tournai fait partie de la zone de secours Hainaut-Ouest;

Vu l'article 68 § 2 de la loi du 15 mai 2007 qui prévoit que les dotations des communes de la zone sont fixées chaque année par une délibération du conseil de zone sur base d'un accord intervenu entre les différents conseils communaux concernés et que cet accord doit être obtenu au plus tard le 1^{er} novembre de l'année précédant l'année pour laquelle la dotation est prévue;

Vu l'article 68 § 3 de la loi du 15 mai 2007 qui stipule qu'à défaut d'un tel accord, la dotation de chaque commune est fixée par le gouverneur de la province en tenant compte de critères définis dans la loi;

Considérant qu'aucun accord sur les dotations des communes de la zone n'est intervenu à la date du 1^{er} novembre 2014;

Considérant que la dotation 2015 de la Ville de Tournai à la zone de secours Hainaut-Ouest a été fixée par Monsieur le Gouverneur de la province au montant de 4.079.000,22 €;

Vu l'avis favorable du directeur financier annexé à la présente délibération, rendu dans le délai prescrit à l'article L1124-40 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

MARQUE SON ACCORD :

sur la dotation pour l'exercice 2015 de la Ville de Tournai à la zone de secours Hainaut-Ouest fixée au montant de **4.079.000,22 €** par Monsieur le Gouverneur de la province.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Gouverneur, au Gouvernement wallon, au conseil de la zone de secours ainsi qu'à Monsieur le directeur financier.

25. Musée de Folklore. Don de cinq gravures. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Par courrier en date du 15 octobre 2014, M. Jean-Claude BRICHART nous a informés qu'il souhaitait faire don au musée de Folklore de cinq gravures encadrées qu'il a réalisées dans les années 1980 et 1990.

Madame la conservatrice du musée de Folklore a marqué son accord sur l'acceptation de ce don.

En séance du 21 novembre 2014, nous avons pris la décision de principe d'accepter ce don.

Il vous appartient d'approuver notre décision."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant le courrier de M. Jean-Claude BRICHART qui souhaite faire don au musée de Folklore de cinq gravures qu'il a réalisées dans les années 1980 et 1990;

Considérant l'avis favorable de Madame la conservatrice du musée;

Considérant qu'en séance du 21 novembre 2014, le Collège communal a pris la décision de principe d'accepter le don de ces gravures pour le musée de Folklore;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'accepter, pour le musée de Folklore, le don des cinq gravures ci-dessous :

- «ma sculpture s'appuie sur la vie que j'aime» (Georges GRARD)
[représentation de la Naïade – gravure à l'eau forte – 1991 – encadrement atelier d'Isabelle – 52 x 20 cm],
- «Chantournée, ancrée»
[la cathédrale, elle un paquebot sur les vagues des toits de la cité – gravure à l'eau forte - 1992 - justifiée 2/5 – encadrement atelier d'Isabelle – 71,5 x 54,5 cm],
- «La forme de mon cœur est celle de la ville» (Aragon)
[panorama de Tournai, vue synthétique – gravure «au sucre» - 1981 – justifiée E/A (épreuve d'artiste) – encadrement en plastique blanc – encadrement atelier d'Isabelle – 50,5 x 60,5 cm],
- «Tournai, vue du nord»
[gravure à l'eau forte, sur cuivre – 1985 – justifiée E/A (épreuve d'artiste) – encadrement atelier d'Isabelle – 57 x 67 cm],
- «Tournai, vue du sud»
[gravure à l'eau forte, sur cuivre – 1985 – justifiée E/A (épreuve d'artiste) – encadrement atelier d'Isabelle – 57 x 67 cm].

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour, le **Président** de séance invite les différents conseillers communaux à poser leur question :

- 1) Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, à propos du remplacement des châssis de l'hôtel de ville, du plan d'isolation et des subsides UREBA (Utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments) :

" La semaine dernière, ma collègue et moi nous nous sommes rendus au service urbanisme pour y consulter des dossiers.

On nous a installés dans une pièce chauffée mais pourtant froide. Les châssis équipés en simple vitrage étaient fermés par une petite cuillère et les affiches collées sur les vitres étaient soulevées par les rafales de vent.

Dans le bureau de service où les responsables reçoivent les visiteurs, la situation est semblable. Outre le gaspillage d'énergie que le changement de châssis éviterait, la question des conditions de travail des employés et de la réception des visiteurs est ici posée.

Il y a quelque temps, nous avons, me semble-t-il, voté le remplacement de la chaudière de ce bâtiment. Les qualités en matière d'économie d'énergie de la nouvelle installation nous ont été vantées. N'est-il pas paradoxal de faire des efforts dans un sens et de les réduire à néant d'un autre côté ? L'énergie la moins chère reste celle qu'on ne consomme pas.

Mes questions sont les suivantes :

- Y a-t-il un plan d'isolation et de remplacement des châssis des bâtiments de l'hôtel de ville ?
- Quel est le montant d'investissement subsidié par UREBA (Utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments) que la Ville réalise par an ? Où se situe cet investissement par rapport au maximum que la Ville pourrait obtenir ?"

Monsieur l'Echevin **V. BRAECKELAERE**, remplaçant Monsieur l'Echevin P. ROBERT, lui répond comme suit :

" Concernant l'hôtel de ville, les châssis du bâtiment principal ainsi que tous les châssis des bâtiments donnant sur le parc communal et sur la cour d'honneur sont soumis à un certificat de patrimoine pour leur remplacement, ces différents sites étant classés. La Région wallonne souhaite qu'un dossier global de remplacement des châssis pour les différents bâtiments du site de l'hôtel de ville soit introduit dans le cadre de ce certificat de patrimoine. Le Collège communal a décidé d'entamer une procédure de certificat de patrimoine pour le remplacement des châssis de l'ensemble des bâtiments de l'hôtel de ville en juin 2013. Bonne nouvelle, cette procédure est donc en cours et prend habituellement environ cinq ans pour aboutir.

Les châssis situés à l'arrière du bâtiment de l'urbanisme (services patrimoine et occupation du domaine public, logement et mobilité, cartographie) n'étant pas soumis à certificat de patrimoine, ont déjà été remplacés par des châssis double vitrage performants.

Les dossiers sont introduits. Cela prendra le temps qu'il faudra de changer tous les châssis de l'ensemble des bâtiments qui entourent la cour de l'hôtel de ville.

En ce qui concerne les subventions UREBA, il n'y a pas de montant d'investissement fixé par an. Ce montant dépend des dossiers subventionnables approuvés au budget extraordinaire. Il n'y a pas de montant maximum de subvention octroyé annuellement par la Région wallonne dans le cadre d'un dossier UREBA classique. A différencier d'un dossier UREBA exceptionnel, qui est quinquennal et où l'on peut obtenir des plafonds de subvention de 75 à 80 %, alors que pour l'UREBA classique, l'intervention est limitée à 30 %.

Si on voulait obtenir un million d'euros de subvention, il faudrait rentrer des dossiers pour 3,5 millions avec 2,5 millions de fonds propres, ce qui n'est pas anodin vu la conjoncture actuelle.

Au niveau des dossiers introduits, de 2012 à 2014, des dossiers ont été introduits pour un montant global de 1.930.000 €, des subventions pour ± 760.000,00 €, soit 1.200.000,00 € sur fonds propres, ce qui n'est pas négligeable.

Le Collège est conscient de l'importance d'isoler les bâtiments, annexes et bâtiments communaux pour plusieurs raisons : réduire les coûts énergétiques, restreindre les nuisances environnementales et améliorer le confort des travailleurs des différents services qui occupent ces locaux et les citoyens qui visitent ces services.

Il y a des réglementations et des procédures qui prennent du temps, mais c'est en bonne voie."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, remercie Monsieur l'Echevin V. BRAECKELAERE pour cette réponse.

2) Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, à propos du site internet de la Ville :

" Le site officiel de la Ville de Tournai, tournai.be, n'est plus mis à jour. Les citoyens sont actuellement privés d'informations pratiques de première nécessité.

Un exemple concret : désirant m'informer sur la nouvelle politique de stationnement en ville, spécialement en tant que riveraine dans le centre-ville, j'ai parcouru le site de la ville dans la rubrique "stationnement" et, à ma grande surprise, je n'y ai découvert aucune information sur le nouveau plan qui entrera bientôt en vigueur. On ne parle que du plan de stationnement de 2010, comme si celui-ci était destiné à se prolonger, sans aucune allusion à un prochain changement.

J'étais encore plus surprise d'apprendre que les employés communaux n'ont aucune information à fournir. Ils sont obligés de conseiller les riverains dont la carte doit être renouvelée dans les prochaines semaines de ne pas la renouveler mais d'utiliser la carte de zone bleue en attendant la mise en place

du nouveau système. L'information est donc totalement lacunaire à quelques semaines de l'entrée en vigueur du nouveau système.

En parcourant d'autres rubriques du site tournai.be, on trouve des informations vraiment anachroniques comme celles relatives aux Conseils consultatifs (jeunes, personnes handicapées) où les informations datent de la législature précédente.

Le nouveau site tournai.be sera-t-il bientôt en ligne afin de donner une information mise à jour et fiable aux citoyens de notre commune ?"

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** lui répond comme suit :

" Madame la Conseillère,
Chère Marie-Christine,

Dire que le site tournai.be n'est plus mis à jour n'est pas tout à fait exact !

Sans aucun doute, nous pouvons mieux faire. Le Collège en est d'ailleurs conscient.

Vous le savez, dans quelques semaines, le nouveau site internet sera mis en ligne.

La volonté du Collège d'avoir fait le choix d'un nouveau site internet correspond d'ailleurs à votre préoccupation d'une bonne information à l'égard des citoyens, qu'ils soient tournaïsiens ou non mais aussi de disposer d'un véritable outil performant qui leur facilite la vie.

Il s'agit de communiquer une information claire aux Tournaisiens visant à faciliter leur quotidien dans notre ville.

Pour les non-tournaisiens, il s'agit d'en faire un outil attractif qui doit contribuer à les convaincre de venir visiter notre ville, voire de venir s'y installer.

C'est dans ce contexte que, lors de sa séance du 6 février dernier, le Collège a décidé d'une procédure visant à assurer une mise à jour et l'alimentation des données mises en ligne, sachant que le succès du site sera évidemment conditionné par l'actualisation des données.

A cet égard, dans les jours qui viennent, l'ensemble des services tournés vers le public seront informés de la mise en ligne prochaine du nouveau site et recevront des informations visant à améliorer la circulation de l'information, la valorisation des projets menés par la Ville et l'amélioration globale de notre image.

Ces services sont : les musées, la bibliothèque, les directions d'écoles, les responsables d'infrastructures sportives, le service des travaux, le tourisme, la culture, l'état civil...

Lors de ces réunions d'information, il sera expliqué au personnel visé que, pour être dynamique, fonctionnel, le site doit s'appuyer sur l'ensemble des services (réflexe info et image). Pour assurer l'efficacité et la pérennité de cette procédure, au sein de chaque service, une personne «ressource» a été désignée.

Maintenant, quelques éléments d'informations à partir de l'exemple concret que vous utilisez relatif à la nouvelle politique de stationnement.

Vous le savez, celle-ci entrera en vigueur au 1^{er} avril prochain. Le fait qu'à ce stade, aucune information ne figure sur notre site internet est un choix.

En effet, nous avons pensé que communiquer trop tôt pourrait entraîner de la confusion entre les mesures actuellement en cours et celles à venir.

Dès lors, nous débiterons les informations destinées aux citoyens dans le courant du mois de mars sur base du plan de communication suivant : diffusion des nouvelles modalités sur notre site, distribution d'un disque bleu quart d'heure gratuit, distribution des informations relatives au nouveau plan dans

toutes les boîtes aux lettres de l'entité, information succincte dans le prochain Tournai Info, information sur les panneaux électroniques implantés à chaque entrée de ville,...

Par ailleurs, je m'inscris en faux sur le fait que les employés communaux n'ont aucune information à fournir.

Ce matin encore, j'ai vérifié auprès du service les informations qui étaient communiquées par notre administration aux citoyens et je peux vous confirmer que les informations communiquées sont bien celles qui correspondent à la nouvelle politique qui sera mise en œuvre au 1^{er} avril prochain.

Madame la Conseillère, j'espère ainsi avoir répondu à votre question."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, réplique comme suit :

" Ma carte riverain vient à expiration dans 2 semaines. Que dois-je faire entre ce moment-là et le 1^{er} avril ? C'est une question pratique. Vous savez comme moi que les personnes qui travaillent n'ont pas toujours la possibilité de se rendre dans les services communaux.

Je me réjouis que le site sera prochainement opérationnel et mis à jour. C'est une question d'image pour la Ville !"

3) Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, à propos de la propreté dans les villages :

" En janvier, Madame la Ministre TILLIEUX (PS) et Monsieur le Ministre COLLIN (cdH) annonçaient la prolongation du programme Wallo'net I et, plus particulièrement pour Tournai, la subside de 6 agents à temps plein. Ces agents peuvent être attachés, notamment, à garantir la propreté dans les villages. Ce programme n'est d'ailleurs pas neuf. Il date de l'époque où M. Benoît LUTGEN (cdH) était ministre et Tournai en bénéficie depuis plusieurs années.

Malgré cette possibilité, force est de constater que même si, à certains endroits, un membre du personnel communal est visible et efficace, de nombreux villages sont délaissés.

Papiers, canettes, plastiques et autres déchets s'accumulent un peu partout, notamment dans les fossés et le long des voiries communales et, par l'effet du vent, se répandent dans les champs et les propriétés privées, ce qui n'est pas, non plus, très agréable pour les agriculteurs et les riverains.

Cette pollution, grave pour nos campagnes, mérite d'être combattue.

Pouvez-vous préciser quel mode d'organisation est prévu pour garantir la propreté de nos villages ? Comment les agents communaux sont-ils répartis et pourquoi sont-ils absents de certains de nos villages ? Les agents Wallo'net vont-ils pallier ce manque et, si oui, de quelle façon et sous quelle forme d'organisation ?"

Monsieur l'Echevin MR, **A. BOITE**, lui répond comme suit :

" Monsieur le Conseiller,
Jean-Marie,

Ainsi que vous vous en souvenez très certainement puisque cela n'a pas changé depuis que vous avez quitté vos fonctions scabinales, il convient tout d'abord de préciser qu'il existe 2 types d'agents PTP (Programme de Transition Professionnelle) : PTP environnement propre et PTP Wallo'net.

Ces deux programmes consistent, de manière générale, en la valorisation des espaces publics et l'amélioration du cadre de vie ainsi que de la propreté des lieux.

La différence réside dans le périmètre d'action défini dans le cadre des deux conventions conclues avec la Wallonie.

En effet, le programme «Wallo'net» est prévu pour Tournai intra-muros et quelques sites touristiques extra-muros (comme les alentours de l'étang de Froyennes ou le site de la carrière de l'Orient).

Par contre, le programme «Environnement propre» concerne les 29 villages de l'entité et uniquement ceux-ci.

En termes de nombre d'agents, je vous confirme qu'il y a donc 6 agents "Wallonet" mais aussi 13 agents "Environnement propre".

En termes d'organisation, notre marge de manœuvre est très faible et tous ces agents sont affectés au service des espaces verts. En effet, ainsi que prévu dans la convention, puisque le programme induit un volet important de formation et d'insertion socioprofessionnelle, il ne s'agit pas de les considérer comme des cantonniers qui restent seuls à gérer les espaces publics. Le service a donc opté pour la création de plusieurs équipes qui travaillent dans les villages et celles-ci sont renforcées par l'intégration des agents PTP qui ont obtenu un contrat dans le cadre de la convention «environnement propre». Ces agents s'occupent, outre la propreté, du fleurissement, de la tonte et de la taille de haies, du fauchage, de l'entretien des sentiers et des cours d'eau, etc.

La problématique de propreté dans les villages ne peut donc malheureusement être solutionnée totalement par ces deux programmes. Complémentairement au programme PTP, une équipe volante dédiée exclusivement à la propreté publique intervient sur tout le territoire tournaisien et sur demande.

Malheureusement, au vu des moyens humains dont dispose l'administration, le métier de cantonnier n'existe pratiquement plus. Les seuls cantonniers présents sont dans les villages de Saint-Maur et Templeuve. Les agents affectés à l'Orient remplissent également ce rôle pour une partie du village de Vaulx et du hameau d'Allain. Il en va de même pour ceux qui sont affectés au Moulin de Froyennes. De plus, pour pouvoir continuer à affecter un agent dans chaque village, complémentirement aux problèmes de manque personnel, la Ville doit également faire face à une seconde difficulté : celle de disposer d'un local pouvant accueillir ledit agent. Cela est de moins en moins possible. Ainsi, par exemple, la future vente de l'ancienne maison communale de Froyennes aura pour effet immédiat que ce village soit géré à partir du point central.

Il est vrai qu'à l'heure actuelle, les finances de la Ville obligent tous les services à rationaliser au maximum tant la main-d'œuvre que les moyens matériels; nous ne pouvons malheureusement nous y soustraire et nous le regrettons sans doute tous. L'adage «on fait ce qu'on peut, pas ce qu'on veut» prend ici toute sa valeur. On agit avec les moyens mis à notre disposition et, même si on aimerait disposer de plus de possibilités, on fait au mieux avec ce que l'on a. Cette manière d'agir fait aussi partie d'une «gestion en bon père de famille» et on essaie de s'y appliquer...

Il est vrai qu'un peu plus de civisme au sein de la population nous aiderait énormément dans notre tâche ...

J'espère ainsi avoir répondu à tes interrogations."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, réplique comme suit :

" Je comprends qu'il faille faire des choix. Mais certains choix me semblent évidents. Quand on voit la "crasse" qui règne dans certains villages ou à certaines entrées de village, c'est dramatique. Je pense que ces choix, il faut y réfléchir autrement qu'en disant "faute de moyens, on s'organise comme on peut".

Je prends un exemple, jusqu'à l'année dernière dans les villages situés le long de la frontière, un agent

communal était affecté à la propreté des fossés et des voies d'accès. Il entretenait 5 villages. C'était fait d'une manière admirable. Il m'expliquait que par rotation, il pouvait passer dans chaque village en moyenne deux fois sur trois semaines. Il consacrait à chaque fois une journée complète au village. Les sites étaient propres au moment du fauchage, ce qui permettait d'éviter que l'on disperse des milliers et des milliers de morceaux de déchets dans la campagne.

J'ai fait le calcul : six wallo'net pourraient être attachés aux villages. Ils ont des missions touristiques mais ils peuvent également entretenir les villages, comme c'est précisé dans le projet. Avec six wallo'net couvrant chacun l'entretien de cinq villages, on pourrait couvrir tous les villages de l'entité à raison de 2 fois toutes les trois semaines.

Aux abords de chemins vicinaux, j'ai vu deux w-c complets. L'incivisme est là. Mais il ne faut pas pour autant baisser les bras. Si on ne ramasse pas les déchets, les mauvaises pratiques continuent et s'accroissent.

Dans dix jours, ce sera la fête de l'Association pour l'intégrité des campagnes (APIC). Le responsable du club de jogging de Blandain a lancé une action citoyenne. Il demande à la population de le rejoindre pour nettoyer le village de Blandain. D'un côté, c'est admirable, mais d'un autre côté, cela démontre que la situation est dramatique. Je demande au Collège de réfléchir très sérieusement à l'état de saleté qui règne dans nos campagnes."

Aucune observation n'ayant été formulée au sujet de la rédaction du procès-verbal de la séance publique du 26 janvier 2015, ledit procès-verbal est approuvé conformément au règlement d'ordre intérieur.

Monsieur le **Président** de séance clôture la séance publique à 20 heures 52' après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 23 mars 2015. Il s'agira du premier conseil en format électronique. Une séance d'information sera organisée prochainement pour les Conseillers communaux à ce sujet.

Par le Conseil :

Le Directeur général adjoint,

Thierry LESPLINGART

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Paul-Olivier DELANNOIS